

BILAN
SOCIAL

2002

2002



AMÉRIQUE LATINE - AFRIQUE - ASIE - MÉDITERRANÉE - DOM TOM

IRD

Institut de recherche
pour le développement

IRD - Bilan Social 2002

**Institut de recherche
pour le développement**

213, rue La Fayette
75480 Paris cedex 10
téléphone : 01 48 03 77 77
télécopieur : 01 48 03 08 29
[http : //www.ird.fr](http://www.ird.fr)

Secrétariat général
Direction des personnels

IRD - Bilan Social 2002

Le présent Bilan Social repose sur une «photographie» de la population de l'IRD au 31 décembre 2002.
Les catégories d'effectifs prises en compte dans la réalisation de ce document sont les suivantes :

EFFECTIFS BUDGÉTAIRES

emplois permanents inscrits au budget de l'Institut au titre de l'année considérée.

EFFECTIFS RÉELS

personnels effectivement rémunérés sur un emploi permanent de l'Institut au titre de l'année considérée.

EFFECTIFS NON-PERMANENTS

allocataires de recherche, volontaires civils à l'étranger (VCE), volontaires civils à l'aide technique (VCAT),
accueils de courte durée ...

EFFECTIFS DE PARTENARIAT

personnels permanents de recrutement local.

Des exemplaires du Bilan Social peuvent être demandés au :
Secrétariat général, Direction des personnels
IRD, 213, RUE LA FAYETTE 75480 PARIS CEDEX 10
TÉLÉPHONE : 01 48 03 77 77

IRD - Bilan Social 2002

1. L'EMPLOI	p 1
2. LA RÉMUNÉRATION	p 51
3. ACTION SOUTIEN ET FORMATION	p 69
4. LES CONDITIONS DE TRAVAIL	p 75
5. L'ACTION SOCIALE	p 81
6. LES RELATIONS PROFESSIONNELLES	p 91
7. LA FORMATION PERMANENTE	p 97
8. L'ÉVOLUTION DE LA RÉGLEMENTATION	p 105
ANNEXES : LEXIQUE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES	p 107

A. L'EMPLOI TITULAIRE

1.1	LES EFFECTIFS BUDGÉTAIRES	p 03
1.1.1	LA VARIATION DES EFFECTIFS BUDGÉTAIRES ENTRE 2001 ET 2002	p 03
1.1.2	LES EFFECTIFS BUDGÉTAIRES SUR 10 ANS	p 04
1.1.3	LA VARIATION DE L'EFFECTIF BUDGÉTAIRE SUR 10 ANS	p 05
1.1.4	L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES EFFECTIFS BUDGÉTAIRES SUR 10 ANS	p 06
1.2	LES EFFECTIFS PAYÉS AU 31 DÉCEMBRE	p 07
1.3	LES EFFECTIFS PAYÉS SUR POSTES BUDGÉTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2002	p 08
1.3.1.	LA RÉPARTITION PAR SEXE ET PAR CATÉGORIE FONCTION PUBLIQUE	p 08
1.3.2	LA RÉPARTITION PAR GRADE	p 09
1.3.3	LA RÉPARTITION PAR STRUCTURE	p 11
1.3.4	LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE	p 12
1.3.4.1	la répartition par affectation et par structure	p 12
1.3.4.2	la répartition des Chercheurs par grade et affectation	p 15
1.3.4.3	la répartition des Ingénieurs par corps et affectation	p 17
1.3.4.4	la répartition des Techniciens par corps et affectation	p 19
1.3.4.5	la répartition des Administratifs par corps et affectation	p 20
1.3.4.6	l'évolution des taux d'expatriation par catégorie	p 21
1.3.4.7	les flux géographiques entre le 31/12/2001 et le 31/12/2002	p 22
1.3.4.8	les missions longue durée (MLD) en 2002	p 24
1.3.4.9	la répartition des effectifs métropolitains par région et catégorie	p 25
1.3.5	LA RÉPARTITION PAR ACTIVITÉ ET CATÉGORIE	p 26
1.3.6	LA RÉPARTITION PAR BAP DES INGÉNIEURS ET TECHNICIENS	p 27
1.3.7	LA RÉPARTITION PAR ÂGE AU 31 DÉCEMBRE 2002	p 28
1.3.8	LA RÉPARTITION PAR ANCIENNETÉ AU 31 DÉCEMBRE 2002	p 31
1.3.9	LES CONTRACTUELS À DURÉE DÉTERMINÉE	p 34
1.3.10	L'ACCUEIL DE CHERCHEURS SUR POSTE BUDGÉTAIRE	p 35
1.3.11	LES INGÉNIEURS ET TECHNICIENS DÉTACHÉS À L'IRD	p 37
1.3.12	LE PERSONNEL TITULAIRE DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE	p 38

1.4	LES FLUX DE PERSONNELS	p 39
1.4.1	LES ENTRÉES	p 39
1.4.1.1	les recrutements aux concours externes Chercheurs	p 39
1.4.1.2	les recrutements aux concours externes Ingénieurs et Techniciens	p 39
1.4.1.3	bilan des entrées en 2002	p 40
1.4.2	LES DÉPARTS	p 40
1.4.2.1	les départs par motif et par catégorie	p 40
1.4.2.2	l'évolution du taux de départ	p 41
1.4.2.3	les départs en retraite	p 42
1.5	LES PROMOTIONS	p 42
1.5.1	LA RÉALISATION DES PROMOTIONS DE GRADE CHERCHEURS	p 42
1.5.2	LE RECRUTEMENT DES CONCOURS DR2 EN 2002	p 42
1.5.3	LES PROMOTIONS INGÉNIEURS ET TECHNICIENS	p 43
1.5.4	LES DÉTACHEMENTS INTER-CORPS	p 44
B.	L'EMPLOI NON-PERMANENT	p 44
1.6	LES EFFECTIFS NON-PERMANENTS	p 44
1.6.1	LES ALLOCATAIRES DE RECHERCHE	p 44
1.6.2	LES VOLONTAIRES CIVILS	p 45
1.6.3	L'ACCUEIL EN EXPATRIATION	p 46
1.6.4	TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA PRÉSENCE DE L'IRD A L'ÉTRANGER ET DANS LES DOM-TOM DE PERSONNEL NON-PERMANENT	p 46
1.6.5	LES MARINS	p 46
1.6.6	LES CONTRATS EMPLOI-CONSOLIDÉ	p 47
1.6.7	LES VACATAIRES	p 48
1.6.7.1	Bilan des vacataires au 31 Décembre 2002	p 48
1.6.7.2	Nombre de vacataires dans l'année 2002	p 48
1.6.8	LES ALLOCATIONS VERSÉES POUR PERTE D'EMPLOI	p 48
C.	L'EMPLOI DE PARTENARIAT	p 49
1.7	LE PERSONNEL PERMANENT CONTRACTUEL DE RECRUTEMENT LOCAL	p 49

A L'EMPLOI TITULAIRE

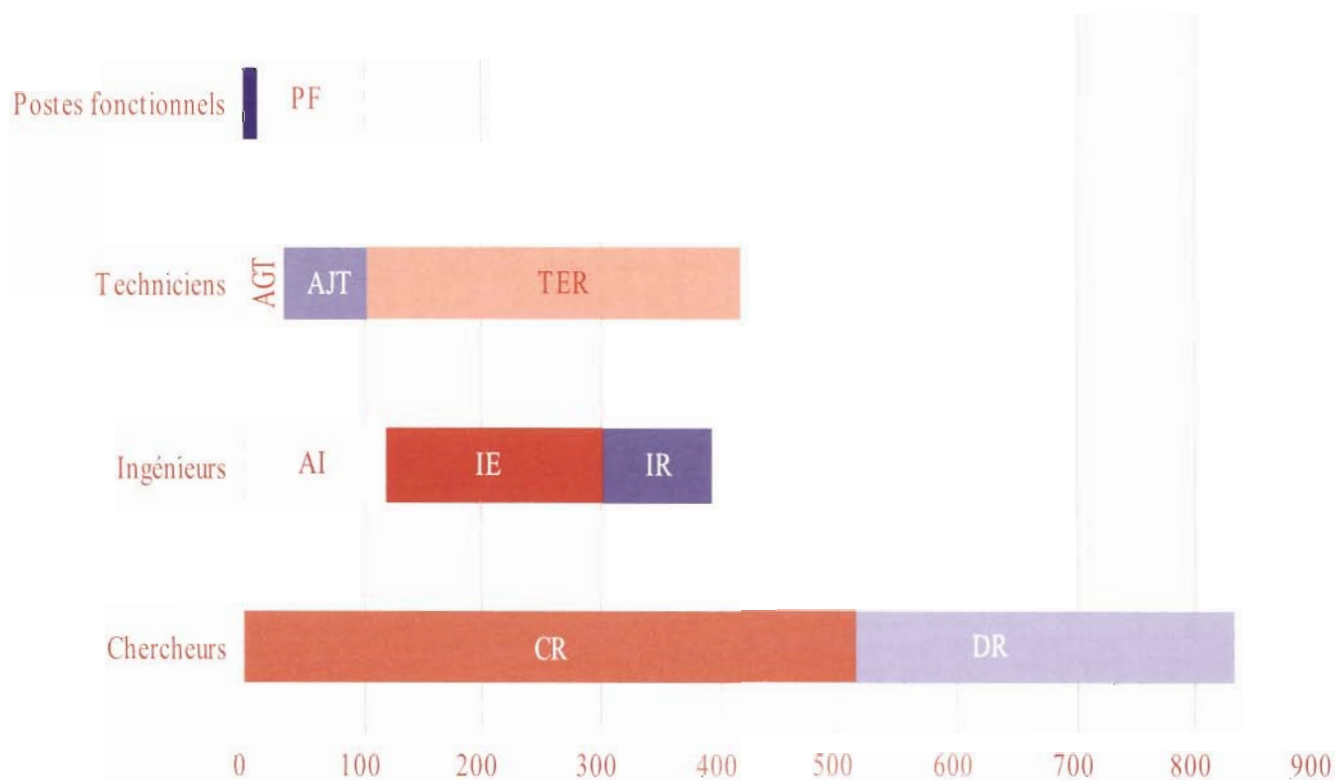
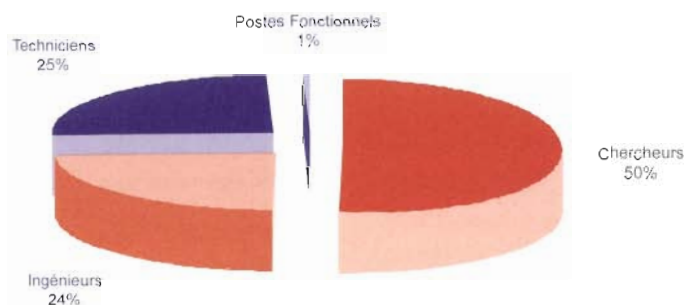
1.1 LES EFFECTIFS BUDGÉTAIRES

1.1.1 LA VARIATION DES EFFECTIFS BUDGÉTAIRES ENTRE 2001 ET 2002

GRADES ET EMPLOIS	Budget 01/01/2001	Créations Suppressions	Transformations		TOTAL	Budget 01/01/2002
			+	-		
DR0	9				0	9
DR1	76				0	76
DR2	220	2	10		12	232
CR1	448				0	448
CR2	78			10	-10	68
Chercheurs	831	2	10	10	2	833
IR0	6				0	6
IR1	34				0	34
IR2	47	2	3		5	52
IE0	7	2			2	9
IE1	38				0	38
IE2	128	3	5		8	136
AI	111	4	3		7	118
Ingénieurs	371	11	11	0	22	393
TCE	55		1		1	56
TCS	63				0	63
TCN	193	2			2	195
AJTP	10				0	10
AJTR	61	3		5	-2	59
AGTP	14				0	14
AGTR	25	2		7	-5	20
Techniciens	421	7	1	12	-4	417
Président	1				0	1
Directeur Général	1				0	1
Directeur Adjoint	1				0	1
Secrétaire Général	1				0	1
Secrétaire Général Adjoint	1				0	1
Chargés de Mission	2				0	2
Chefs de Service	4				0	4
Administratifs	11	0	0	0	0	11
TOTAL	1 634	20	22	22	20	1654

◆ La Loi de Finances 2002 comporte 20 créations, 2 suppressions et 22 transformations d'emplois.

EMPLOIS BUDGÉTAIRES PAR CATÉGORIE ET CORPS



1.1.2 LES EFFECTIFS BUDGÉTAIRES SUR 10 ANS

CATÉGORIE STATUTAIRE	1992 EB	1993 EB	1994 EB	1995 EB	1996 EB	1997 EB	1998 EB	1999 EB	2000 EB	2001 EB	2002 EB
Chercheurs	830	839	839	839	829	823	823	830	832	831	833
Ingénieurs	321	330	331	331	331	331	338	347	355	371	393
Techniciens	257	264	260	280	260	260	260	310	350	421	417
Administratifs	200	195	195	195	195	195	188	140	98	11	11
TOTAL	1 608	1 628	1 625	1 625	1 615	1 609	1 609	1 627	1 635	1 634	1 654

EB : EFFECTIFS BUDGÉTAIRES
Effectifs inscrits au budget de l'année concernée

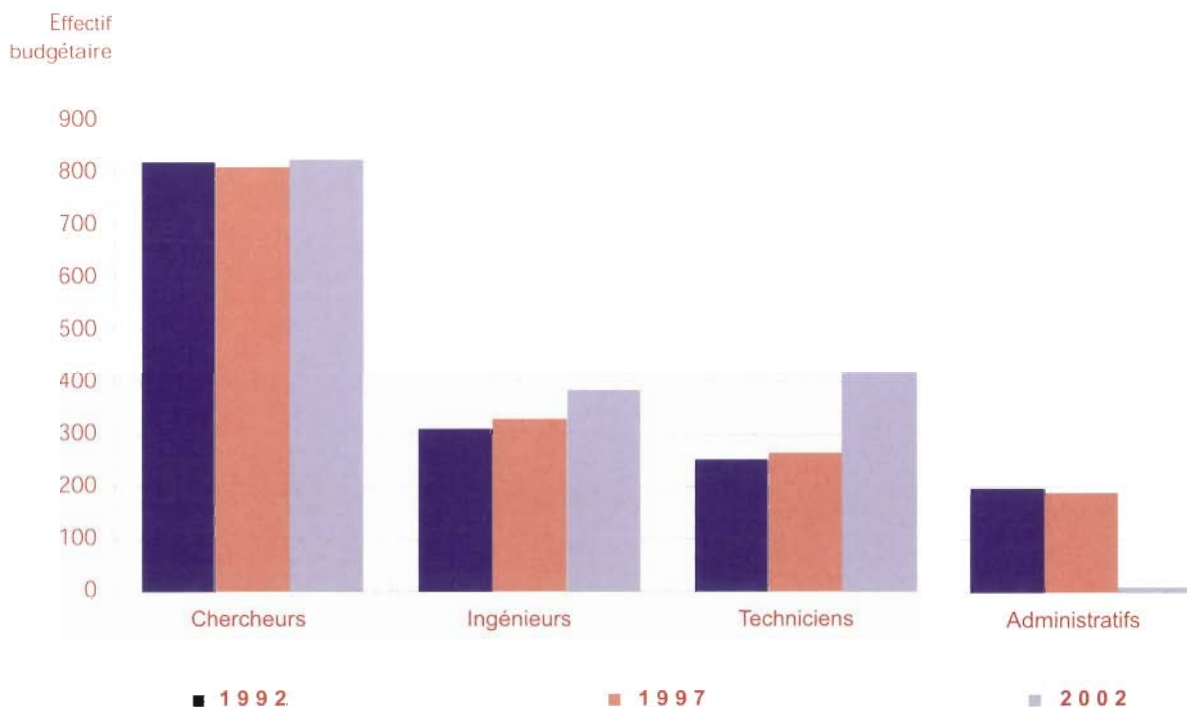
1.1.3 LA VARIATION DE L'EFFECTIF BUDGÉTAIRE SUR 10 ANS

À partir du 1er janvier 2001, il y a eu suppression des corps administratifs.

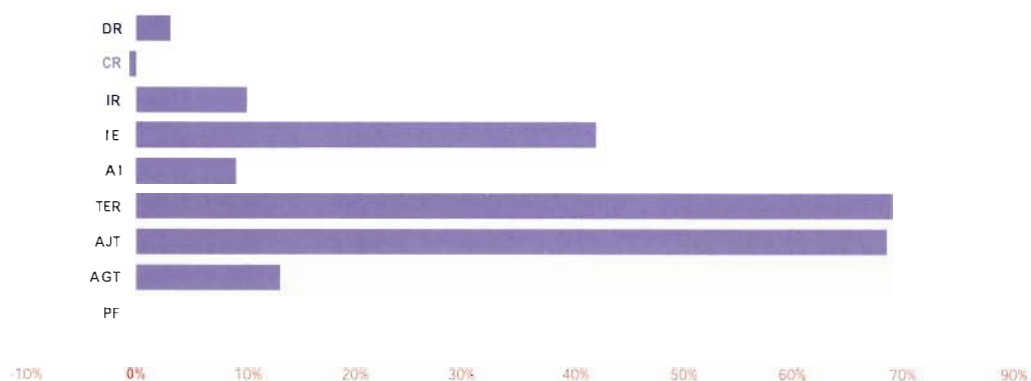
* Les effectifs budgétaires correspondants n'existent plus et ont été transformés en corps d'ingénieurs ou techniciens

CORPS	01/01/1992	01/01/1997	01/01/2002	Variation globale de 1992 à 2002		Variation moyenne a	
				nombre	%	nombre	%
DR	307	303	317	10	3,3	1,0	0,3
CR	523	520	516	-7	-1,3	-0,7	-0,1
Chercheurs	830	823	833	3	0,4	0,3	0,04
IR	84	87	92	8	9,5	0,8	0,9
IE	129	133	183	54	41,9	5,4	3,6
AI	108	111	118	10	9,3	1,0	0,9
Ingénieurs	321	331	393	72	22,4	7,2	2,0
TER	186	193	314	128	68,8	12,8	5,4
AJT-ADT	41	41	69	28	68,3	2,8	5,3
AGT	30	26	34	4	13,3	0,4	1,3
Techniciens	257	260	417	160	62,3	16,0	5,0
Administratifs (y compris les PF)*	200	195	11	0			
TOTAL	1 608	1 609	1 654	235	0,0	23,5	0,3

LES EFFECTIFS BUDGÉTAIRES SUR 10 ANS, ÉVOLUTION PAR CATÉGORIE



ÉVOLUTION DES EFFECTIFS BUDGÉTAIRES SUR 10 ANS, PAR CORPS

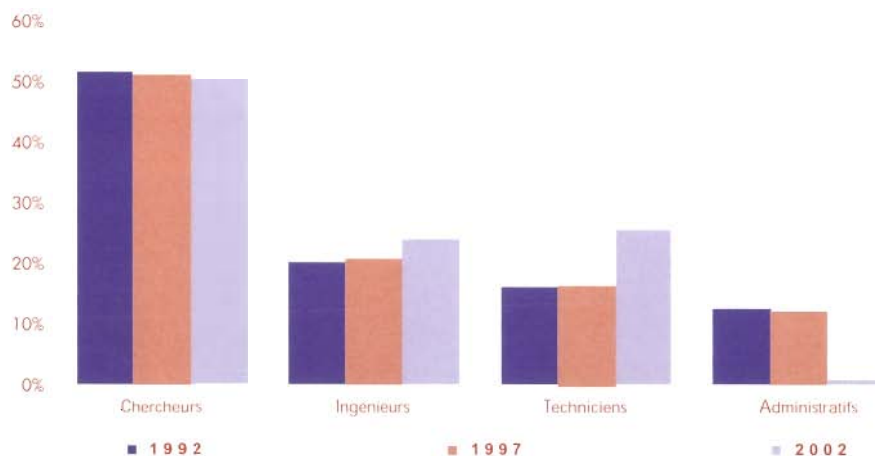


Taux d'évolution sur 10 ans en %

1.1.4 L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES EFFECTIFS BUDGÉTAIRES SUR 10 ANS

CORPS	01/01/1992	01/01/1997	01/01/2002	Evolution globale de 1992 à 2002
DR	19,1%	18,8%	19,2%	0,1
CR	32,5%	32,3%	31,2%	-1,3
Chercheurs	51,6%	51,1%	50,4%	-1,2
IR	5,2%	5,4%	5,6%	0,4
IE	8,0%	8,3%	11,1%	3,1
AI	6,7%	6,9%	7,1%	0,4
Ingénieurs	20,0%	20,6%	23,8%	3,8
TER	11,6%	12,0%	19,0%	7,4
AJT	2,5%	2,5%	4,2%	1,7
AGT	1,9%	1,6%	2,1%	0,2
Techniciens	16,0%	16,2%	25,2%	9,2
Administratifs	12,4%	12,1%	0,7%	-11,7

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES EFFECTIFS BUDGÉTAIRES SUR 10 ANS, PAR CATÉGORIE



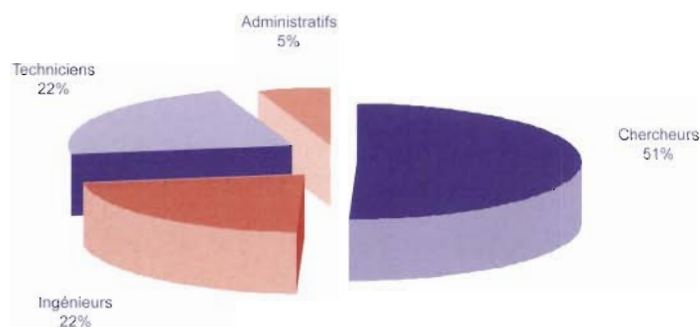
1.2 LES EFFECTIFS PAYÉS AU 31 DÉCEMBRE

CATEGORIE STATUTAIRE	1999	2000	2001	2002
	EP	EP	EP	EP
Chercheurs	781	770	772	767
Ingénieurs	322	343	334	367
Techniciens	296	306	336	407
Administratifs	129	105	82	13
TOTAL	1 528	1 524	1524	1554

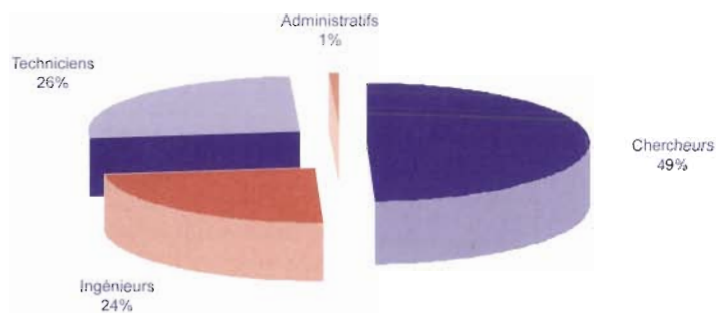
EP : EFFECTIFS PAYÉS

Effectifs payés sur postes budgétaires, y compris les postes d'accueil longue durée, les contrats à durée déterminée (effectifs au 31 décembre)

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAYÉS PAR CATÉGORIE EN 2001



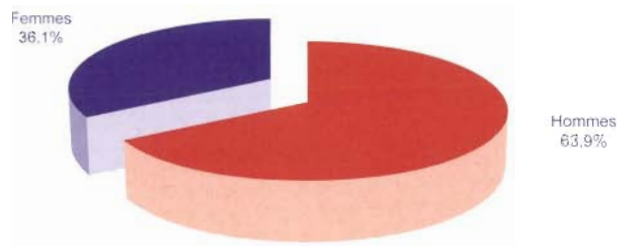
RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAYÉS PAR CATÉGORIE EN 2002



1.3 LES EFFECTIFS PAYÉS SUR POSTE BUDGÉTAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2002

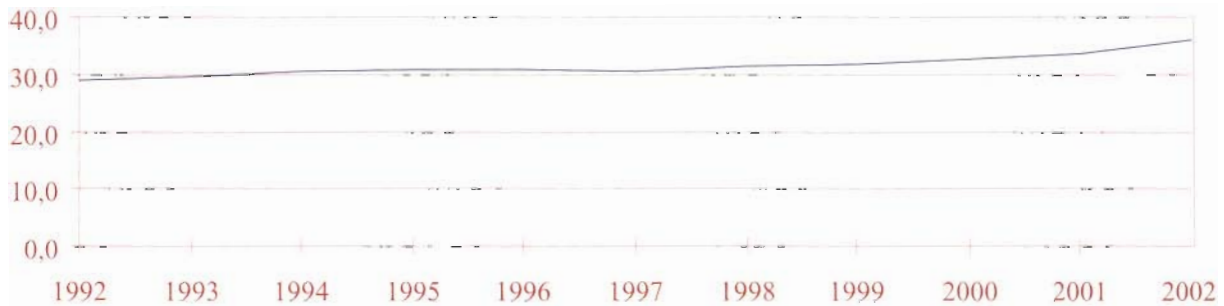
1.3.1 LA RÉPARTITION PAR SEXE ET PAR CATÉGORIE FONCTION PUBLIQUE

Parmi les 1554 agents occupant un poste budgétaire au 31 Décembre 2002, il y a 993 hommes et 561 femmes.

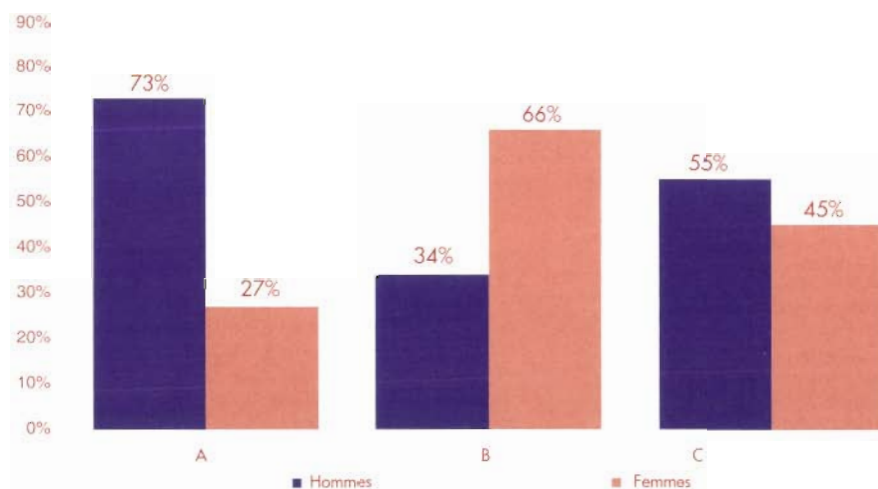
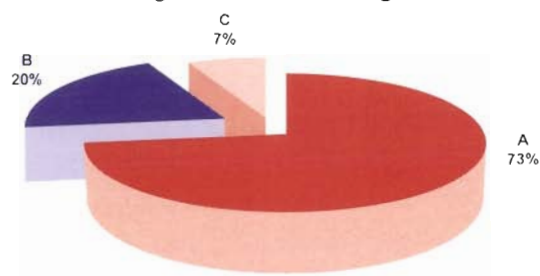


La proportion de femmes est passée de 33,7% en décembre 2001 à 36,1% en décembre 2002

Evolution du pourcentage de femmes de 1992 à 2002



1145 agents appartiennent à la catégorie A, 309 à la catégorie B et 100 à la catégorie C.

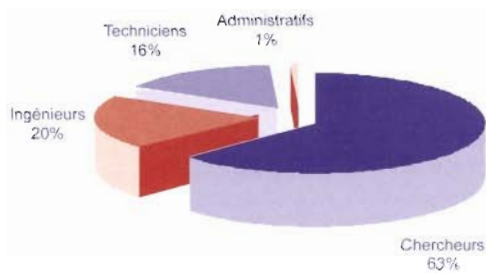


La répartition par sexe diffère fortement selon la catégorie de la fonction publique.

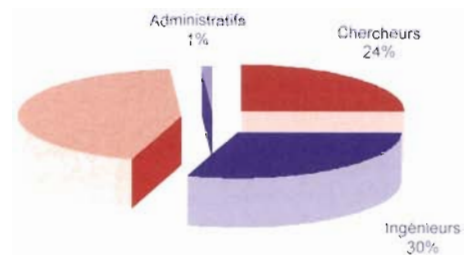
1.3.2 LA RÉPARTITION PAR GRADE ET PAR SEXE

GRADES	HOMMES		FEMMES		TOTAL
	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%	
DR0	6	100,0		0,0	6
DR1	75	98,7	1	1,3	76
DR2	167	91,3	16	8,7	183
CR1	334	79,7	85	20,3	419
CR2	45	54,2	38	45,8	83
Chercheurs	627	81,7	140	18,3	767
IR0	4	100,0		0,0	4
IR1	25	78,1	7	21,9	32
IR2	30	62,5	18	37,5	48
IE0	6	66,7	3	33,3	9
IE1	20	57,1	15	42,9	35
IE2	59	46,1	69	53,9	128
AI	55	49,5	56	50,5	111
Ingénieurs	199	54,2	168	45,8	367
TCE	36	41,9	50	58,1	86
TCS	21	32,8	43	67,2	64
TCN	48	30,4	110	69,6	158
AJTP	5	62,5	3	37,5	8
AJTR	28	49,1	29	50,9	57
AGTP	13	86,7	2	13,3	15
AGTR	9	47,4	10	52,6	19
Techniciens	160	39,3	247	60,7	407
PF	5	55,6	4	44,4	9
AAR	2	100,0		0,0	2
SCS		0,0	1	100,0	1
AJAP2		0,0	1	100,0	1
Administratifs	7	53,8	6	46,2	13
TOTAL ITA	366	46,5	421	53,5	787
TOTAL	993	63,9	561	36,1	1 554

COMPARAISON DE LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE DES HOMMES ET FEMMES

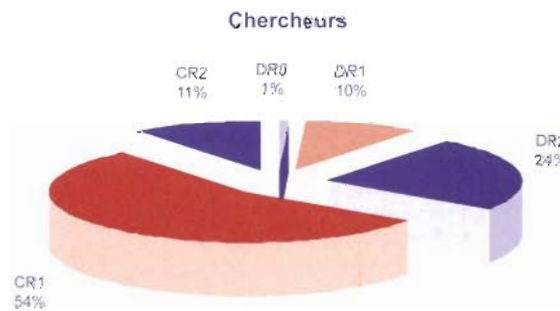


Hommes



Femmes

RÉPARTITION DES CHERCHEURS PAR GRADE



RÉPARTITION DES INGÉNIEURS ET TECHNICIENS PAR CORPS



RÉPARTITION DES ADMINISTRATIFS PAR CORPS



1.3.3 LA RÉPARTITION PAR STRUCTURE

STRUCTURES	CHR			ING			TEC			ADM			TOTAL		%	
	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F		TOTAL
DME	162	26	188	57	13	70	26	24	50			0	245	63	308	20
DRV	227	35	262	45	20	65	32	22	54			0	304	77	381	25
DSS	188	76	264	23	14	37	12	16	28			0	223	106	329	21
DEV	1		1	4	2	6	1	2	3			0	6	4	10	1
DSF			0	1	4	5		4	4			0	1	8	9	1
Départements Scientifiques*	578	137	715	130	53	183	71	68	139	0	0	0	779	258	1037	67
Direction Générale	1		1	1	4	5		1	1	1	1	2	3	6	9	1
Services Centraux	12	2	14	44	98	142	19	109	128	4	3	7	79	212	291	19
Représentations Territoriales et Centres	28	1	29	22	13	35	69	66	135	1	2	3	120	82	202	13
Sans rattachement	8	0	8	2	0	2	1	3	4	1	0	1	12	3	15	1
TOTAL	627	140	767	199	168	367	160	247	407	7	6	13	993	561	1 554	100

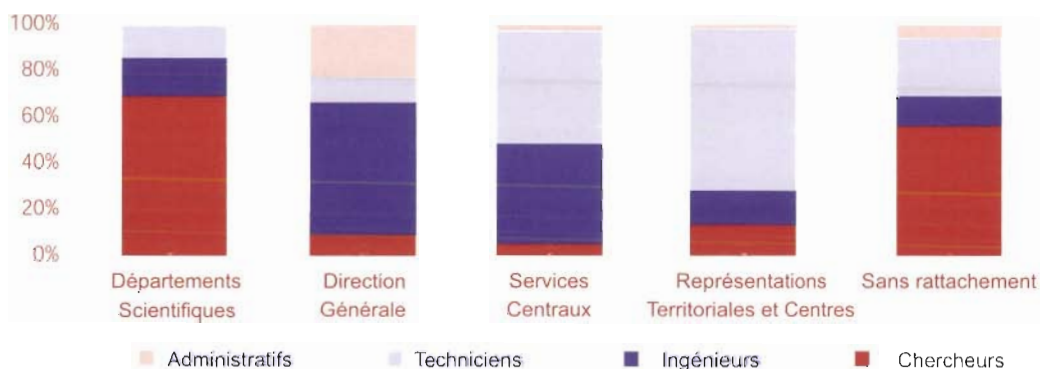
*Départements Scientifiques : unités de recherche et de service ainsi que les directions des départements scientifiques

◆ 67% des effectifs sont rattachés à un département scientifique

◆ Les départements comptent 258 femmes (soit 46% des effectifs féminins de l'IRD) et 779 hommes (soit 78% des effectifs masculins de l'IRD)

◆ Les femmes représentent 36% des effectifs permanents mais elles représentent seulement 25% des effectifs des départements scientifiques alors que les hommes représentent 64% des effectifs permanents et 75% des effectifs des départements scientifiques

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR STRUCTURE ET PAR CATÉGORIE



COMPARAISON DE LA RÉPARTITION PAR STRUCTURE DES HOMMES ET DES FEMMES

STRUCTURE	HOMMES		FEMMES	
	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%
Départements Scientifiques	779	75,1	258	24,9
Direction Générale	3	33,3	6	66,7
Services Centraux	79	27,1	212	72,9
Représentations Territoriales et centres	120	59,4	82	40,6
Sans rattachement	12	80,0	3	20,0
Total	993	63,9	561	36,1

1.3.4 LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

1.3.4.1 La répartition par affectation et par structure

I. LES AFFECTATIONS HORS MÉTROPOLE

*Départements Scientifiques : unités de recherche et de service ainsi que les directions des départements scientifiques

PAYS	DME	DRV	DSS	DEV	DSF	Total Départements Scientifiques*	Direction Générale	Services Centraux	Représentations Territoriales et Centres	Sans rattachement	TOTAL
AFRIQUE DU SUD	1	6				7			1		8
BENIN	3					3					3
BURKINA FASO	5	4	9			18			2		20
CAMEROUN	1		5			6			1	1	8
CONGO									1		1
COTE D'IVOIRE		2	6			8			3		11
EGYPTE		2	5			7					7
ETHIOPIE			1			1					1
GUINEE	4	3				7			2		9
KENYA		3	1			4			1		5
LIBAN	1					1					1
MADAGASCAR		2	3			5			2		7
MALI		3	1			4			2		6
MAROC	4		2			6					6
NIGER									2		2
REUNION	2	3	1			6			3		9
SENEGAL	3	31	24			58	1	1	7		67
SEYCHELLES		3				3					3
SYRIE	1					1					1
TUNISIE	4		4			8			1		9
AFRIQUE/OCEAN INDIEN	29	62	62	0	0	153	1	1	28	1	184
BOLIVIE	3	9	6			18			2		20
BRESIL	10	6	11			27			2		29
CHILI	4	3	1			8			1		9
COLOMBIE		1	1			2					2
COSTA-RICA		1				1					1
EQUATEUR	7	4	3			14			1		15
GUADELOUPE									1		1
GUYANE	11	14	5			31		2	25		58
MARTINIQUE		6				6			6		12
MEXIQUE		6	6			12			1		13
PARAGUAY										1	1
PEROU	2		2			4			1		5
AMERIQUE LATINE/CARAIBES	37	50	35	1	0	123	0	2	40	1	166
CHINE			1			1					1
INDE	3		1			4					4
INDONESIE		1	2			3			1		4
LAOS		4	2			6			1		7
NOUVELLE CALEDONIE	36	19	4	1		60		3	37		100
POLYNESIE	1		1			2			9		11
SRI LANKA			1			1					1
THAÏLANDE		5	7			12			1		13
VIETNAM		2	2			4					4
ASIE/PACIFIQUE	40	31	21	1	0	93	0	3	49	0	145
ETATS UNIS		2	1			3					3
SUEDE					1	1					1
SUISSE								1		1	2
PAYS DU NORD	0	2	1	0	1	4	0	1	0	1	6
TOTAL	106	145	119	2	1	373	1	7	117	3	501

II. LES AFFECTATIONS EN MÉTROPOLE

AFFECTATION	DME	DRV	DSS	DEV	DSF	Total Départements Scientifiques	Direction Générale	Services Centraux	Représentations		TOTAL
									Territoriales et centres	Sans rattachement	
Bondy	40	19	42			101	1	48	30		180
Brest	8	9				17		2	5		24
Montpellier	42	81	62	1		186		20	39	1	246
Orléans		7	7	1		15		3	7		25
Siège	4	6	6	6	8	30	7	210		4	251
Autres*	108	114	93			315		1	4	7	327
TOTAL	202	236	210	8	8	664	8	284	85	12	1053

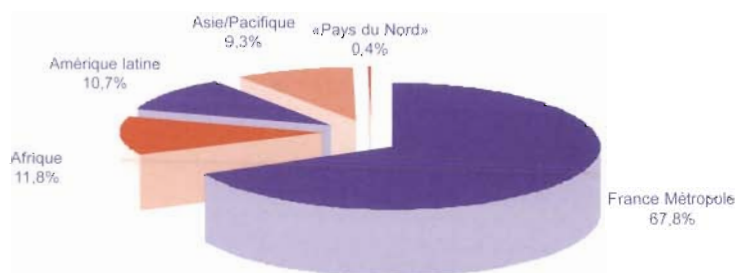
* Agents affectés géographiquement en métropole et hors centres

TABLEAU SYNTHÉTIQUE

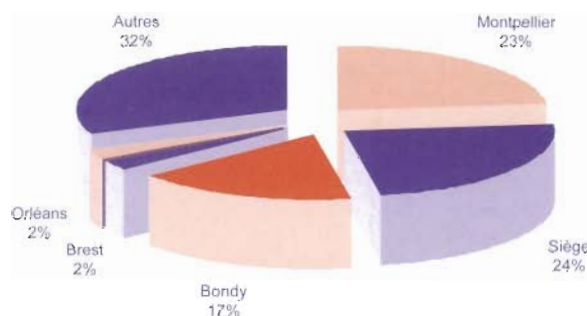
AFFECTATION	DME	DRV	DSS	DEV	DSF	Total Départements Scientifiques	Direction Générale	Services Centraux	Représentations		TOTAL
									Territoriales et centres	Sans rattachement	
Métropole	202	236	210	8	8	664	8	284	85	12	1053
Afrique/Océan Indien	29	62	62			153	1	1	28	1	184
Amérique Latine/Caraïbes	37	50	35	1		123		2	40	1	166
Asie/Pacifique	40	31	21	1		93		3	49		145
«Pays du Nord»		2	1		1	4		1		1	6
Hors métropole	109	152	123		1	385		8	129	4	526
TOTAL	308	381	329	10	9	1037	9	291	202	15	1554
Expatriation	34%	38%	36%	20%	11%	36%	11,1%	2,4%	57,9%	20%	32,2%

Ces chiffres ne comprennent pas les accueils en expatriation qui figurent dans le tableau 1.6.3 qui porteraient ainsi le taux d'expatriation à 33,1%. Pour mémoire, le taux d'expatriation global était de 34,5% en 2001.

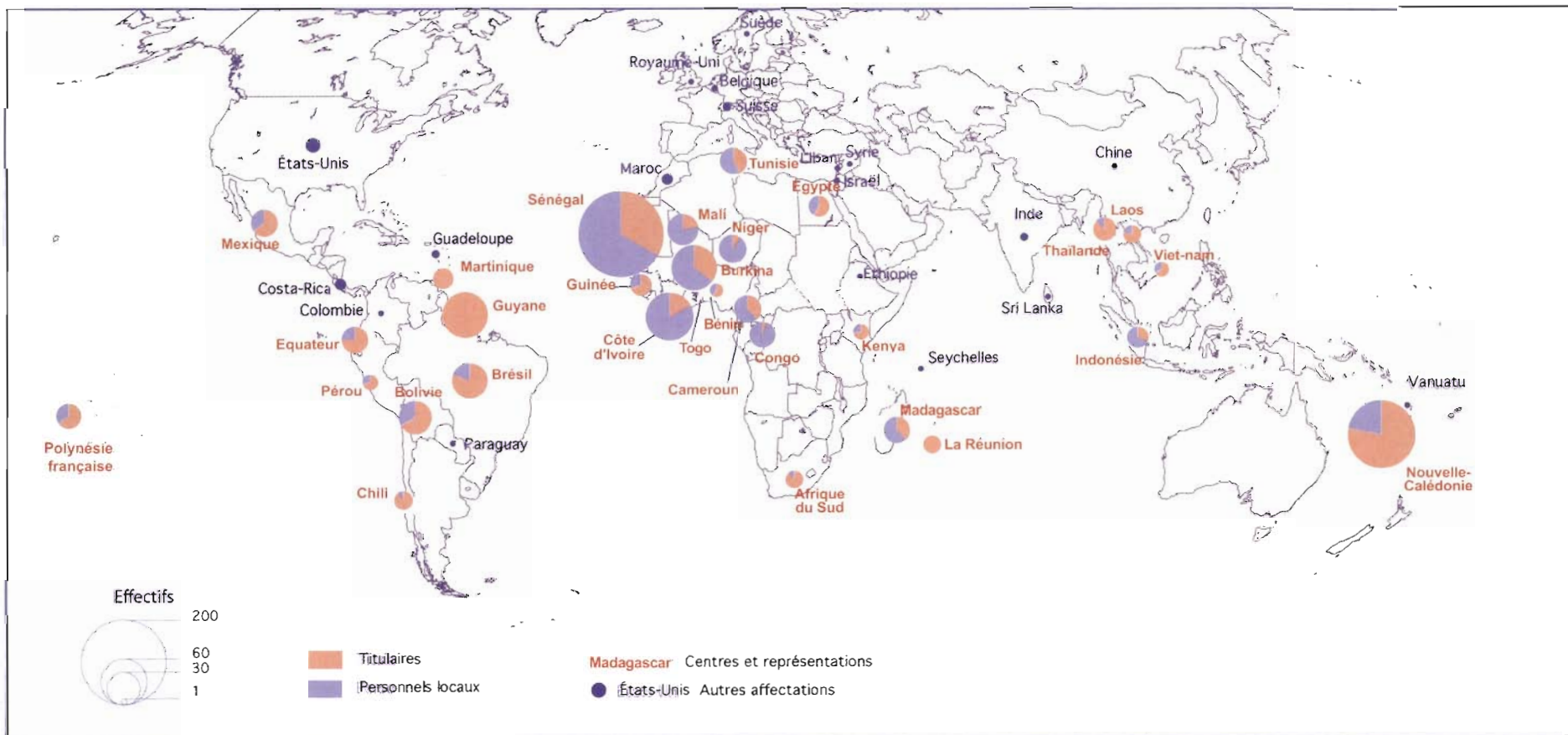
RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



RÉPARTITION DES EFFECTIFS EN MÉTROPOLE



L'IRD DANS LE MONDE



1.3.4.2 La répartition des Chercheurs par grade et affectation

I. LES AFFECTATIONS HORS MÉTROPOLE

AFFECTATION	DR0	DR1	DR2	CR1	CR2	TOTAL
Afrique du Sud		3	3	1		7
Burkina Faso			5	9		14
Cameroun			2	3	1	6
Côte d'Ivoire			2	4	2	8
Egypte			1	5	1	7
Ethiopie				1		1
Guinée			1	2		3
Kenya				5		5
Liban				1		1
Madagascar		2	1	1	1	5
Mali		1	1	1	1	4
Maroc				2	3	5
Niger			1			1
Réunion				5		5
Sénégal		4	11	29	2	46
Seychelles		1			1	2
Syrie			1			1
Tunisie		1	4	3		8
Afrique/Océan Indien	0	12	33	72	12	129
Bolivie			1	10	2	13
Brésil			7	15	1	23
Chili			2	3	1	6
Colombie			1	1		2
Equateur			3	8	2	13
Guyane		1	2	9	3	15
Martinique			2	1		3
Mexique		1	3	6	2	12
Paraguay				1		1
Pérou	1	1		3		5
Amérique Latine/Caraïbes	1	3	21	57	11	93
Chine				1		1
Inde		1		3		4
Indonésie			1	1	1	3
Laos		1		3	2	6
Nouvelle-Calédonie		5	7	21	3	36
Polynésie			1	1		2
Sri Lanka				1		1
Thaïlande		2	2	5		9
Vietnam			1	2	1	4
Asie/Pacifique	0	9	12	38	7	66
Etats-Unis			1	2		3
Suisse		2				2
«Pays du Nord»	0	2	1	2	0	5
Hors métropole	1	26	67	169	30	293

II. LES AFFECTATIONS EN MÉTROPOLE

AFFECTATION	DR0	DR1	DR2	CR1	CR2	TOTAL
Bondy		11	19	45	6	81
Brest			3	6		9
Montpellier	2	13	25	55	13	108
Orléans		1	8	6		15
Siège	1	4	5	3		13
Autres*	2	21	56	135	34	248
Métropole	5	50	116	250	53	474

* Agents affectés géographiquement en métropole et hors centres

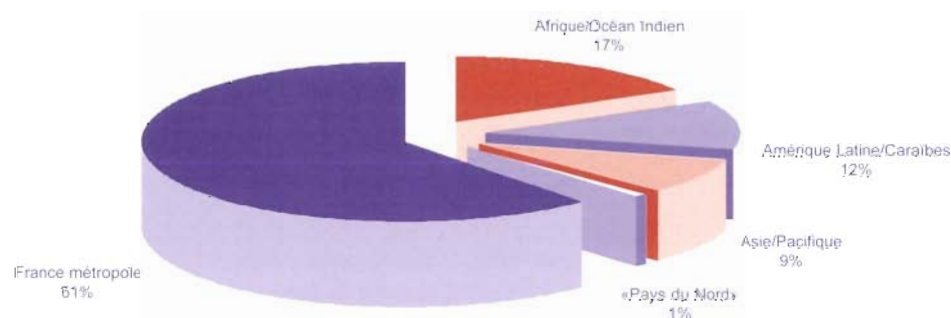
TABLEAU SYNTHÉTIQUE

AFFECTATION	DR0	DR1	DR2	CR1	CR2	TOTAL
Métropole	5	50	116	250	53	474
Afrique/Océan Indien		12	33	72	12	129
Amérique Latine/Caraïbes	1	3	21	57	11	93
Asie/Pacifique		9	12	38	7	66
«Pays du Nord»		2	1	2		5
Hors métropole	1	26	67	169	30	293
TOTAL	6	76	183	419	83	767
Expatriation	16,7%	34,2%	36,6%	40,3%	36,1%	38,2%

Ces chiffres ne comprennent pas les accueils en expatriation qui figurent dans le tableau 1.6.3 qui porteraient ainsi le taux d'expatriation à 40%.

◆ En 2001, le taux d'affectation hors métropole des chercheurs était de 39,9%

AFFECTATION DES CHERCHEURS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



1.3.4.3 La répartition des Ingénieurs par corps et affectation

I. LES AFFECTATIONS HORS MÉTROPOLE

AFFECTATION	IR	IE	AI	TOTAL
Afrique du Sud		1		1
Burkina Faso	1	1	1	3
Congo			1	1
Guinée		3		3
Mali		1		1
Maroc			1	1
Niger			1	1
Réunion	1		1	2
Sénégal	4	7	6	17
Tunisie		1		1
Afrique/Océan Indien	6	14	11	31
Bolivie	2	2	2	6
Brésil	2	2	2	6
Chili		2		2
Costa-Rica			1	1
Equateur		1		1
Guyane	2	2	3	7
Mexique			1	1
Amérique Latine/Caraïbes	6	9	9	24
Indonésie		1		1
Nouvelle-Calédonie	5	7	7	19
Polynésie		1		1
Thaïlande		1	2	3
Asie/Pacifique	5	10	9	24
Suède	1			1
«Pays du Nord»	1			1
Hors métropole	18	33	29	80

II. LES AFFECTATIONS EN MÉTROPOLE

AFFECTATION	IR	IE	AI	TOTAL
Bondy	9	26	12	47
Brest	2	5	3	10
Montpellier	19	27	19	65
Orléans	2	2		4
Siège	18	57	35	110
Autres*	16	22	13	51
Métropole	66	139	82	287

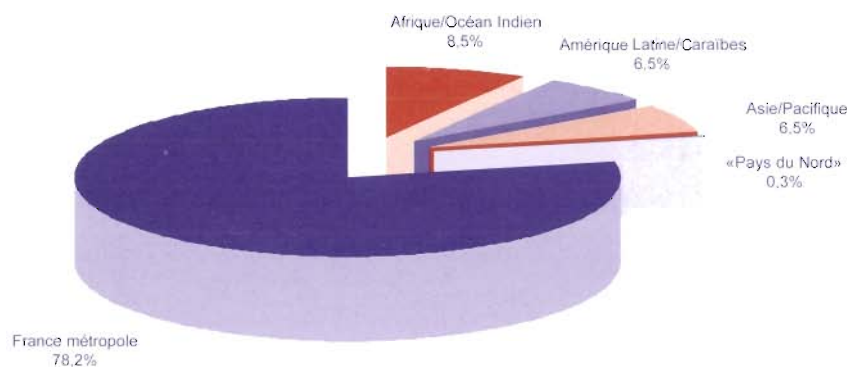
* Agents affectés géographiquement en métropole et hors centres

TABLEAU SYNTHÉTIQUE

AFFECTATION	IR	IE	AI	TOTAL
Métropole	66	139	82	287
Afrique/Océan Indien	6	14	11	31
Amérique Latine/Caraïbes	6	9	9	24
Asie/Pacifique	5	10	9	24
«Pays du Nord»	1			1
Hors métropole	18	33	29	80
TOTAL	84	172	111	367
Expatriation	21,4%	19,2%	26,1%	21,8%

◆ En 2001, le taux était de 24%

AFFECTATION DES INGÉNIEURS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



1.3.4.4 La répartition des Techniciens par corps et affectation

I. LES AFFECTATIONS HORS MÉTROPOLE

AFFECTATION	TER	AJT	AGT	TOTAL
Bénin	2	1		3
Burkina Faso	3			3
Cameroun	2			2
Côte d'Ivoire	3			3
Guinée	3			3
Madagascar	1			1
Mali	1			1
Réunion	1	1		2
Sénégal	3		1	4
Seychelles	1			1
Afrique/Océan Indien	20	2	1	23
Bolivie	1			1
Chili	1			1
Equateur	1			1
Guadeloupe	1			1
Guyane	22	6	6	34
Martinique	7	1	1	9
Amérique Latine/Caraïbes	33	7	7	47
Laos	1			1
Nouvelle-Calédonie	23	14	8	45
Polynésie Française	2	4	2	8
Thaïlande	1			1
Asie/Pacifique	27	18	10	55
Hors métropole	80	27	18	125

II. LES AFFECTATIONS EN MÉTROPOLE

AFFECTATION	TER	AJT	AGT	TOTAL
Bondy	40	9	3	52
Brest	5			5
Montpellier	57	9	7	73
Orléans	5	1		6
Siège	97	17	4	118
Autres*	24	2	2	28
Métropole	228	38	16	282

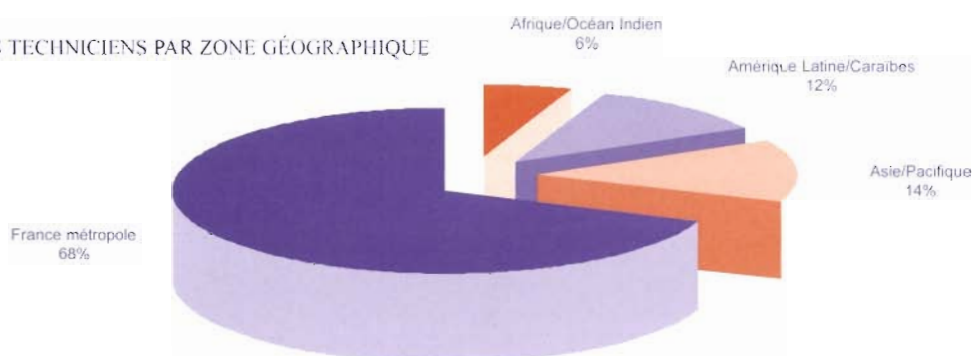
*agents affectés géographiquement en métropole et hors centres

TABLEAU SYNTHÉTIQUE

AFFECTATION	TER	AJT	AGT	TOTAL
Métropole	228	38	16	282
Afrique/Océan Indien	20	2	1	23
Amérique Latine/Caraïbes	33	7	7	47
Asie/Pacifique	27	18	10	55
Hors métropole	80	27	18	125
TOTAL	308	65	34	407
Expatriation	26%	41,5%	52,9%	30,7%

◆ En 2001, le taux était de 38,1%

AFFECTATION DES TECHNICIENS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



1.3.4.5 La répartition des Administratifs par corps et affectation

I. LES AFFECTATIONS HORS MÉTROPOLE

AFFECTATION	PF	AAR	SAR	AJA	TOTAL
Madagascar		1			1
Afrique/Océan Indien	0	1	0	0	1
Guyane			1	1	2
Amérique Latine/Caraïbes	0	0	1	1	2
Hors métropole	0	1	1	1	3

II. LES AFFECTATIONS EN MÉTROPOLE

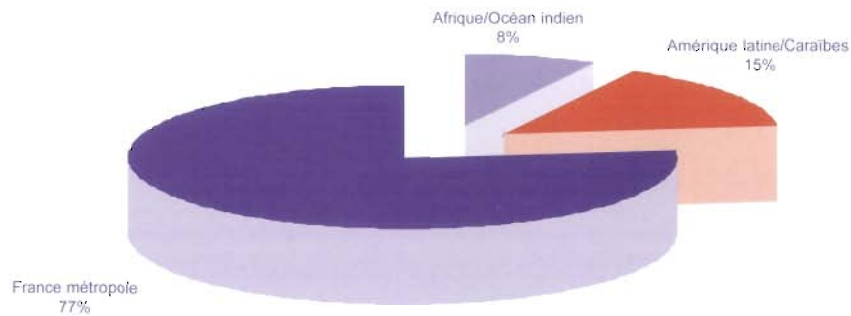
AFFECTATION	PF	AAR	SAR	AJA	TOTAL
Siège	9	1			10
Métropole	9	1	0	0	10

TABLEAU SYNTHÉTIQUE

AFFECTATION	PF	AAR	SAR	AJA	TOTAL
Métropole	9	1	0	0	10
Afrique/Océan Indien		1			1
Amérique Latine/Caraïbes			1	1	2
Hors métropole	0	1	1	1	3
TOTAL	9	2	1	1	13
Expatriation	0,0 %	50,0%	100,0%	100,0%	23,1%

◆ En 2001 le taux était de 12,2%

AFFECTATION DES ADMINISTRATIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

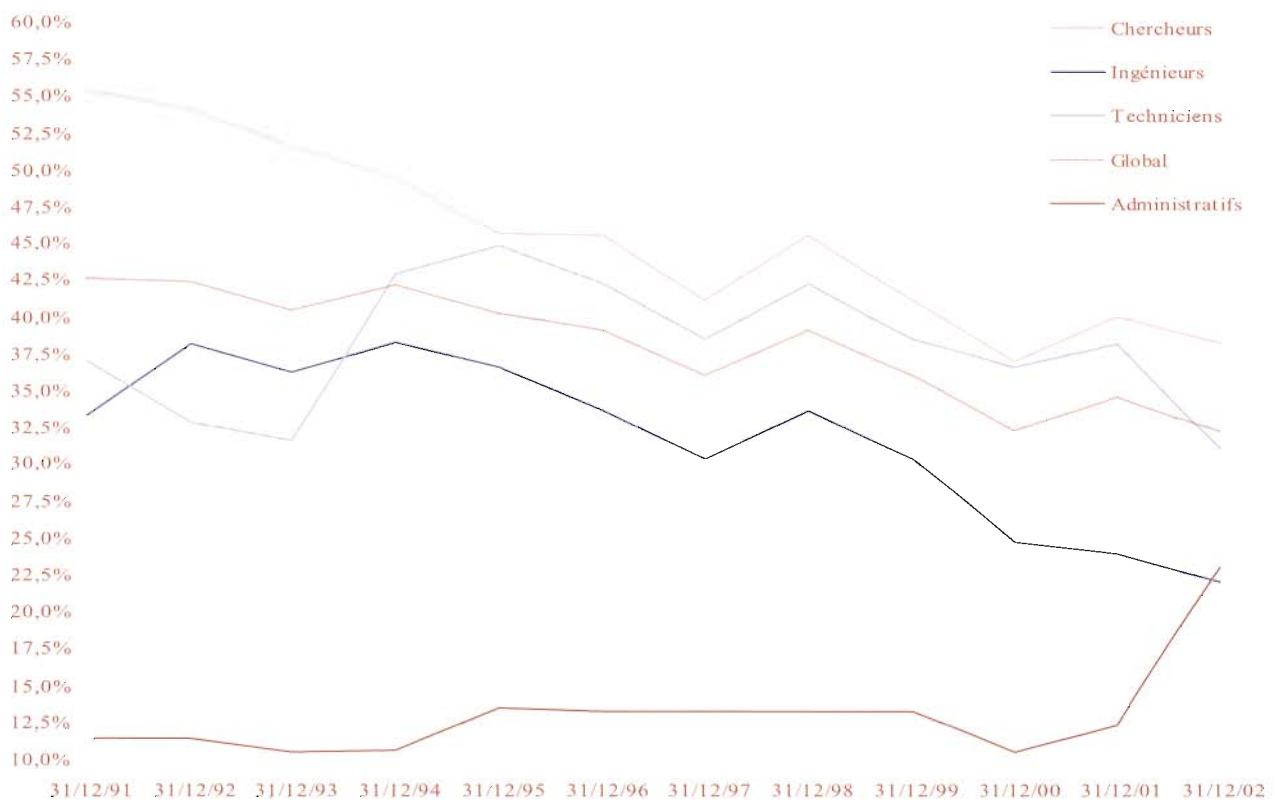


1.3.4.6 L'évolution des taux d'expatriation par catégorie

CATEGORIES	31/12/1996	31/12/1997	31/12/1998	31/12/1999	31/12/2000	31/12/2001	31/12/2002
Chercheurs	49,4%	45,6%	45,5%	41,1%	36,9%	39,9%	38,2%
Ingénieurs	38,3%	36,6%	33,6%	30,4%	24,8%	24,0%	22,0%
Techniciens	42,9%	44,8%	42,2%	38,5%	36,6%	38,1%	31,1%
Administratifs	13,2%	13,4%	13,2%	13,2%	10,5%	12,2%	23,1%
TAUX GLOBAL	42,1%	40,2%	39,0%	36,0%	32,3%	34,5%	32,2%

◆ L'expatriation, entendue au sens large (affectations hors métropole).

EVOLUTION DES TAUX D'EXPATRIATION DE 1991 À 2002



1.3.4.7 Les flux géographiques entre le 31/12/2001 et le 31/12/2002

1. LES AFFECTATIONS HORS MÉTROPOLE

AFFECTATION	effectif au 31/12/ 2001	CHR	ING	TEC	ADM	TOTAL	effectif au 31/12/ 2002
Afrique du Sud	11	-3				-3	8
Bénin	6	-3				-3	3
Burkina Faso	21	-1				-1	20
Cameroun	11	-3				-3	8
Centrafrique	1		-1			-1	0
Congo	2			-1		-1	1
Côte d'Ivoire	11	-1		1			11
Egypte	6	1				1	7
Ethiopie	1						1
Guinée	9	-1	1				9
Kenya	4	1				1	5
Liban	1						1
Madagascar	8	-1				-1	7
Mali	7	-1				-1	6
Maroc	2	3	1			4	6
Niger	6	-1	-3			-4	2
Réunion	9						9
Sénégal	68	-1	2	-2		-1	67
Seychelles	3						3
Syrie	1						1
Tunisie	10	-1				-1	9
Afrique/Moyen Orient	198	-12	0	-2	0	-14	184
Bolivie	18	1	1			2	20
Brésil	32	-3				-3	29
Chili	10	-1				-1	9
Colombie	1	1				1	2
Costa-Rica	4	-3				-3	1
Equateur	13	1	1			2	15
Guadeloupe	2			-1		-1	1
Guyane	56		2	3	-3	2	58
Martinique	13			2	-3	-1	13
Mexique	13						13
Paraguay	1						1
Pérou	5						5
Amérique Latine/Caraïbes	168	-4	4	4	-6	-2	166
Chine	1						1
Inde	2	2				2	4
Indonésie	5	-1				-1	4
Laos	6	1	-1	1		1	7
Nouvelle-Calédonie	104	2		-5	-1	-4	100
Polynésie	12			-1		-1	11
Sri Lanka	1						1
Thaïlande	14		-1			-1	13
Vanuatu	1		-1			-1	0
Vietnam	2	2				2	4
Asie/Pacifique	148	6	-3	-5	-1	-3	145
Belgique	1	-1				-1	0
Etats-Unis	7	-3	-1			-4	3
Grande-Bretagne	1	-1				-1	0
Suède	1						1
Suisse	2						2
«Pays du Nord»	12	-5	-1			-6	6
TOTAL	526	-15	0	-3	-7	-25	501

II. LES AFFECTATIONS EN MÉTROPOLE

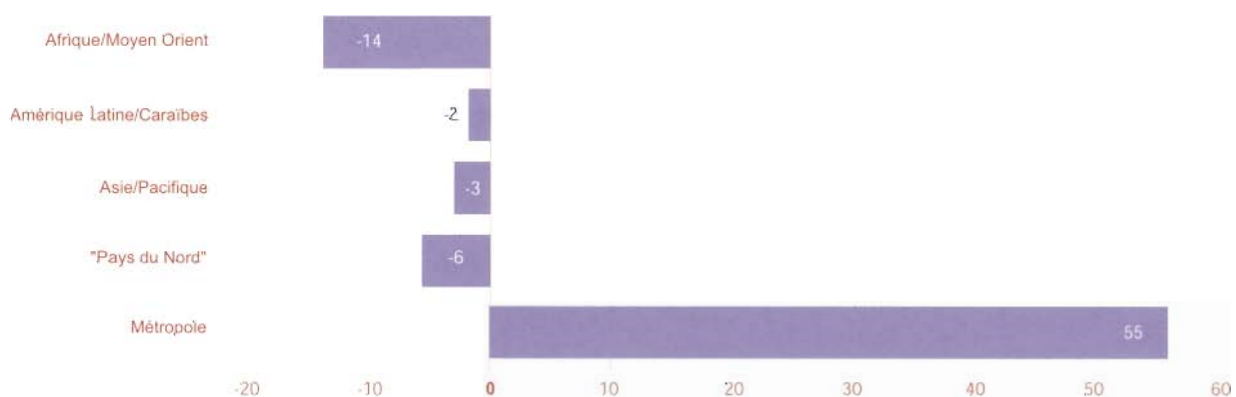
AFFECTATION	effectif au 31/12/ 2001	CHR	ING	TEC	ADM	TOTAL	effectif au 31/12/ 2002
Bondy	168	7	4	10	-9	12	180
Brest	23	-1	2	1	-1	1	24
Montpellier	247	-4		16	-13	-1	246
Orléans	26	-1	-1	2	-1	-1	25
Siège	235	-1	22	30	-35	16	251
Autres*	299	10	6	15	-3	28	327
TOTAL	998	10	33	74	-62	55	1053

* Agents affectés géographiquement en métropole et hors centres

TABLEAU SYNTHÉTIQUE

AFFECTATION	effectif au 31/12/ 2001	CHR	ING	TEC	ADM	TOTAL	effectif au 31/12/ 2002
Métropole	998	10	33	74	-62	55	1053
Afrique/Moyen Orient	198	-12		-2		-14	184
Amérique Latine/Caraïbes	168	-4	4	4	-6	-2	166
Asie/Pacifique	148	6	-3	-5	-1	-3	145
«Pays du Nord»	12	-5	-1			-6	6
Hors métropole	526	-15		-3	-7	-25	501
TOTAL	1 524	-5	33	71	-69	30	1 554

FLUX DE PERSONNEL PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



1.3.4.8 Les Missions Longue Durée (MLD) en 2002

En 2002, 33 agents ont effectué au moins une mission longue durée à l'étranger.

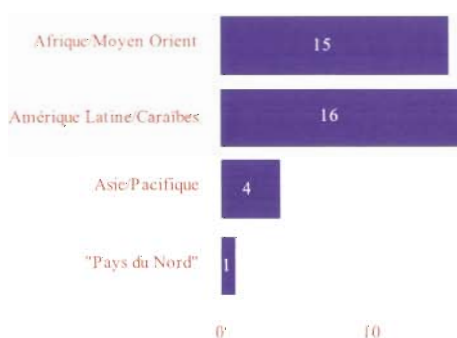
AFFECTATION	CHR	ING	TEC	TOTAL
Afrique du Sud	1			1
Burkina Faso	1			1
Côte d'Ivoire	2			2
Guinée	1	1		2
Liban		1		1
Maroc	1	1	1	3
Sénégal	3			3
Tunisie	1	1		2
Afrique/Moyen Orient	10	4	1	15
Bolivie	5	1		6
Brésil	2			2
Chili	1		1	2
Colombie	1			1
Equateur	1			1
Mexique	1	1		2
Pérou	2			2
Amérique Latine/Caraïbes	13	2	1	16
Inde	1			1
Indonésie	1			1
Philippines	1			1
Thaïlande	1			1
Asie/Pacifique	4			4
Canada	1			1
"Pays du Nord"	1			1
TOTAL	28	6	2	36

TABLEAU SYNTHÉTIQUE

AFFECTATION	CHR	ING	TEC	TOTAL
Afrique/Moyen Orient	10	4	1	15
Amérique Latine/Caraïbes	13	2	1	16
Asie/Pacifique	4			4
"Pays du Nord"	1			1
TOTAL	28	6	2	36

*agents affectés géographiquement en métropole et hors centres

AFFECTATION DES MLD PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



1.3.4.9 La répartition des effectifs métropolitains par région et catégorie

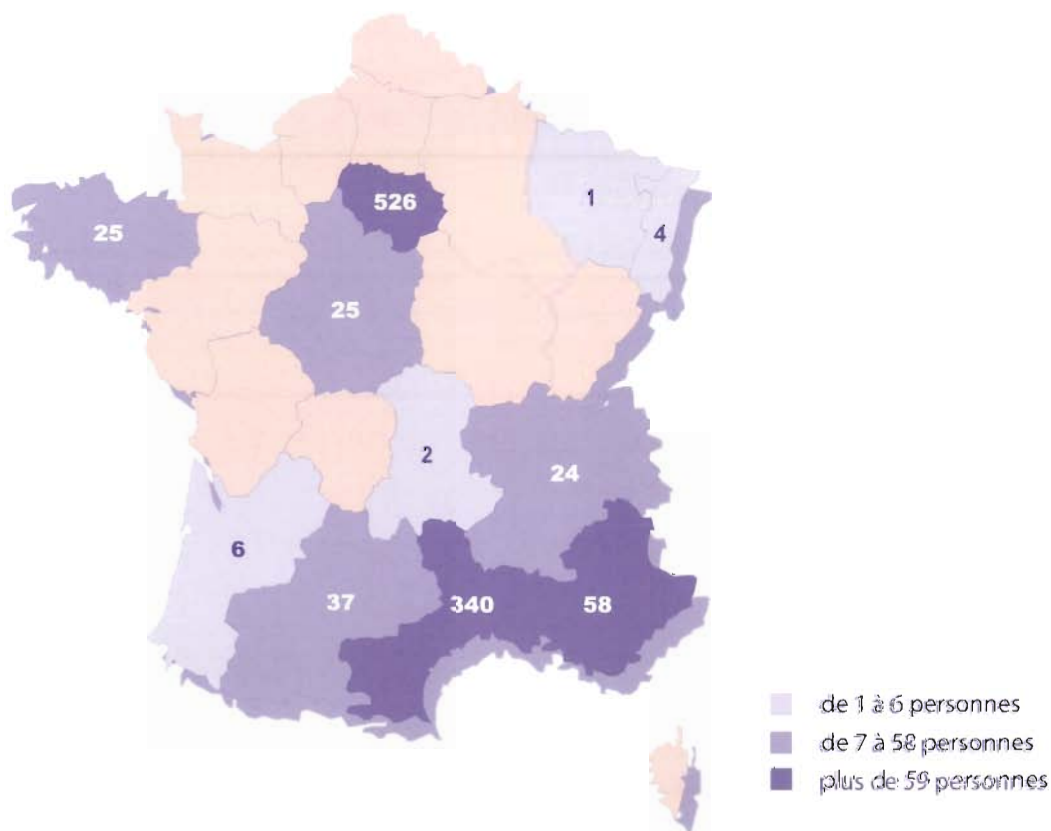
REGIONS	CHR	ING	TEC	ADM	TOTAL	PROPORTION
Alsace	4				4	0,38%
Aquitaine	5	1			6	0,57%
Auvergne	2				2	0,19%
Bourgogne					0	0%
Bretagne	10	10	5		25	2,39%
Centre	15	4	6		25	2,39%
Champagne					0	0%
Ile-de-France	172	166	178	10	526	50,19%
Languedoc - Roussillon	172	84	84		340	32,44%
Lorraine	1				1	0,1%
Midi - Pyrénées	26	8	3		37	3,53%
Nord					0	0%
Poitou - Charentes					0	0%
Provence - Alpes - Côte d'Azur	44	10	4		58	5,53%
Rhône - Alpes	20	3	1		24	2,29%
TOTAL METROPOLE	471	286	281	10	1048	
EFFECTIF GLOBAL	767	367	407	13	1 554	

Remarques :

En Provence Alpes Côte d'Azur : augmentation de 17,2% des effectifs par rapport à l'année 2001 (48 agents)

En Ile de France : augmentation de 6,3% des effectifs par rapport à l'année 2001 (493 agents)

- ◆ Les effectifs métropolitains représentent 67,4% de l'effectif total
- ◆ Les effectifs de l'Ile-de-France représentent 50 % de l'effectif métropolitain et 33,8% de l'effectif global
- ◆ Les effectifs du Languedoc-Roussillon représentent 32,4 % de l'effectif métropolitain et 21,9% de l'effectif global



1.3.5 LA RÉPARTITION PAR ACTIVITÉ ET CATÉGORIE

Les commissions sont des instances d'évaluation, elles sont déterminées en fonction des disciplines et des domaines scientifiques.

LES COMMISSIONS :

S1 : sciences physiques et chimiques de l'environnement planétaire

S2 : sciences biologiques et médicales

S3 : sciences des systèmes écologiques

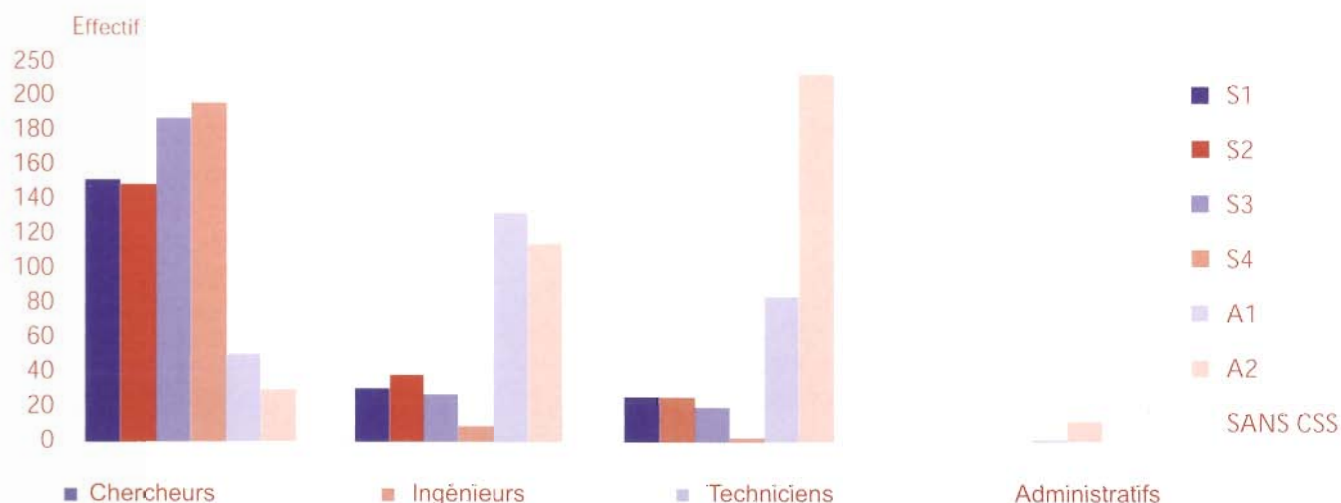
S4 : sciences humaines et sociales

A1 : ingénierie et expertise

A2 : administration et gestion

CORPS/CSS	S1	S2	S3	S4	A1	A2	SANS CSS	TOTAL
DR	45	48	56	69	27	20		265
CR	110	103	131	125	24	9		502
Chercheurs	155	151	187	194	51	29	0	767
IR	16	10	9	5	28	12	4	84
IE	11	17	10	4	66	58	6	172
AI	4	12	8		38	45	4	111
Ingénieurs	31	39	27	9	132	115	14	367
TER	22	20	18	1	62	177	8	308
AJT	3	2	1	1	13	38	7	65
AGT	1	4	1		8	17	3	34
Techniciens	26	26	20	2	83	232	18	407
PF					1	8		9
AAR						2		2
SAR						1		1
AJA						1		1
Administratifs	0	0	0	0	1	12	0	13
TOTAL	212	216	234	205	267	388	32	1 554

RÉPARTITION PAR COMMISSION A L'INTERIEUR DE CHAQUE CATÉGORIE

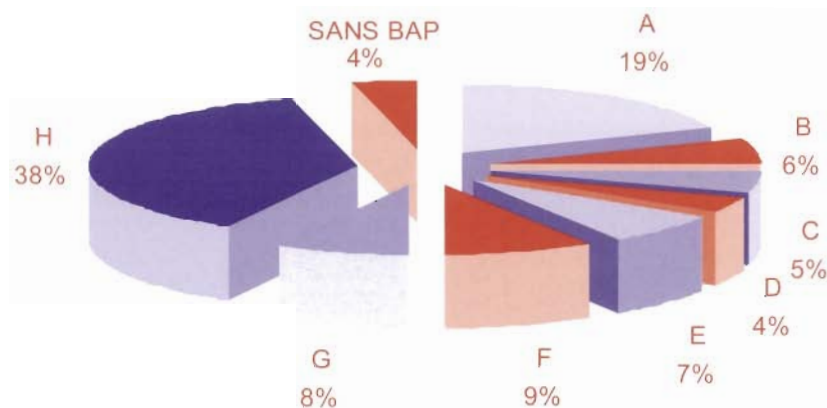


13.6 LA RÉPARTITION PAR BAP (BRANCHES D'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE) DES INGÉNIEURS ET TECHNICIENS

RÉPARTITION PAR BAP ET CORPS DES INGÉNIEURS ET TECHNICIENS

BAP	IR		IE		AI		TER		AJT		AGT		TOTAL	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
A Sciences du vivant	18	21	31	18	26	24	51	17	7	11	13	38	146	19
B Sciences chimiques et Sciences des matériaux	10	12	7	4	8	7	16	5	5	8	2	6	48	6
C Sciences de l'Ingénieur et Instrumentation scientifique	3	4	10	6	9	8	15	5	3	5			40	5
D Sciences Humaines et Sociales	11	13	10	6	7	6							28	4
E Informatique et Calcul scientifique	21	25	21	12	4	4	8	3					54	7
F Documentation, Edition, Communication	6	7	24	14	8	7	27	9	3	5	1	3	69	9
G Patrimoine, Logistique, Prévention	1	1	3	2	7	6	22	7	15	22	15	44	63	8
H Gestion Scientifique et Technique	13	16	57	33	36	33	160	52	28	42	2	6	296	38
Sans BAP	1	1	11	5	6	5	10	2	5	7	1	3	34	4
TOTAL	84	100	174	100	111	100	309	100	66	100	34	100	778	100

RÉPARTITION DES INGÉNIEURS ET TECHNICIENS PAR BAP

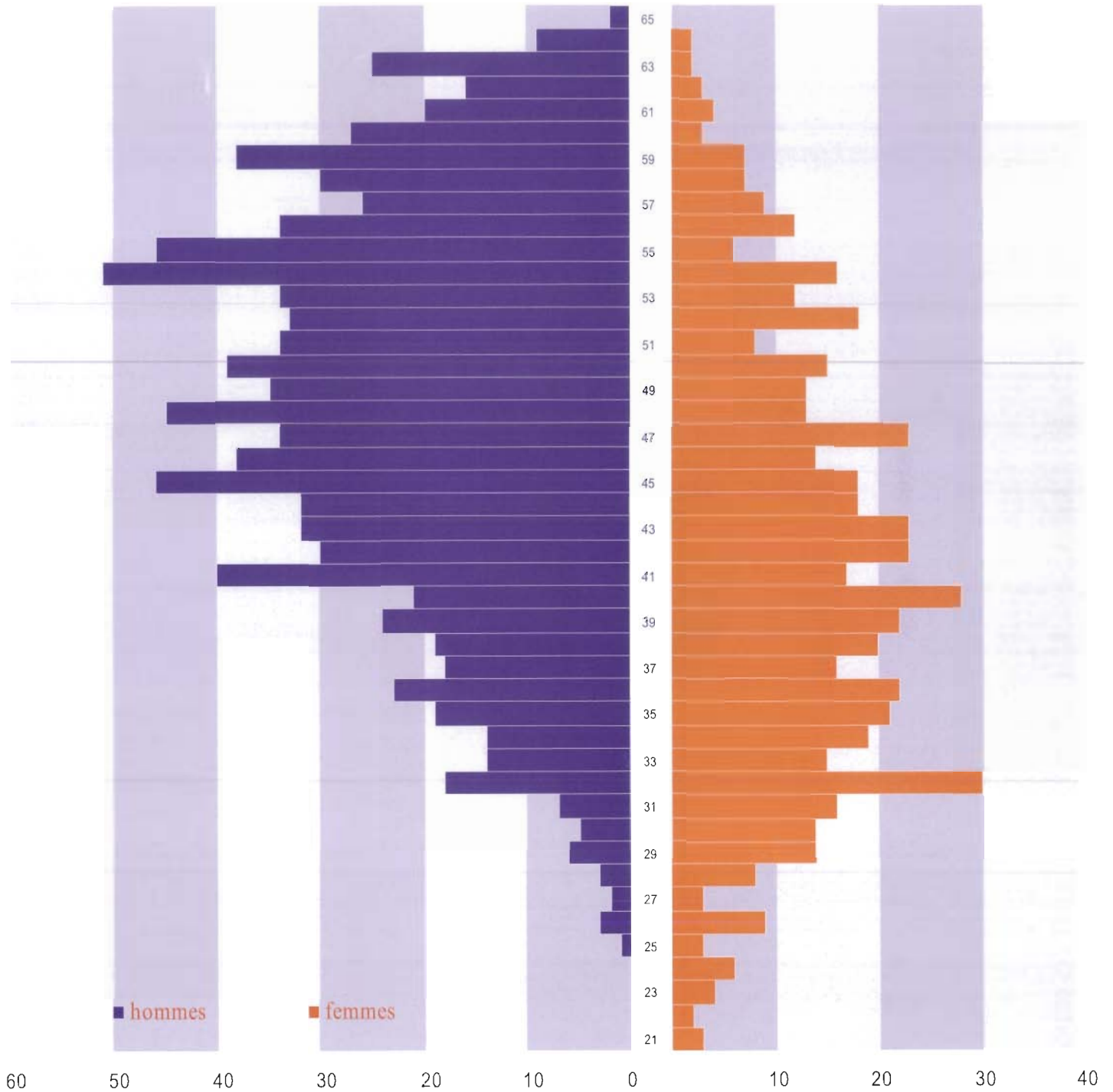


1.3.7 LA RÉPARTITION PAR ÂGE AU 31 DÉCEMBRE 2002

Âges révolus au 31/12/2002	Chercheurs			Ingénieurs			Techniciens			Administratifs			TOTAL			
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	%
21								3	3					3	3	0,2
22								2	2					2	2	0,1
23					2	2		2	2					4	4	0,3
24					4	4		2	2					6	6	0,4
25				1	2	3		1	1				1	3	4	0,4
26				2	5	7	1	4	5				3	9	12	0,8
27				1	3	4	1		1				2	3	5	0,4
28	1	2	3	1	2	3	3	4	5				3	8	11	0,7
29	2	3	5	3	7	10	1	4	5				6	14	20	1,3
21-29	3	5	8	8	25	33	4	22	26				15	52	67	4,6
30	4	3	7	1	5	6		6	6				5	14	19	1,2
31	2	6	8	1	7	8	4	3	7				7	16	23	1,5
32	12	10	22	2	9	11	4	11	15				18	30	48	3,1
33	8	2	10	2	5	7	4	8	12				14	15	29	1,9
34	10	5	15	3	7	10	1	7	8				14	19	33	2,1
30-34	36	26	62	9	33	42	13	35	48				58	94	152	9,8
35	7	6	13	9	1	10	3	14	17				19	21	40	2,6
36	10	5	15	7	6	13	6	11	17				23	22	45	2,9
37	12	4	16	3	3	6	3	9	12				18	16	34	2,2
38	10	5	15	8	5	13	1	10	11				19	20	39	2,5
39	15	1	16	7	7	14	2	14	16				24	22	46	3,0
35-39	54	21	75	34	22	56	15	58	73				103	101	204	13,2
40	11	2	13	5	7	12	4	19	23	1	1		21	28	49	3,2
41	28	7	35	6	6	12	6	4	10				40	17	57	3,7
42	16	9	25	11	5	16	3	9	12				30	23	53	3,4
43	19	8	27	4	6	10	9	9	18				32	23	55	3,5
44	19	7	26	8	4	12	5	6	11		1	1	32	18	50	3,2
40-44	93	33	126	34	28	62	27	47	74	1	1	2	155	109	264	17
45	30	10	40	7	2	9	9	6	15				46	18	64	4,1
46	27	8	35	4	2	6	6	3	9	1	1	2	38	14	52	3,3
47	26	7	33	2	3	5	6	12	18		1	1	34	23	57	3,7
48	25	2	27	8	4	12	11	7	18	1		1	45	13	58	3,7
49	28	3	31	6	6	12	1	4	5				35	13	48	3,1
45-49	136	30	166	27	17	44	33	32	65	2	2	4	198	81	279	17,9
50	26	4	30	8	4	12	5	6	11		1	1	39	15	54	3,5
51	20	1	21	10	5	15	4	2	6				34	8	42	2,7
52	20	4	24	6	4	10	7	9	16		1	1	33	18	51	3,3
53	22	1	23	7	5	12	5	6	11				34	12	46	3,0
54	32	1	33	9	6	15	10	9	19				51	16	67	4,3
50-54	120	11	131	40	24	64	31	32	63		2	2	191	69	260	16,8
55	33		33	9	2	11	4	4	8				46	6	52	3,3
56	18	1	19	6	5	11	8	5	13	2	1	3	34	12	46	3,0
57	16	1	17	4	4	8	6	4	10				26	9	35	2,3
58	19	2	21	4	1	5	6	4	10	1		1	30	7	37	2,4
59	29	2	31	6	4	10	2	1	3	1		1	38	7	45	2,9
55-59	115	6	121	29	16	45	26	18	44	4	1	5	174	41	215	13,9
60	19	3	22	4		4	4		4				27	3	30	1,9
61	15	2	17	3		3	2	2	4				20	4	24	1,5
62	11	1	12	4	1	5	1	1	2				16	3	19	1,2
63	17	1	18	6	1	7	2		2				25	2	27	1,7
64	7	1	8	1	1	2	1		1				9	2	11	0,7
65	1		1				1		1				2		2	0,1
60-65	70	8	78	18	3	21	11	3	14			0	99	14	113	7,1
TOTAL	627	140	767	199	168	367	160	247	407	7	6	13	993	561	1 554	100,0

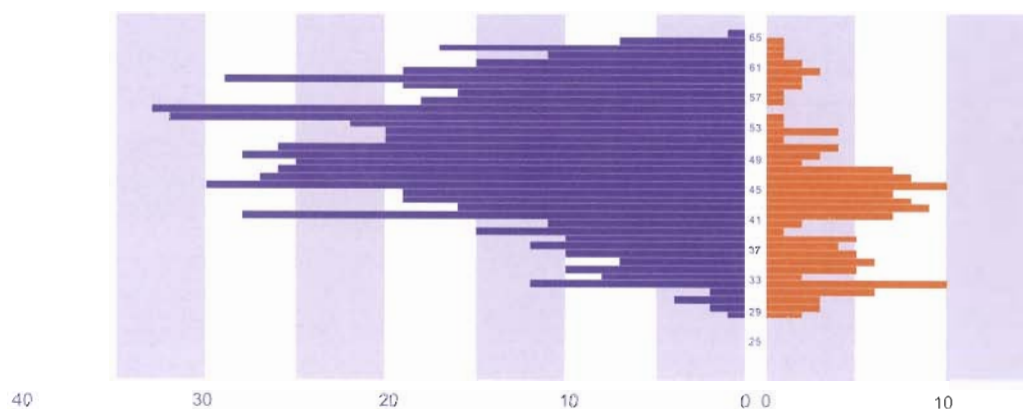
♦ L'âge moyen est de 47,8 ans pour les chercheurs et 43,9 ans pour les ITA (44,1 ans pour les ingénieurs, 43,5 ans pour les techniciens et 50,6 ans pour les administratifs). L'âge moyen global pour l'ensemble de la population observée est de 45,8 ans.

PYRAMIDE DES ÂGES AU 31 DÉCEMBRE 2002

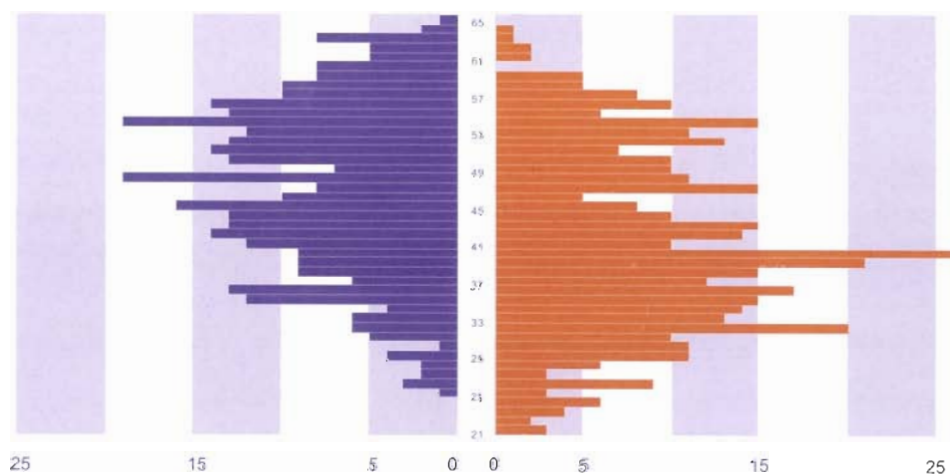


PYRAMIDE DES ÂGES PAR CATEGORIE AU 31 DÉCEMBRE 2002

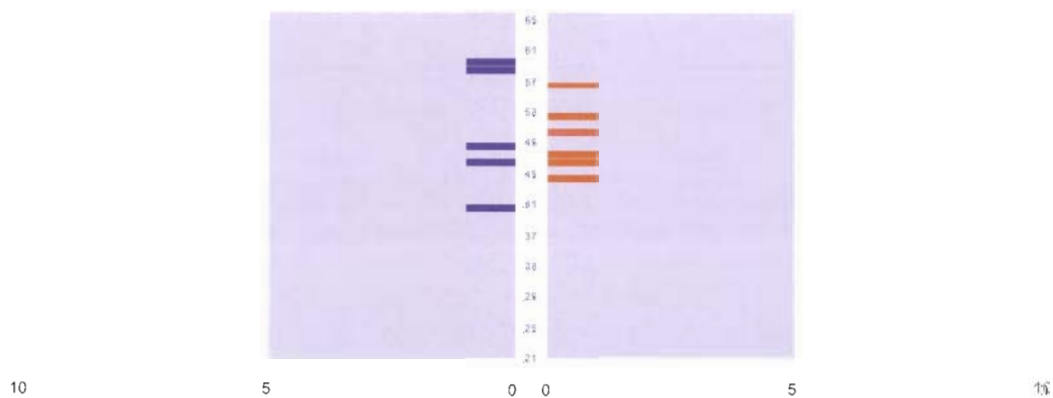
Chercheurs



Ingénieurs et techniciens



Administratifs



1.3.8 LA RÉPARTITION PAR ANCIENNETÉ AU 31 DÉCEMBRE 2002

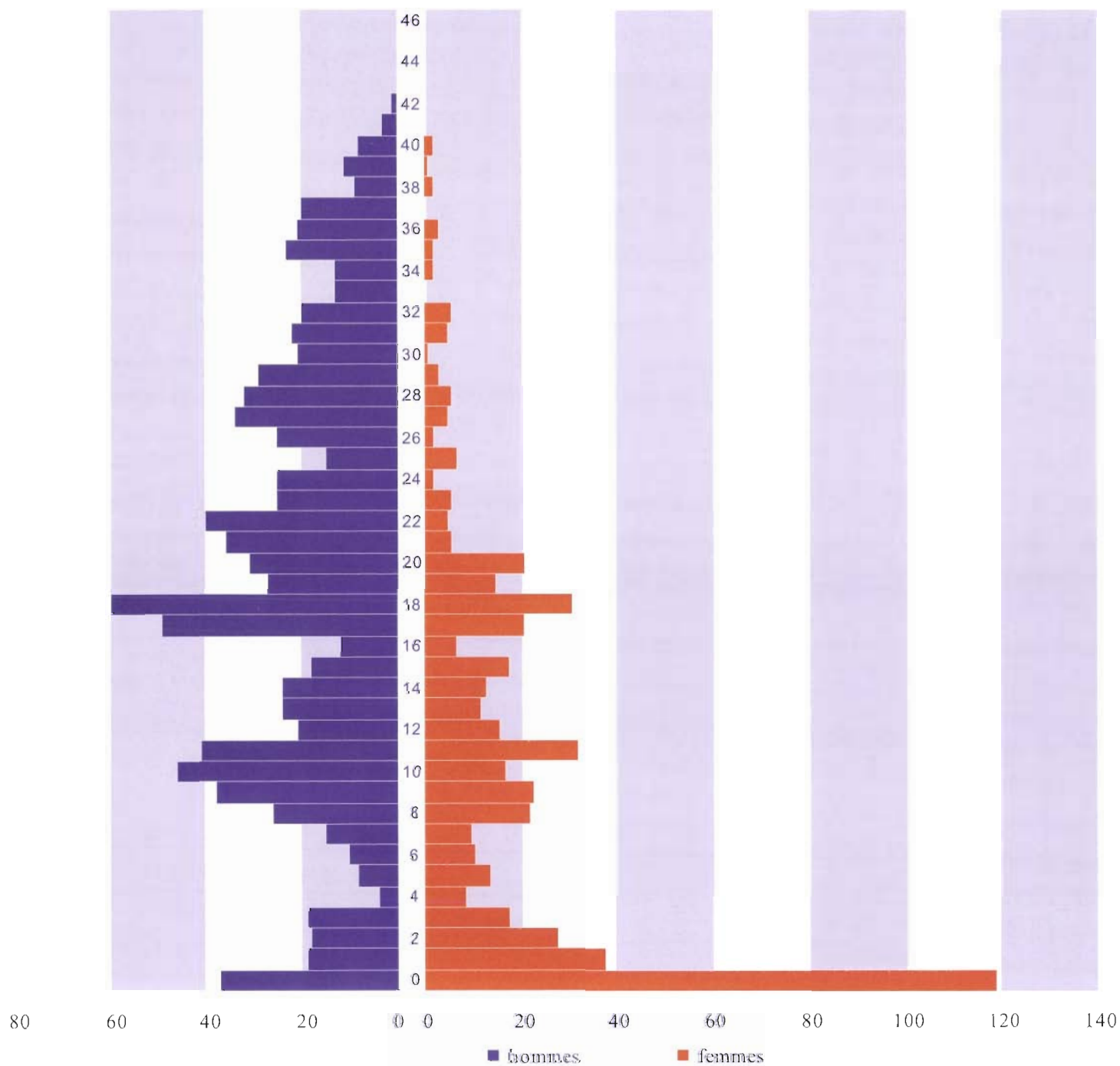
L'ancienneté d'un agent correspond à la durée écoulée depuis sa date d'entrée à l'IRD.

Ancienneté (en années révolues)	Chercheurs			Ingénieurs			Techniciens			Administratifs			TOTAL			
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	%
<1	10	15	25	16	35	51	10	67	77	1	2	3	37	119	156	10,0
1	10	12	22	6	8	14	2	18	20	1		1	19	38	57	3,7
2	10	8	18	4	8	12	3	10	13	1	2	3	18	28	46	3,0
3	12	3	15	4	10	14	3	4	7		1	1	19	18	37	2,4
4	1	1	2	2	5	7		3	3	1		1	4	9	13	0,8
0-4	43	39	82	32	66	98	18	102	120	4	5	9	97	212	309	19,9
5	6	4	10	1	6	7	1	4	5				8	14	22	1,4
6	3	4	7	4	2	6	3	5	8				10	11	21	1,4
7	13	4	17	2	2	4		4	4				15	10	25	1,6
8	17	9	26	4	5	9	4	8	12	1		1	26	22	48	3,1
9	15	2	17	18	14	32	5	7	12				38	23	61	3,9
5-9	54	23	77	29	29	58	13	28	41	1	0	1	97	80	177	11,4
10	31	6	37	6	6	12	9	5	14				46	17	63	4,1
11	31	10	41	6	10	16	4	12	16				41	32	73	4,7
12	15	4	19	4	4	8	2	8	10				21	16	37	2,4
13	12	3	15	8	5	13	4	4	8				24	12	36	2,3
14	19	3	22	5	3	8		7	7				24	13	37	2,4
10-14	108	26	134	29	28	57	19	36	55	0	0	0	156	90	246	15,9
15	6	2	8	9	1	10	2	15	17	1		1	18	18	36	2,3
16	8	3	11	4	2	6		2	2				12	7	19	1,2
17	29	8	37	5	4	9	15	9	24				49	21	70	4,5
18	12	7	19	5	6	11	42	18	60	1		1	60	31	91	5,9
19	15	9	24	6	2	8	6	4	10				27	15	42	2,7
15-19	70	29	99	29	15	44	65	48	113	2	0	2	166	92	258	16,6
20	21	10	31	8	7	15	2	4	6				31	21	52	3,3
21	24	2	26	7		7	5	4	9				36	6	42	2,7
22	30		30	6	1	7	4	4	8				40	5	45	2,9
23	19	1	20	3	1	4	3	4	7				25	6	31	2,0
24	19		19	3	1	4	3	1	4				25	2	27	1,7
20-24	113	13	126	27	10	37	17	17	34	0	0	0	157	40	197	12,6
25	7		7	6	2	8	2	5	7				15	7	22	1,4
26	20	1	21	3		3	2	1	3				25	2	27	1,7
27	17	1	18	6	1	7	11	2	13		1	1	34	5	39	2,5
28	26		26	6	4	10		2	2				32	6	38	2,4
29	22		22	4	3	7	3		3				29	3	32	2,1
25-29	92	2	94	25	10	35	18	10	28	0	1	1	135	23	158	10,1
30	16		16	5	1	6							21	1	22	1,4
31	17	1	18	3	2	5	2	2	4				22	5	27	1,7
32	14		14	5	4	9	1	2	3				20	6	26	1,7
33	10		10	2		2	1		1				13		13	0,8
34	7		7	4		4	2	2	4				13	2	15	1,0
30-34	64	1	65	19	7	26	6	6	12	0	0	0	89	14	103	6,6
35	20	1	21	2	1	3	1		1				23	2	25	1,6
36	19	2	21	1	1	2	1		1				21	3	24	1,5
37	17		17	2		2	1		1				20		20	1,3
38	7	2	9	2		2							9	2	11	0,7
39	10	1	11	1		1							11	1	12	0,8
35-39	73	6	79	8	2	10	3	0	3	0	0	0	84	8	92	5,9
40	6	1	7	1	1	2	1		1				8	2	10	0,6
41	3		3										3		3	0,2
42	1		1										1		1	0,1
43																
44																
45																
46																
40-46	10	1	11	1	1	2	1	0	1	0	0	0	12	2	14	0,9
TOTAL	627	140	767	199	168	367	160	247	407	7	6	13	993	561	1 554	100,0

◆ L'ancienneté moyenne est de 19,1 ans pour les chercheurs, et 12,8 ans pour les ITA (13,6 ans pour les ingénieurs, 12,3 ans pour les techniciens et 6,3 ans pour les administratifs).

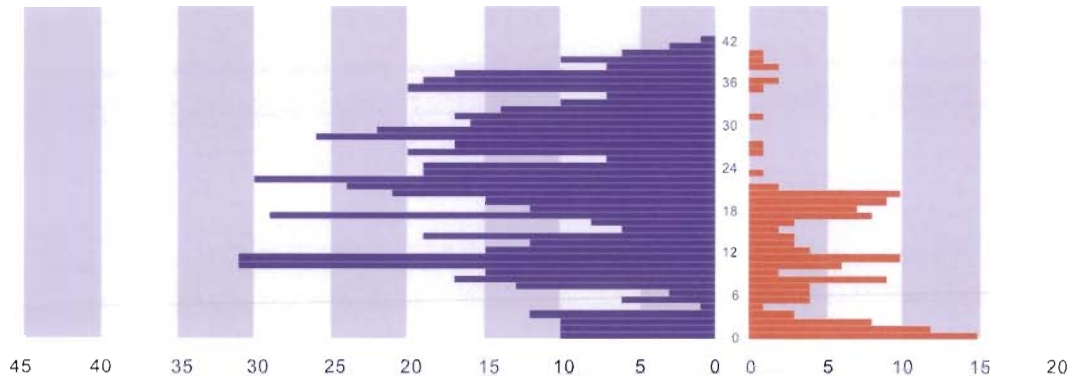
◆ L'ancienneté moyenne globale, pour l'ensemble de la population observée, est de 15,9 ans.

PYRAMIDE DES ANCIENNETÉS AU 31 DÉCEMBRE 2002

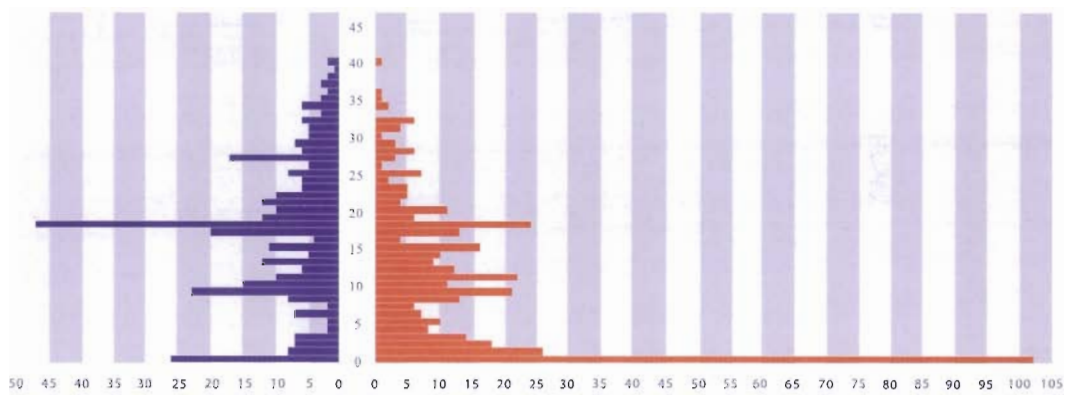


PYRAMIDES DES ANCIENNETÉS PAR CATEGORIE AU 31 DÉCEMBRE 2002

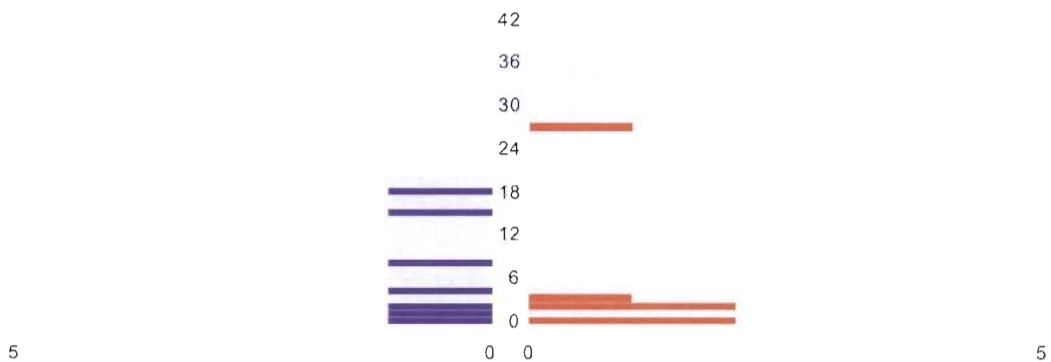
Chercheurs



Ingénieurs et techniciens



Administratifs



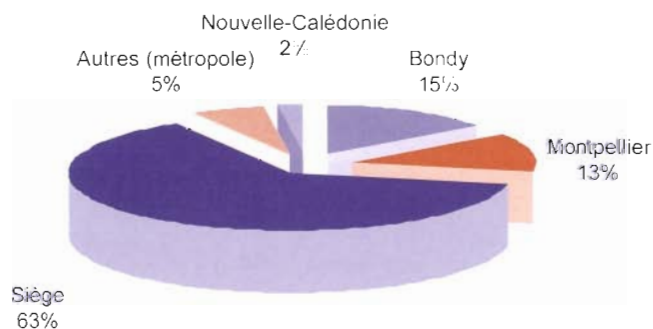
1.3.9 LES CONTRACTUELS À DURÉE DÉTERMINÉE

NIVEAU	Bilan au 31/12/2000	Bilan au 31/12/2001	Bilan au 31/12/2002
DR			1
Chercheurs	0	0	1
IR	6	15	4
IE	12	8	16
AI	5	2	6
Ingénieurs	20	14	26
TER	10	11	10
AJT	2	2	5
AGT	4	3	1
Techniciens	16	16	16
PF	2		3
AAR	1		
Administratifs	3	0	3
TOTAL	39	30	46

RÉPARTITION DES CONTRACTUELS À DURÉE DÉTERMINÉE PAR AFFECTATION, CATÉGORIE ET SEXE AU 31 DÉCEMBRE 2002

Affectation	Chercheurs			Ingénieurs			Techniciens			TOTAL		
	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total
Bondy				3	3	6	1		1	4	3	7
Montpellier				1	1	2	1	3	4	2	4	6
Siège		1	1	5	13	18	2	8	10	7	22	29
Autres (métropole)				1	1	2		1	1	1	2	3
Nouvelle-Calédonie				1		1				1		1
TOTAL	0	1	1	11	18	29	4	12	16	15	31	46

RÉPARTITION DES CDD PAR AFFECTATION



1.3.10 L'ACCUEIL DE CHERCHEURS SUR POSTE BUDGÉTAIRE

A l'IRD, il existe 2 types d'accueil : les accueils sur poste budgétaire et les accueils en expatriation. Les accueils en expatriation n'occupent pas de poste budgétaire (voir 1.6.3)

Les chercheurs accueillis sur poste budgétaire sont soit accueillis en détachement, soit accueillis sur contrat.

Au 31 Décembre 2002, le nombre d'accueils sur poste budgétaire s'élevait à 33 (25 hommes, 8 femmes). Parmi ces 33 chercheurs, 30 sont accueillis en détachement et 3 sont accueillis sur contrat.

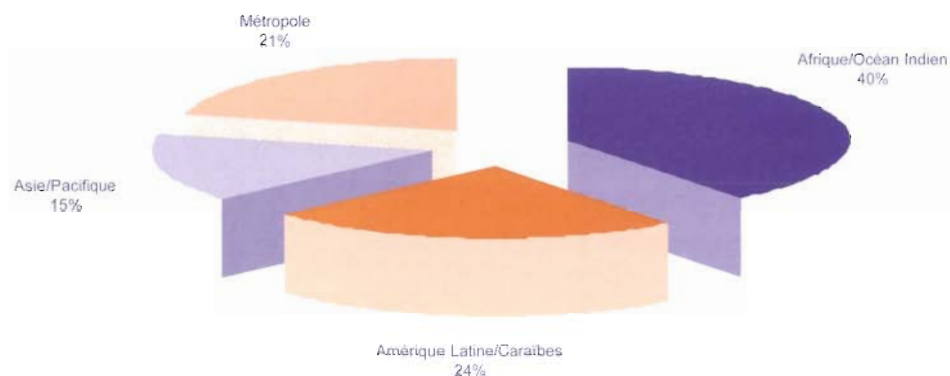
RÉPARTITION DES ACCUEILS SUR POSTE BUDGÉTAIRE PAR GRADE ET PAR SEXE

GRADE	Hommes	Femmes	TOTAL
DR0			0
DR1	3		3
DR2	7		7
CR1	15	8	23
CR2			0
TOTAL	25	8	33

RÉPARTITION DES ACCUEILS SUR POSTE BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION ET PAR GRADE

AFFECTATION	DR1	DR2	CR1	CR2	TOTAL
Burkina Faso		1			1
Cameroun			1		1
Côte d'Ivoire		1	1		2
Egypte			1		1
Ethiopie			1		1
Madagascar			1		1
Mali			1		1
Sénégal			4		4
Tunisie		1			1
Afrique/Océan Indien	0	3	10	0	13
Brésil		2	1		3
Chili			1		1
Colombie		1			1
Equateur			1		1
Guyane	1		1		2
Amérique Latine/Caraïbes	1	3	4	0	8
Inde	1		1		2
Nouvelle Calédonie			3		3
Asie/Pacifique	1	0	4	0	5
Bondy	1	1	1		3
Montpellier			1		1
Autres (métropole)			3		3
Métropole	1	1	5	0	7
TOTAL	3	7	23	0	33

RÉPARTITION DES ACCUEILS SUR POSTE BUDGÉTAIRE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



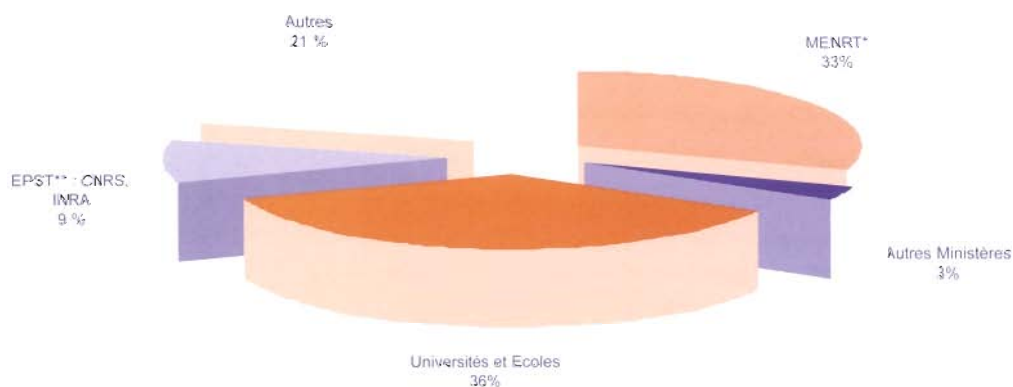
RÉPARTITION DES CHERCHEURS ACCUEILLIS EN DÉTACHEMENT PAR GRADE ET PAR ORGANISME D'ORIGINE

GRADE	MENRT*	Autres Ministères	Universités et Ecoles	EPST** CNRS, INRA	Autres	TOTAL
DR1	1		2			3
DR2	1	1	1	1	3	7
CR1	8		9	2	4	23
TOTAL	10	1	12	3	7	33

* Ministère de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie

** Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique

RÉPARTITION DES ACCUEILS EN DÉTACHEMENT PAR ORGANISME D'ORIGINE



1.3.11 LES INGENIEURS ET TECHNICIENS DÉTACHÉS À L'IRD

L'IRD compte, au 31 décembre 2002, 25 Ingénieurs et Techniciens (11 hommes, 14 femmes) accueillis en détachement.

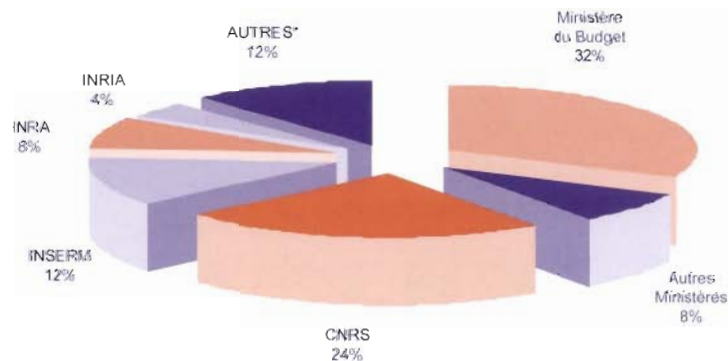
RÉPARTITION PAR CORPS ET PAR ORGANISME D'ORIGINE

Corps	Ministère du Budget	Autres Ministères	CNRS	INSERM	INRA	INRIA	AUTRES*	Total
IR			1	1			1	3
IE	3	1	2				1	7
AI		1	1					2
Ingénieurs	3	2	4	1	0	0	2	12
TER	2		2	2		1		7
AJT					1			1
Techniciens	2	0	2	2	1	1	0	8
PF**	3	0	0	0	1	0	1	5
Total	8	2	6	3	2	1	3	25

*AUTRES : collectivités territoriales, Conseil d'Etat

** PF : Postes Fonctionnels

RÉPARTITION PAR ORGANISME D'ORIGINE

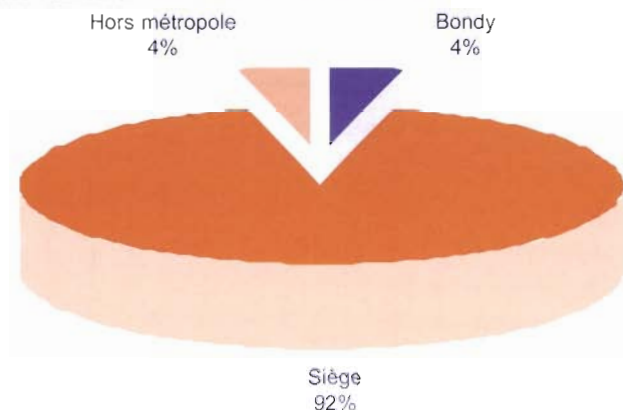


RÉPARTITION PAR CORPS ET PAR AFFECTATION

Corps	Bondy	Siège	hors métropole	Total
IR		3		3
IE	1	6		7
AI		2		2
Ingénieurs	1	11	0	12
TER		7		7
AJT			1	1
Techniciens	0	7	1	8
PF**	0	5	0	5
TOTAL	1	23	1	25

** PF : Postes Fonctionnels

RÉPARTITION DU PERSONNEL ITA ACCUEILLI EN DÉTACHEMENT PAR AFFECTATION



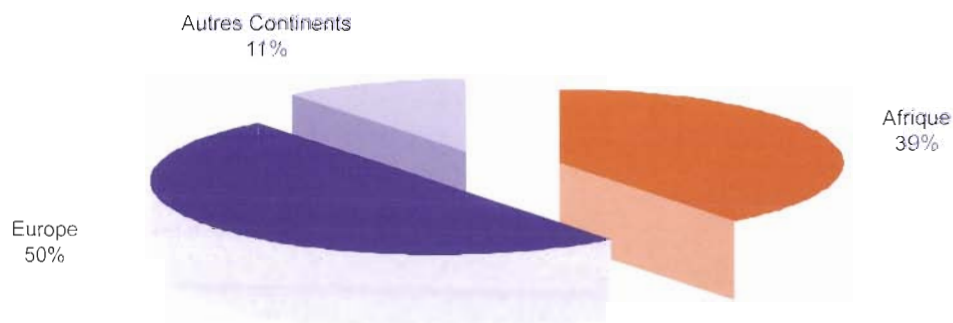
1.3.12. LE PERSONNEL TITULAIRE DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE

Parmi les 1554 agents occupant un poste budgétaire au 31 Décembre 2002, 38 sont de nationalité étrangère soit 2,4%.

RÉPARTITION DU PERSONNEL ÉTRANGER PAR NATION ET CORPS

NATION	DR	CR	IR	IE	AI	TER	AJT	TOTAL
ALGERIE	1				1		1	3
CONGO				1				1
MADAGASCAR		1		1				2
MAROC		3						3
SENEGAL		1		1				2
TOGO			2					2
TUNISIE		1			1			2
AFRIQUE	1	6	2	3	2	0	1	15
AUTRICHE		1						1
BELGIQUE	3	1	1	1				6
DANEMARK		1						1
ESPAGNE		2			2	1		5
GRANDE BRETAGNE		1						1
ITALIE	1	1	1				1	4
PAYS BAS		1						1
EUROPE	4	8	2	1	2	1	1	19
ARGENTINE		1						1
ARMENIE			1					1
EQUATEUR		1						1
PHILIPPINES	1							1
AUTRES CONTINENTS	1	2	1	0	0	0	0	4
TOTAL	6	16	5	4	4	1	2	38

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE PAR CONTINENT



1.4 LES FLUX DE PERSONNEL

1.4.1 LES ENTREES

1.4.1.1 Les recrutements aux concours externes Chercheurs

Répartition des concours par disciplines

Discipline	Hommes	Femmes	Total
sciences physiques et chimiques de l'environnement planétaire	5	1	6
sciences biologiques et médicales	1	4	5
sciences des systèmes écologiques	4	2	6
sciences humaines et sociales	0	6	6
Recrutements réalisés en 2002 :			
Chargés de recherche de 2nde classe	10	13	23

Discipline	Hommes	Femmes	Total
sciences physiques et chimiques de l'environnement planétaire		1	1
sciences biologiques et médicales	1		1
Recrutements réalisés en 2002 :			
Chargés de recherche de 1ère classe	1	1	2

Evolution du nombre de concours de chargés de recherche de 2000 à 2002

Chargés de recherche de 1ère classe	2000	2001	2002
	1	2	2

Chargés de recherche de 2nde classe

	2000	2001	2002
	19	23	23

1.4.1.2 Les recrutements aux concours externes Ingénieurs et Techniciens

Les recrutements des IT par Branche d'Activité Professionnelle et par sexe*

CORPS	A		B		D		E		F		G		H		Total par Corps
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
IR			1	2	1						1			1	6
IE	1	2	1					1		3			2	2	12
AI		2		1				1						4	8
TER	1	1								1				15	18
AJT	1								1					3	5
AGT	1											2		1	4
Total par sexe	4	5	2	3	1	0	0	2	1	4	1	2	2	26	
Total par BAP	9	5	5	3	1	0	2	5	5	3	3	2	28	53	

* Nominations réalisées, y compris sur liste complémentaire, sessions 2001 et 2002

A : Sciences du vivant

B : Sciences chimiques et sciences des matériaux

D : Sciences humaines et sociales

E : Informatique et calcul scientifique

F : Documentation, édition, communication

H : Gestion scientifique et technique de la recherche

Evolution du nombre de recrutements par concours externe en IT de 2000 à 2002

	2000	2001	2002
	50	28	53

1.4.1.3 Flux des entrées au cours de l'année 2002

MOTIF	chercheurs			ITA			TOTAL	
	DR	CR	TOTAL	ingénieurs	techniciens	administratifs	TOTAL	
	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	
ACCUEIL DETACHEMENT	2	10	12	2	1		3	15
ACCUEIL SUR POSTE CONTRACTUEL			0	1		2	3	3
CDD	2		2	40	36,5	1	78	80
CONCOURS	2	25	27	26	27		53	80
TITULARISATION HANDICAP			0		1		1	1
REINTEGRATION			0	2	7		9	9
TOTAL	6	35	41	71	72,5	3	147	188

Ce tableau synthétise les entrées au sein du personnel de l'IRD (le personnel étant défini comme l'ensemble des agents occupant un poste budgétaire) effectuées tout au long de l'année (flux).

1.4.2 LES DÉPARTS

1.4.2.1 Les départs par motif et par catégorie

Les tableaux ci-dessous recensent l'ensemble des départs au sein du personnel de l'IRD y compris les départs temporaires

REPARTITION DES DEPARTS EN 2002 PAR MOTIF ET PAR CATEGORIE

MOTIF	chercheurs			ITA			TOTAL	TOTAL
	DR	CR	TOTAL	ingénieurs	techniciens	administratifs		
CFA			0			1	1	1
CONGE PARENTAL			0	1			1	1
CONGE SANS TRAITEMENT			0	1	1		2	2
CONCOURS			0		4		4	4
DECES			0	1	2		3	3
DEMISSION	1		1				0	1
DETACHEMENT	3	2	5	4	3		7	12
DISPONIBILITE			0	2	3		5	5
FIN D'ACCUEIL CHERCHEUR SUR POSTE CONTRACTUEL	1		1				0	1
FIN D'ACCUEIL CHERCHEUR	2	2	4				0	4
FIN D'ACCUEIL EN DETACHEMENT			0	2	1		3	3
FIN DE CDD			0	19	28		47	47
RETRAITE	23	11	34	5,5	5,8	6	17,3	51,3
TOTAL	30	15	45	35,5	47,8	7	90,3	135,3

EVOLUTION DES DEPARTS DE 2001 À 2002

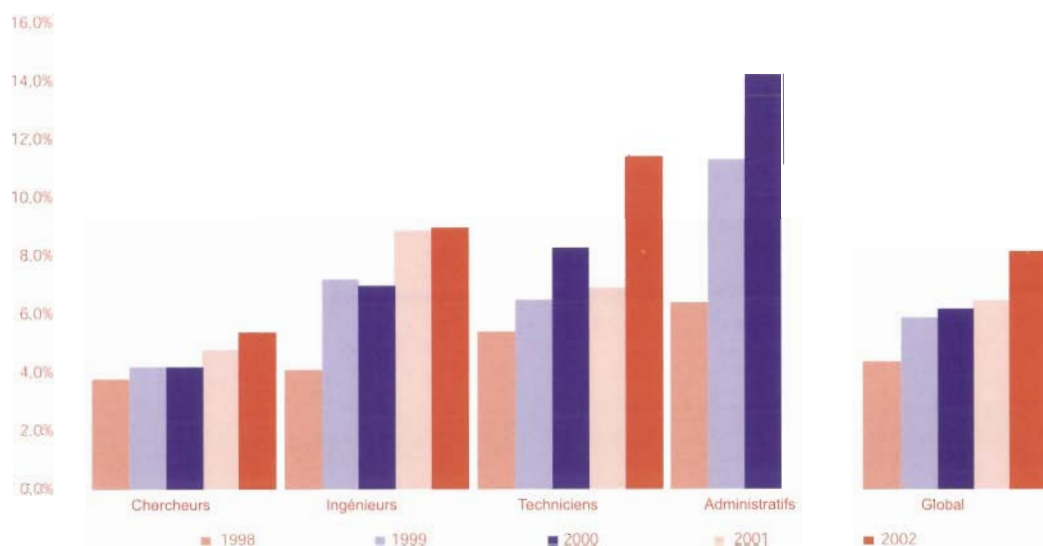
MOTIF	2001			2002		
	CHR	ITA	TOTAL	CHR	ITA	TOTAL
CFA		3	3		1	1
CONGE PARENTAL		5	5		1	1
CONGE SANS TRAITEMENT		1	1		2	2
CONCOURS			0		4	4
DECES	3	1	4		3	3
DEMISSION			0	1		1
DETACHEMENT	2	6	8	5	7	12
DISPONIBILITE	2	4	6		5	5
FIN D'ACCUEIL CHERCHEUR SUR POSTE CONTRACTUEL	6		6	1		1
FIN D'ACCUEIL CHERCHEUR	2		2	4		4
FIN D'ACCUEIL EN DETACHEMENT		2	2		3	3
FIN DE CDD		23	23		47	47
RETRAITE	25	21	46	34	17,3	51,3
TOTAL	40	66	106	45	96,3	135,3

1.4.2.2 L'évolution du taux de départ

GRADES CORPS	2000			2001			2002		
	départs	EB *	TD **	départs	EB *	TD **	départs	EB *	TD **
DR0		9	0,0%	2	9	22,2%	1	9	11,1%
DR1	7	76	9,2%	4	76	5,3%	12	76	15,8%
DR2	10	220	4,5%	15	220	6,8%	16	232	6,9%
CR1	18	449	4,0%	18	448	4,0%	16	448	3,6%
CR2		78	0,0%	1	78	1,3%		68	0,0%
Chercheurs	35	832	4,2%	40	831	4,8%	45	833	5,4%
IR	10	87	11,5%	6	87	6,9%	8	92	8,7%
IE	9	157	5,7%	16	173	9,2%	16	183	8,7%
AI	6	111	5,4%	11	111	9,9%	11,5	118	9,7%
Ingénieurs	25	355	7,0%	33	371	8,9%	35,5	393	9,0%
TER	23	253	9,1%	19	311	6,1%	32	314	10,2%
AJT	4	58	6,9%	4	71	5,6%	10,8	69	15,7%
AGT	1	39	2,6%	6	39	15,4%	5	34	14,7%
Techniciens	28	350	8,0%	29	421	6,9%	47,8	417	11,5%
PF	1	11	9,1%		11			11	
AAR	1	16	6,3%	1					
SAR	5	58	8,6%	3			7		
AJA	7	13	53,8%						
Administratifs	14	98	14,3%	4	11		7	11	
TOTAL	102	1 635	6,2%	106	1 634	6,5%	135,3	1654	8,2%

* EB : Effectif Budgétaire ** TD : Taux de Départ

EVOLUTION DU TAUX DE DÉPART DE 1998 À 2002



1.4.2.3 Les départs en retraite

	Départs à la retraite 98 ⁽¹⁾		Départs à la retraite 99 ⁽¹⁾		Départs à la retraite 2000 ⁽¹⁾		Départs à la retraite 2001 ⁽¹⁾		Départs à la retraite 2002 ⁽¹⁾	
	effectif	Age Moyen de départ	effectif	Age Moyen de départ	effectif	Age Moyen de départ	effectif	Age Moyen de départ	effectif	Age Moyen de départ
DR	13	61,1	12	61,4	14	61,1	14	61,1	23	61,9
CR	11	59,4	5	63,1	10	60,7	11	62,1	11	60
Chercheurs	24	60,3	17	61,9	24	60,9	25	61,5	34	61,2
Ingénieurs	7	62,4	10	63,0	4	62,5	12	60,8	5,5	62,2
Techniciens	6	61,3	5	61,0	14	60,9	10	62,6	5,8	59,8
Administratifs			3	61,2	2	57,0	2	60,5	6	61,7
ITA	13	61,9	18	62,1	20	60,8	24	61,5	17,3	62,8
Total Général	37	60,9	35	62,0	44	60,9	49	61,5	51,3	61,8

(1) les départs en CFA (Congé de Fin d'Activité) sont inclus dans les départs à la retraite

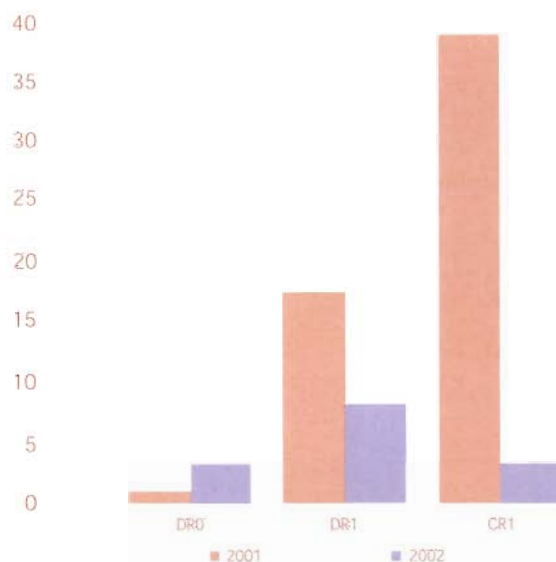
1.5 LES PROMOTIONS

1.5.1 LA RÉALISATION DES PROMOTIONS DE GRADE CHERCHEURS

ACCES	2001*	2002
DR0	0	3
DR1	17	8
CR1	39	3
TOTAL	56	14

* Correspond aux campagnes 2000 et 2001

PROMOTIONS DE GRADE CHERCHEURS

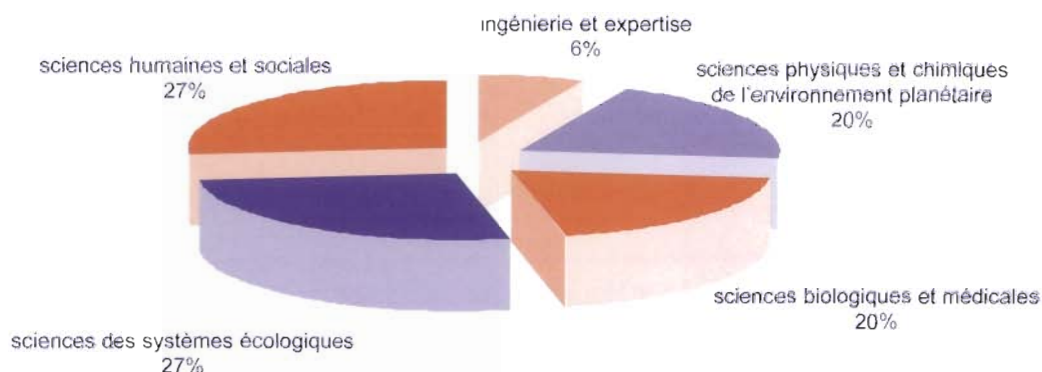


1.5.2 LE RECRUTEMENT DES CONCOURS DR2 EN 2002

Répartition des concours DR2 par discipline

Discipline	Hommes	Femmes	Total
ingénierie et expertise	1		1
sciences physiques et chimiques de l'environnement planétaire	2	1	3
sciences biologiques et médicales	2	1	3
sciences des systèmes écologiques	4		4
sciences humaines et sociales	4		4
TOTAL	13	2	15

15 concours DR2 dont 2 lauréats externes



EVOLUTION DU NOMBRE DE RECRUTEMENT PAR CONCOURS DR2 DE 2000 À 2002

2000	2001	2002
13	21	15
Dont 1 lauréat externe	Dont 2 lauréats externes	Dont 2 lauréats externes

1.5.3 LES PROMOTIONS INGENIEURS ET TECHNICIENS

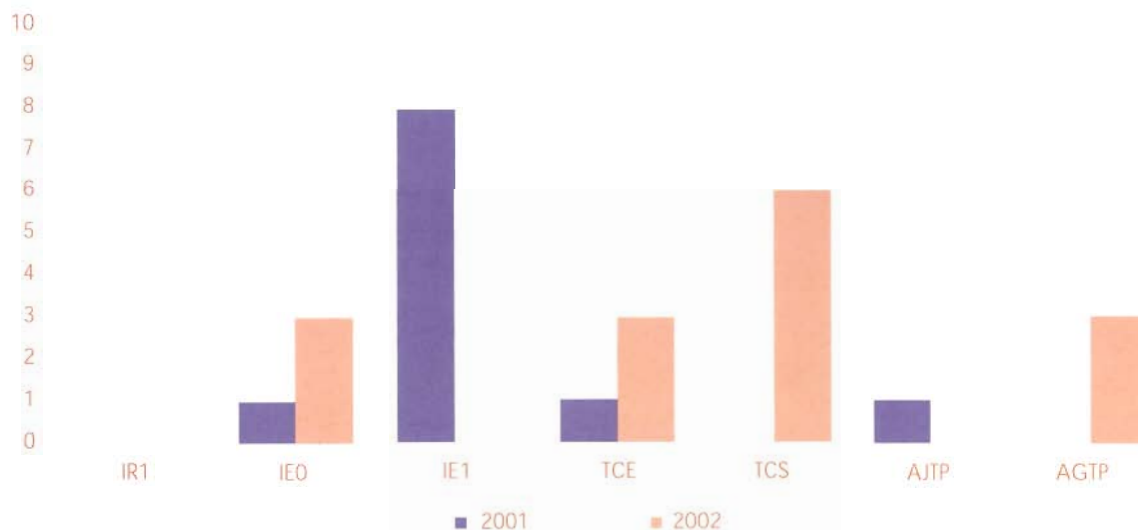
Les promotions 2002 n'ont pu être toutes réalisées à la suite des modifications du décret 83 et les concours internes concernant l'année 2001 ont été réalisés en 2002; de ce fait, sur les 59 prévues, 32 sont réalisées en 2002 et 27 le seront en 2003.

GRADES	Promotions de grade d'accès réalisées en 2001		Sous TOTAL	Promotions de corps d'accès réalisées en 2001		Sous TOTAL	TOTAL 2001	Promotions de grade d'accès réalisées en 2002		Sous TOTAL	Promotions de corps d'accès réalisées en 2002		Sous TOTAL	TOTAL 2002
	choix	SP		choix	CI			choix	SP		choix	CI		
IR0	1	1	2			0	2			0			0	0
IR1			0			0	0			0			0	0
IR2			0		1	1	1			0			0	0
IE0	1		1			0	1	3		3			0	3
IE1	8		8			0	8			0			0	0
IE2			0	1		1	1			0	3		3	3
AI			0	0		1	1			0	1		1	1
Ingénieurs	10	1	11	1	2	3	14	3	0	3	0	4	4	7
TCE	2	3	5			0	5	3	4	7			0	7
TCS			0			0	0	6		6			0	6
TCN			0	3		3	3			0	3	5	8	8
AJTP	1		1			0	1			0			0	0
AJTR			0		1	1	1			0	1		1	1
AGTP	4		4			0	4	3		3			0	3
AGTR			0			0	0			0			0	0
Techniciens	7	3	10	3	1	4	14	12	4	16	4	5	9	25
TOTAL	17	4	21	4	3	7	28	15	4	19	4	9	13	32

CI : concours internes

SP : sélection professionnelle

AVANCEMENTS DE GRADE: AU CHOIX



1.5.4 LES DÉTACHEMENTS INTER-CORPS

Au cours de l'année 2002, 98 agents ont bénéficié d'un détachement inter-corps.

ORIGINE	ACCES									
	IE0	IE1	IE2	ING	TCE	TCS	TCN	AJTR	TEC	TOTAL
AARP1	1			1					0	1
AARP2	1	4		5					0	5
AAR			15	15					0	15
SCE					22				22	22
SCS						21			21	21
SCN							23		23	23
AJAP2								2	2	2
AJAR								9	9	9
ADM	2	4	15	21	22	21	23	11	77	98

Aucun détachement ITA / Chercheur n'a été réalisé en 2002.

B L'EMPLOI NON PERMANENT

1.6 LES EFFECTIFS NON PERMANENTS

1.6.1 LES ALLOCATAIRES DE RECHERCHE MENRT (Ministère de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie)

Ce tableau recense les allocataires MENRT par affectation et par structure scientifique au 31 Décembre 2002.

AFFECTATION	TOTAL
Ethiopie	1
Tunisie	1
Afrique/Océan Indien	2
Brésil	1
Amérique Latine/Caraïbes	1
Inde	1
Nouvelle-Calédonie	1
Asie/Pacifique	2
TOTAL	5

1.6.2 LES VOLONTAIRES CIVILS

La suppression du Service National a eu pour conséquence l'apparition d'un nouveau type de "statut", le Volontariat Civil remplaçant les Coopérants au Service National.

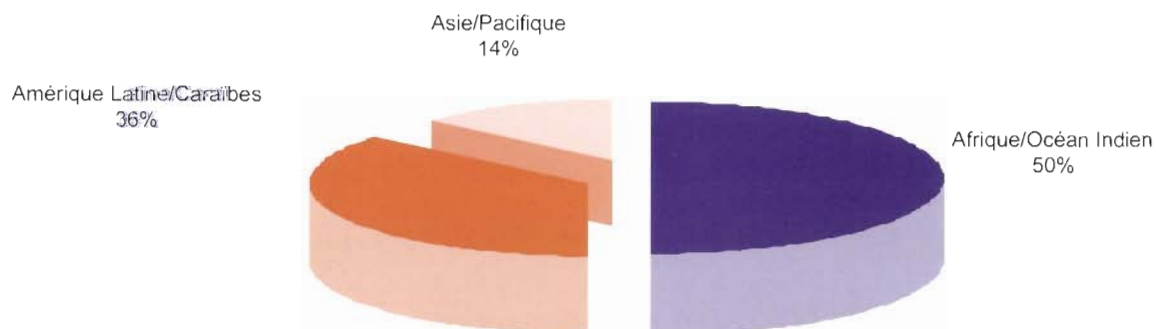
Les VCE (Volontaires Civils à l'Étranger) sont affectés à l'étranger.

Les VCAT (Volontaires Civils à l'Aide Technique) sont affectés dans les Dom-Tom.

Ce tableau recense les 26 VCE ainsi que les 10 VCAT par affectation et par sexe au 31 décembre 2002.

AFFECTATION	H	F	TOTAL
Bénin	1		1
Burkina Faso		1	1
Côte d'Ivoire		2	2
Egypte	1		1
Guinée	1		1
Madagascar	1		1
Maroc	2		2
Niger	2		2
Réunion	1		1
Sénégal	4	1	5
Tunisie		1	1
Afrique/Océan Indien	13	5	18
Bolivie	2		2
Brésil	2		2
Chili	1		1
Equateur	2		2
Guyane	3	1	4
Martinique	2		2
Amérique Latine/Caraïbes	12	1	13
Laos	1		1
Nouvelle-Calédonie	1	2	3
Vietnam		1	1
Asie/Pacifique	2	3	5
TOTAL	27	9	36

AFFECTATION DES VOLONTAIRES CIVILS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



1.6.3 L'ACCUEIL EN EXPATRIATION

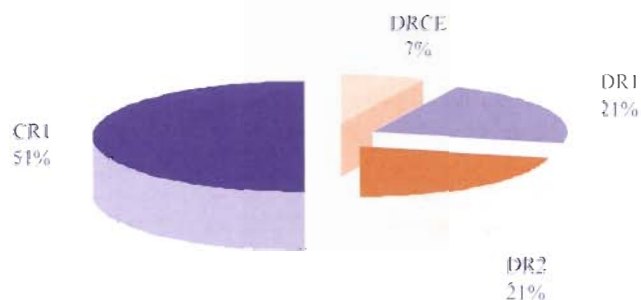
RÉPARTITION DES ACCUEILS EN EXPATRIATION PAR ORGANISME D'ORIGINE AU 31 DÉCEMBRE 2002 :

	CNRS	10
	Museum national d'histoire naturelle	1
	Ministère de l'éducation Nationale	1
	Université de Paris (1, 5)	2
	TOTAL	14

RÉPARTITION PAR GRADE ET PAR SEXE

GRADES	Hommes	Femmes	TOTAL
DRCE	1		1
DR1	3		3
DR2	1	2	3
CR1	3	4	7
TOTAL	7	6	14

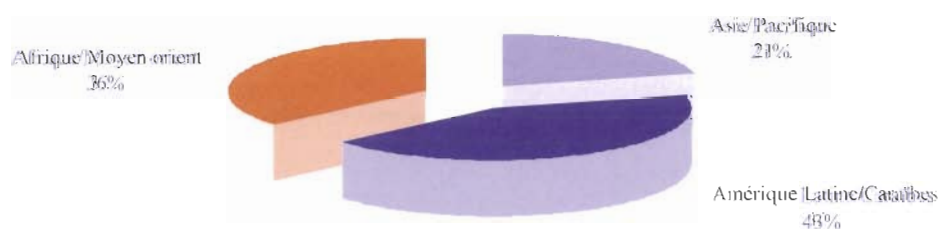
RÉPARTITION PAR GRADE



RÉPARTITION PAR PAYS D'AFFECTATION ET PAR SEXE

AFFECTATION	Hommes	Femmes	TOTAL
Afrique du Sud	1		1
Burkina Faso	1		1
Niger	1	1	2
Sénégal	1		1
Afrique/Moyen Orient	4	1	5
Bésil		2	2
Equateur	1		1
Guyane		1	1
Mexique	1		1
Pérou		1	1
Amérique Latine/Caraïbes	2	4	6
Indonésie		1	1
Nouvelle Calédonie	2		2
Asie/Pacifique	2	1	3
TOTAL	8	6	14

RÉPARTITION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



1.6.4 TABLEAU RECAPITULATIF DE LA PRESENCE DE L'IRD A L'ETRANGER ET DANS LES DOM-TOM DE PERSONNEL NON-PERMANENT

Année 2002	
Allocataires de recherche MENRT	5
Volontaires Civils	36
Accueils en expatriation	14
TOTAL	55

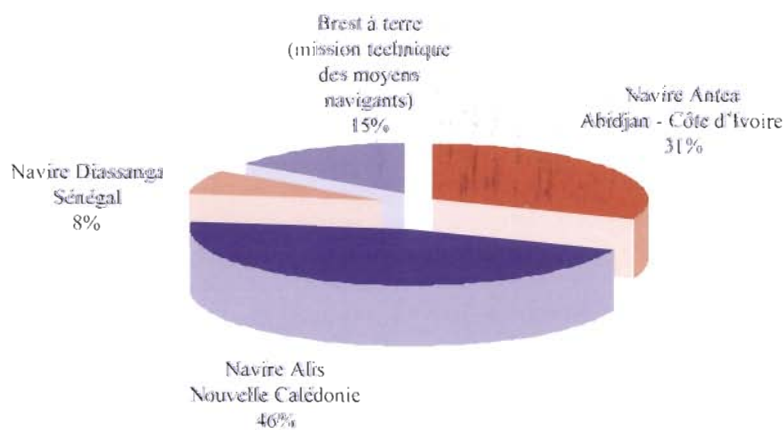
1.6.5 LES MARINS

RÉPARTITION DES MARINS SUR CONTRAT À DURÉE INDÉTERMINÉE PAR AFFECTATION AU 31 DECEMBRE 2002

Affectation	effectif
navire Antea - Abidjan - Côte d'Ivoire	4
navire Alis - Nouvelle Calédonie	6
navire Diassanga - Sénégal	1
Brest à terre (Mission technique des moyens navigants)	2
TOTAL	13

Durant l'année 2002, un agent est parti en retraite et une embauche a été effectuée.

RÉPARTITION DES MARINS PAR AFFECTATION



1.6.6 LES CONTRATS EMPLOI-CONSOLIDÉ (CEC)

Ce tableau recense les CEC pour l'année 2002

Affectation	H	F	TOTAL EFFECTIF
Bondy	1	2	3
Brest	1	1	2
Montpellier		1	1
Siège	3	3	6
Centres IRD métropolitains	5	7	12
Cayenne		1	1
Centres IRD outre-mer	0	1	1
TOTAL	5	8	13

1.6.7 LES VACATAIRES

Les vacataires sont des agents non titulaires employés à durée déterminée. A la différence des CDD, les vacataires n'occupent pas de poste budgétaire.

1.6.7.1 Bilan des vacataires au 31 Décembre 2002

Répartition des vacataires par structure et par affectation

STRUCTURES	TOTAL
Siège	19
Centres	7
UR/US	14
TOTAL	40

1.6.7.2 Nombre de vacataires dans l'année 2002

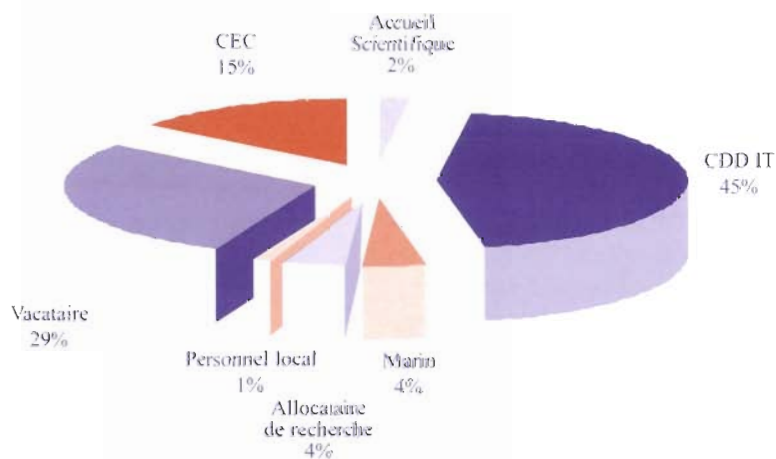
STRUCTURES	TOTAL
Siège	73
Centres	20
UR/US	50
TOTAL	143

1.6.8 LES ALLOCATIONS VERSÉES POUR PERTE D'EMPLOI

L'IRD a versé des allocations chômage à 96 agents en 2002.

RÉPARTITION DES CHÔMEURS SELON LE STATUT ANTERIEUR

EX-STATUT D'ACTIVITE	EFFECTIF
Accueil scientifique	2
CDD IT	43
Marin	4
Allocataire de recherche	4
Personnel local	1
Vacataire	28
CEC	14
TOTAL	96



Le montant total des dépenses d'allocations chômage en 2002 s'est élevé à 479 797 €.

INTITULE DE LA DEPENSE	rubrique comptable	Coût
Allocation perte d'emploi - Administratifs	641 7 121	37 767,02 €
Allocation perte d'emploi - Ingénieurs & Techniciens	641 7 122	154 173,53 €
Allocation perte d'emploi - Chercheurs	641 7 123	14 212,98 €
Allocation perte d'emploi - Personnel navigant	644 2 300	41881,71 €
Allocation perte d'emploi - CEC	644 5 300	108 751,58 €
Allocation perte d'emploi - Allocataires de recherche	646 2 300	19 966,86 €
Allocation perte d'emploi - Vacataires	646 4 300	103 043,49 €
TOTAL		479 797,17 €

Rappel : en 2001, l'IRD a versé des allocations de chômage à 126 agents pour un montant total des dépenses de 485 221.50 Euros.

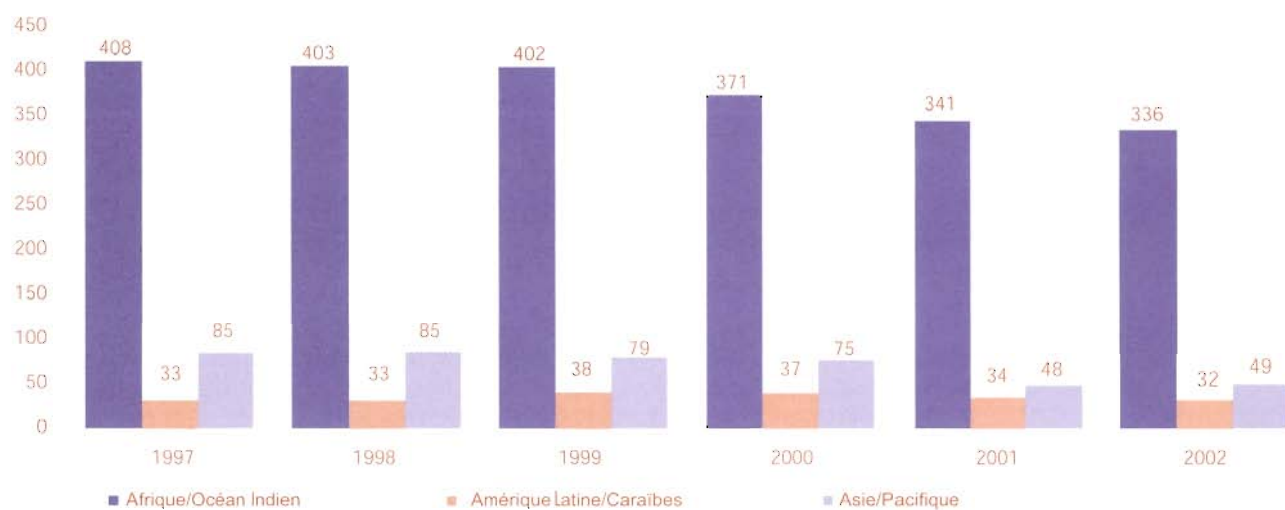
C - L'EMPLOI DE PARTENARIAT

1.7 - LE PERSONNEL PERMANENT CONTRACTUEL DE RECRUTEMENT LOCAL

CENTRES	2000	2001	2002	Variation 2001/2002
Afrique du Sud	1	1	1	0
Bénin	0	2	2	0
Burkina Faso	42	42	37	-5
Cameroun	17	14	13	-1
Centrafrique	29	4	0	-4
Congo	22	18	18	0
Côte d'Ivoire	34	46	53	7
Egypte	5	5	5	0
Guinée	4	4	4	0
Kenya	1	2	2	0
Madagascar	13	12	12	0
Mali	32	19	21	2
Niger	27	24	20	-4
Sénégal	131	136	135	-1
Togo	1	1	1	0
Tunisie	12	11	12	1
Afrique/Océan Indien	371	341	336	-5
Bolivie	10	10	10	0
Brésil	6	7	7	0
Chili	2	2	1	-1
Colombie	2			0
Equateur	5	5	5	0
Mexique	9	8	7	-1
Pérou	3	2	2	0
Amérique Latine/Caraïbes	37	34	32	-2
Indonésie	9	9	9	0
Laos	0	1	2	1
Nouvelle-Calédonie	42	28	28	0
Polynésie Française	18	6	6	0
Thaïlande	2	2	2	0
Vietnam	4	2	2	0
Asie/Pacifique	75	48	49	1
TOTAL	483	423	417	-6

- ◆ Le personnel local est recruté à 80,6% en Afrique, 11,8% en Asie/Pacifique et 7,7% en Amérique latine
- ◆ Les TOM (Nouvelle-Calédonie et Polynésie Française) emploient 8,1% des contractuels locaux

RÉPARTITION DU PERSONNEL CONTRACTUEL LOCAL PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



2.1	LES DÉPENSES DE PERSONNEL	p 52
2.1.1	LES DÉPENSES DE PERSONNEL PAR CHAPITRE	p 52
2.1.2	LES DÉPENSES DE IÈRE SECTION	p 53
2.2	LES TRAITEMENTS	p 55
2.2.1	LES AUGMENTATIONS DU POINT FONCTION PUBLIQUE	p 55
2.2.2	LES INDICES ET LES TRAITEMENTS PAR GRADE AU 31 DÉCEMBRE 2002	p 56
2.2.3	L'AMPLITUDE DES TRAITEMENTS	p 56
2.2.4	COMPARAISON DES INDICES ET TRAITEMENTS MOYENS THÉORIQUES AUX INDICES ET TRAITEMENTS MOYENS RÉELS PAR GRADE AU 31 DÉCEMBRE 2002	p 57
2.2.5	LA RÉPARTITION DES EFFECTIFS PERMANENTS PAR TRANCHE INDICIAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2002	p 59
2.3	LE BARÈME DES PRIMES AU 31 DÉCEMBRE 2002	p 61
2.3.1	L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES (IFTS)	p 61
2.3.2	LA PRIME POUR FONCTION D'INTÉRÊT COLLECTIF (ISFIC)	p 61
2.3.3	LA PRIME DE RECHERCHE (PR)	p 61
2.3.4	LA PRIME DE PARTICIPATION À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (PPRS)	p 61
2.3.5	LES INDEMNITÉS DE FONCTION DES INFORMATIENS (IFI)	p 62
2.3.6	L'INDEMNITÉ DE RESPONSABILITÉ	p 62
2.4	LA RÉPARTITION PAR GRADE DES DÉPENSES DE CERTAINES PRIMES ET INDEMNITÉS (PR, PPRS, IFTS ET IHTS)	p 63
2.5	LE COÛT DE L'EXPATRIATION	p 64
2.5.1	LES DÉPENSES D'EXPATRIATION - GÉNÉRALITÉS	p 64
2.5.2	LES INDEMNITÉS D'ÉLOIGNEMENT ET LES INDEMNITÉS D'ÉTABLISSEMENT	p 66
2.5.3	LES AUTRES INDEMNITÉS D'EXPATRIATION	p 67
2.5.4	L'ÉVOLUTION DES BARÈMES DE L'INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE	p 68

2.1 LES DEPENSES DE PERSONNEL

2.1.1 LES DÉPENSES DE PERSONNEL PAR CHAPITRE

CHAPITRES BUDGETAIRES

641 1	Traitements du personnel permanent	51 288 436 €
641 3	Indemnités résidentielles	701 742 €
641 4	Indemnités d'expatriation	35 192 960 €
641 4	Autres primes et indemnités	3 793 586 €
641 5	Indemnités représentatives de frais	357 538 €
641 6	Supplément familial de traitement	618 873 €
641 7	Allocations pour pertes d'emploi	206 154 €
641 8	Revenu de remplacement CFA	127 608 €
Rémunérations du personnel permanent (1)		92 286 897 €
644 2	Personnel navigant	1 363 034 €
644 3	Boursiers étrangers	7 973 €
644 5	Stagiaires CES et CEC	289 605 €
644 6	Frais divers et impôts indirects sur rémunération	135 €
644 8	Personnel local	4 389 012 €
Personnels régis par convention collective (2)		6 049 759 €
646 1	Conseillers scientifiques	7 999 €
646 2	Allocataires de recherche	115 455 €
646 3	CSN & VAT et VCE & VCAT	710 931 €
646 4	Vacataires	699 360 €
646 5	Stagiaires	4 234 €
646 6	Mises à dispo. remb. Organisme origine	204 156 €
646 7	Rémunération des experts	10 675 €
Rémunérations diverses (3)		1 752 810 €
633	Impôts & taxes	620 170 €
645	Charges de SS et prévoyance	25 943 251 €
647	Autres charges sociales	197 410 €
0692 1	Provision	0 €
Autres chapitres de la 1ère section (4)		26 760 831 €
Total 1ère section (1+2+3+4)		126 850 297 €
0691 1	Formation permanente	1 212 074 €
0691 2	Oeuvres sociales	848 792 €
0691 3	Contrats formation insertion	2 213 508 €
Formation & action sociale		4 274 374 €
TOTAL		131 124 671 €

2.1.2 LES DÉPENSES DE 1ÈRE SECTION

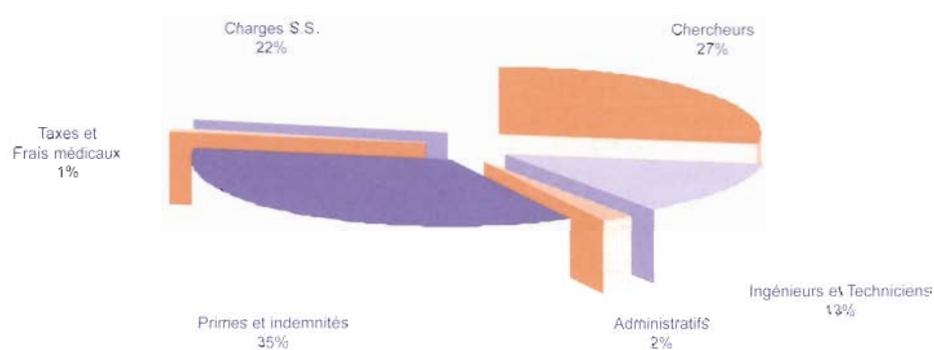
RUBRIQUES COMPTABLES		
633 1	versement de transport	570 741 €
633 2	allocation logement	37 502 €
633 8	impôts sur personnels régis par Conv. Collect. à l'étranger	11 927 €
633	Taxes	620 170 €
641 1 110	administratifs (traitements)	2 104 090 €
641 1 120	ingénieurs & techniciens (traitements)	16 978 293 €
641 1 130	chercheurs (traitements)	32 206 053 €
641 1	Rémunérations du personnel permanent	51 288 436 €
641 3	Indemnités résidentielles	701 742 €
641 4 110	IPTS	93 134 €
641 4 120	IHTS	16 061 €
641 4 130	primes de rendement	21 750 €
641 4 140	PPRS	1 741 838 €
641 4 150	primes de recherche	458 867 €
641 4 161	ISFIC	113 640 €
641 4 162	primes de technicité	45 068 €
641 4 170	primes informatiques	221 487 €
641 4 181/2	primes diverses	63 014 €
641 4 183	indemnité d'expatriation	33 945 697 €
641 4 184	primes d'intéressement	11 180 €
641 4 185	indemnité d'éloignement	1 247 263 €
641 4 187	indemnités à la mer	31 441 €
641 4 188	indemnités pour rémunération de service	18 712 €
641 4 189	indemnité exceptionnelle	957 394 €
641 4	Primes & indemnités	38 986 546 €
641 5 110	indemnité de représentation	113 379 €
641 5 130	indemnité de responsabilité	28 587 €
641 5 150	prime de transport	132 403 €
641 5 181	logement TOM	83 169 €
641 5	Indemnités de frais	357 538 €
641 6	Supplément familial de traitement	618 873 €
641 7 121	administratifs (perte d'emploi)	37 767 €
641 7 122	ingénieurs & techniciens (perte d'emploi)	154 174 €
641 7 123	chercheurs (perte d'emploi)	14 213 €
641 7	Allocations pour perte d'emploi	206 154 €
641 8	Revenu de remplacement CFA	127 608 €
644 2	personnel navigant	1 363 034 €
644 3	Boursiers étrangers	7 973 €
644 5	stagiaires CES et CEC	289 605 €
644 6	frais divers et impôts indirects sur rémunération	135 €
644 8 110	personnel local contractuel	3 613 736 €
644 8 210	personnel local temporaire	775 276 €
644	Personnels régis par convention collective	6 049 759 €
645 1 100	cotisation ss (chapitre 641)	7 933 538 €
645 1 400	cotisation ss (chapitre 644)	913 004 €
645 1 500	cotisation ss (chapitre 646)	153 948 €
645 3 210	pensions civiles (personnel du corps)	16 401 179 €
645 3 220	pensions civiles (personnels détachés)	130 572 €
645 3 400	IRCANTEC	84 316 €
645 4 300	assurance chômeurs divers	0 €
645 6 100	accidents du travail	27 614 €
645 6 200	capital décès	117 571 €
645 6 300	traitements (congés longue maladie)	44 860 €
645 6 400	indemnités journalières	14 191 €
645 6 810	prestations familiales	122 458 €
645	Charges de Sécurité Sociale	25 943 251 €
646 1	conseillers scientifiques	7 999 €
646 2 1	allocataires (base fixe)	0 €
646 2 2	allocataires (expatriation)	95 488 €
646 2 3	allocataires (perte d'emploi)	19 967 €
646 3 1	CSN-VAT, VCE & VCAT (base fixe)	273 974 €
646 3 2	CSN-VAT, VCE & VCAT (expatriation)	436 957 €
646 4 1	vacataires (rémunérations)	596 316 €
646 4 3	vacataires (perte d'emploi)	103 044 €
646 5	stagiaires	4 234 €
646 6	mises à disposition	204 156 €
646 7	Rémunérations d'experts	10 675 €
646	Rémunérations diverses	1 752 810 €
647	Autres charges	197 410 €
01892 1	Provision	0 €
TOTAL 1ère Section		126 850 297 €

LA MASSE SALARIALE DES PERSONNELS PERMANENTS

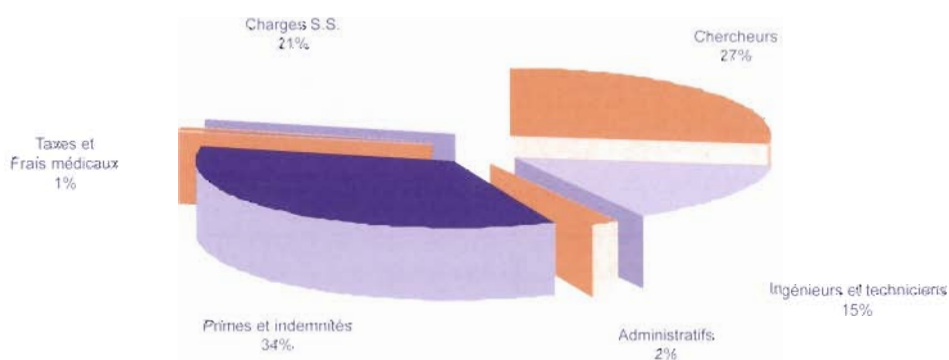
La masse salariale se décompose ainsi :

- ◆ traitement brut et allocation de perte d'emploi des chercheurs
- ◆ traitement brut et allocation de perte d'emploi des ingénieurs et techniciens
- ◆ traitement brut et allocation de perte d'emploi des administratifs
- ◆ primes et indemnités : chapitres 641-3, 641-4, 641-5, et 641-6
- ◆ taxes et frais médicaux : chapitres 633-1, 633-2 et 647-2
- ◆ charges de sécurité sociale (excepté les cotisations pour le chapitre 644 et le chapitre 646)

LA MASSE SALARIALE 2001 : 119 566 297 €



LA MASSE SALARIALE 2002 : 117 841 241 €



2.2 LES TRAITEMENTS

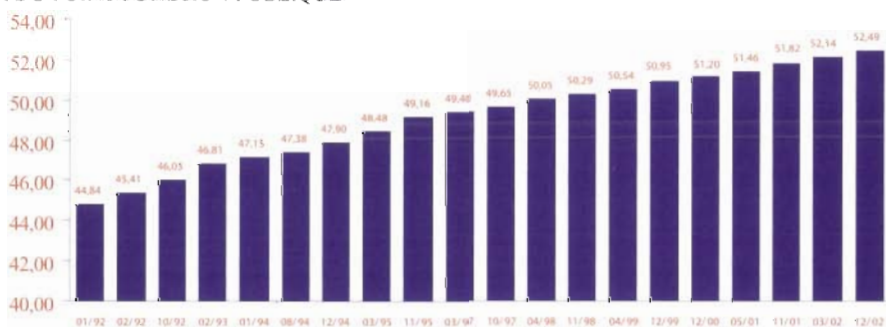
2.2.1 LES AUGMENTATIONS DU POINT FONCTION PUBLIQUE

DATES D'EFFET	Valeur annuelle	Augmentation (%)	Justification statutaire
01/01/92	44,84 €		
01/02/92	45,41 €	1,3%	
01/10/92	46,03 €	1,4%	
01/02/93	46,81 €	1,7%	
01/01/94	47,15 €	0,7%	
01/08/94	47,38 €	0,5%	
01/12/94	47,90 €	1,1%	
01/03/95	48,48 €	1,2%	décret n° 95-167 du 17 février 1995
01/11/95	49,16 €	1,4%	décret n° 95-1099 du 9 octobre 1995
01/03/97	49,40 €	0,5%	décret n° 97-141 du 13 février 1997
01/10/97	49,65 €	0,5%	décret n° 97-877 du 25 septembre 1997
01/04/98	50,05 €	0,8%	décret n° 98-143 du 8 mars 1998
01/11/98	50,29 €	0,5%	décret n° 98-945 du 21 octobre 1998
01/04/99	50,54 €	0,5%	décret n° 99-208 du 17 mars 1999
01/12/99	50,95 €	0,8%	décret n° 99-943 du 12 novembre 1999
01/12/00	51,20 €	0,5%	décret n° 2000-1154 du 29 novembre 2000
01/05/01	51,46 €	0,5%	décret n° 2001-370 du 25 avril 2001
01/11/01	51,82 €	0,7%	décret n° 2001-895 du 26 septembre 2001
01/03/02	52,14 €	0,6%	décret n° 2002-203 du 14 février 2002
01/12/02	52,49 €	0,7%	décret n° 2002-1295 du 24 octobre 2002

LA VALEUR MOYENNE ANNUELLE

ANNEES	Valeur	%
1992	45,51 €	
1993	46,75 €	2,7%
1994	47,29 €	1,2%
1995	48,49 €	2,6%
1996	49,16 €	1,4%
1997	49,42 €	0,5%
1998	49,99 €	1,1%
1999	50,52 €	1,1%
2000	50,97 €	0,9%
2001	51,43 €	0,9%
2002	52,12 €	1,3%

LES AUGMENTATIONS DE LA VALEUR DU POINT FONCTION PUBLIQUE



LA VALEUR PONDÉRÉE ANNUELLE DU POINT FONCTION PUBLIQUE



2.2.2 LES INDICES ET LES TRAITEMENTS PAR GRADE AU 31 DÉCEMBRE 2002

GRADE	Indices majorés			Traitements bruts annuels		
	minimal	moyen	maximal	minimal	moyen	maximal
Chercheurs						
DR0	1163	1255,0	1319	61 049,71 €	65 879,09 €	69 238,66 €
DR1	820	979,3	1163	43 044,51 €	51 406,69 €	61 049,71 €
DR2	657	789,0	962	34 488,10 €	41 417,21 €	50 498,55 €
CR1	475	647,5	820	24 934,32 €	33 989,41 €	43 044,51 €
CR2	453	508,0	563	23 779,46 €	26 666,60 €	29 553,73 €
Ingénieurs						
IR0	657	789,0	962	34 488,10 €	41 417,21 €	50 498,55 €
IR1	581	700,5	820	30 498,61 €	36 771,56 €	43 044,51 €
IR2	411	561,5	712	21 574,75 €	29 474,99 €	37 375,23 €
IE0	695	738,5	782	36 482,84 €	38 766,30 €	41 049,76 €
IE1	554	613,0	672	29 081,29 €	32 178,39 €	35 275,50 €
IE2	369	493,5	618	19 370,03 €	25 905,44 €	32 440,86 €
AI	338	444,0	550	17 742,74 €	23 307,03 €	28 871,32 €
Techniciens						
TCE	376	444,5	513	19 737,48 €	23 333,27 €	26 929,06 €
TCS	351	419,5	488	18 425,15 €	22 020,94 €	25 616,73 €
TCN	296	379,0	462	15 538,02 €	19 894,96 €	24 251,90 €
AJTP	327	371,0	415	17 165,31 €	19 475,01 €	21 784,72 €
AJTR	271	324,5	378	14 225,68 €	17 034,08 €	19 842,47 €
AGTP	266	308,5	351	13 963,22 €	16 194,18 €	18 425,15 €
AGTR	263	300,0	337	13 805,74 €	15 747,99 €	17 690,24 €

Valeur annuelle du point Fonction Publique au 31 Décembre 2002 : 52.4933 €

- ◆ L'éventail des traitements bruts annuels varie de 15 748 € (AGTR : minima) à 65 879 € (DR0 : maxima), soit une amplitude de 50 131 €
- ◆ Le plus grand écart entre le traitement minimal et le traitement maximal (18 110 €) s'observe à l'intérieur du grade des CR1
- ◆ Le plus petit écart entre le traitement minimal et le traitement maximal (3 885 €) s'observe à l'intérieur du grade des AGTR

2.2.3 L'AMPLITUDE DES TRAITEMENTS

L'amplitude des traitements à l'intérieur d'un corps est calculée en rapportant le traitement maximal du corps au traitement minimal du corps.

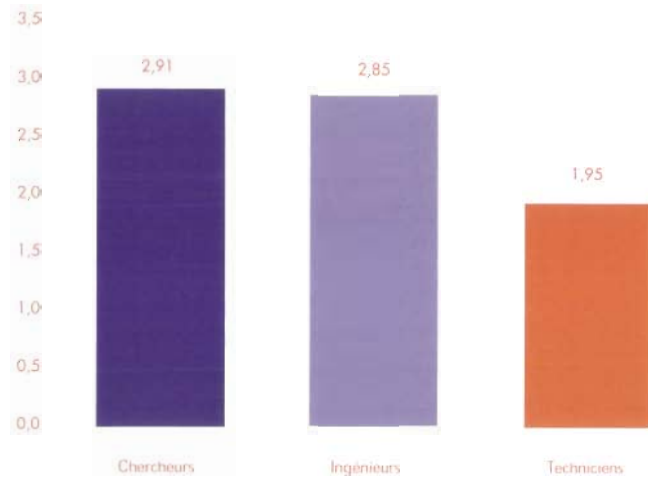
AMPLITUDE DES TRAITEMENTS PAR CORPS AU 31 DÉCEMBRE 2002

CORPS	Traitements minimaux		Traitements maximaux		amplitude
	indice	montant	indice	montant	
Chercheurs					
DR	657	2 874,01 €	1319	5 761,14 €	2,00
CR	453	1 981,62 €	820	3 587,04 €	1,81
Ingénieurs					
IR	411	1 797,90 €	962	4 199,46 €	2,34
IE	369	1 614,17 €	782	3 420,81 €	2,12
AI	338	1 478,56 €	550	2 405,94 €	1,63
Techniciens					
TER	296	1 294,83 €	513	2 244,09 €	1,73
AJT	271	1 185,47 €	415	1 815,39 €	1,53
AGT	263	1 150,48 €	351	1 535,43 €	1,33
TOTAL					5,02

Valeur mensuelle du point Fonction Publique : 4,37 €

L'AMPLITUDE DES TRAITEMENTS PAR CATEGORIE:

Eventail



2.2.4 COMPARAISON DES INDICES ET TRAITEMENTS MOYENS THÉORIQUES AUX INDICES ET TRAITEMENTS MOYENS RÉELS PAR GRADE AU 31 DÉCEMBRE 2002

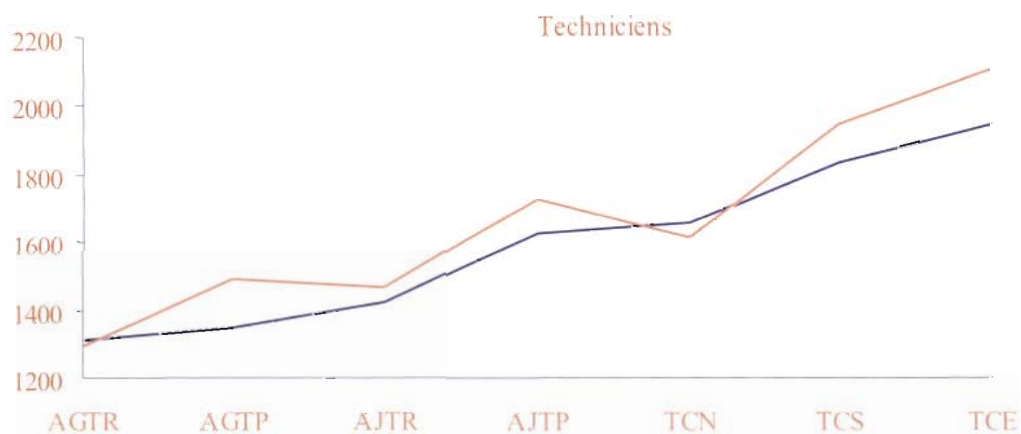
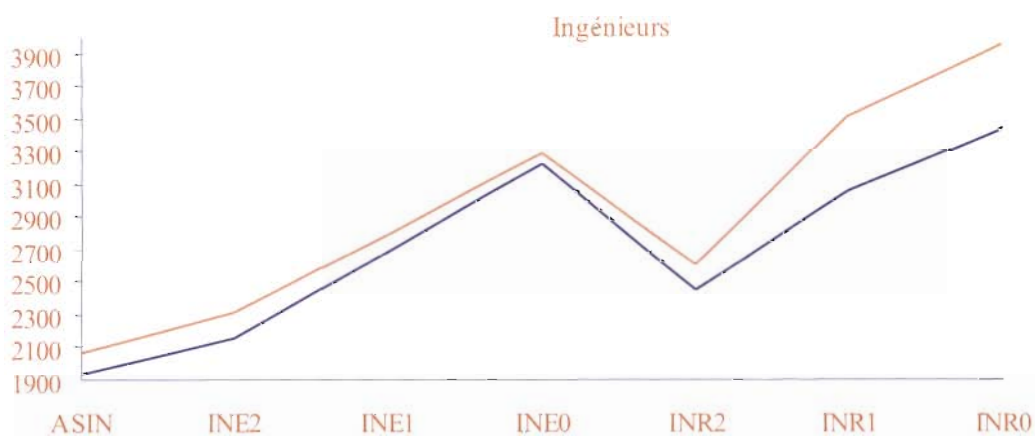
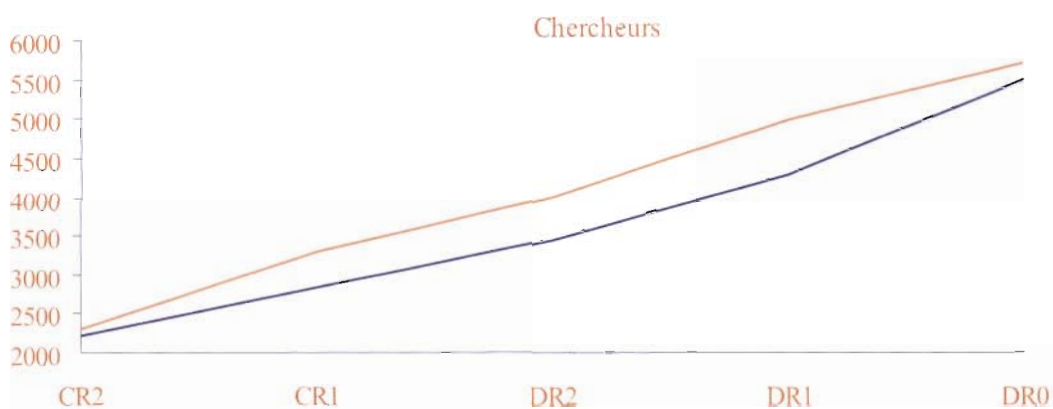
GRADE	Indice majoré moyen		Traitement brut moyen mensuel	
	théorique	réel	théorique	réel
Chercheurs				
DR0	1 255,0	1 301,8	5 489,92 €	5 694,78 €
DR1	979,3	1 139,8	4 283,89 €	4 985,99 €
DR2	789,0	911,1	3 451,43 €	3 985,51 €
CR1	647,5	749,4	2 832,45 €	3 278,38 €
CR2	508,0	523,5	2 222,22 €	2 289,89 €
Ingénieurs				
IR0	789,0	906,0	3 451,43 €	3 963,24 €
IR1	700,5	805,3	3 064,30 €	3 522,65 €
IR2	561,5	595,7	2 456,25 €	2 605,90 €
IE0	738,5	753,8	3 230,53 €	3 297,37 €
IE1	613,0	638,1	2 681,53 €	2 791,37 €
IE2	493,5	527,8	2 158,79 €	2 308,83 €
AI	444,0	472,7	1 942,25 €	2 067,84 €
Techniciens				
TCE	444,5	481,7	1 944,44 €	2 107,30 €
TCS	419,5	445,6	1 835,08 €	1 949,25 €
TCN	379,0	369,1	1 657,91 €	1 614,56 €
AJTP	371,0	394,1	1 622,92 €	1 724,10 €
AJTR	324,5	335,6	1 419,51 €	1 468,06 €
AGTP	308,5	341,0	1 349,52 €	1 491,68 €
AGTR	300,0	295,3	1 312,33 €	1 291,86 €

Valeur mensuelle du point indiciaire Fonction Publique au 1er décembre 2002 : 4,37 €

◆ L'indice moyen réel est globalement supérieur à l'indice moyen budgétaire pour l'ensemble des grades, à l'exception des grades suivants : TCN, AGTR

◆ Les écarts les plus significatifs entre l'indice moyen théorique et l'indice moyen réel concernent les grades de DR1 (161 points), DR2 (122 points), IR0 (117 points), IR1 (105 points), CR1 (102 points).

LES TRAITEMENTS MENSUELS MOYENS THÉORIQUES ET RÉELS AU 31 DÉCEMBRE 2002



— théorique — réel

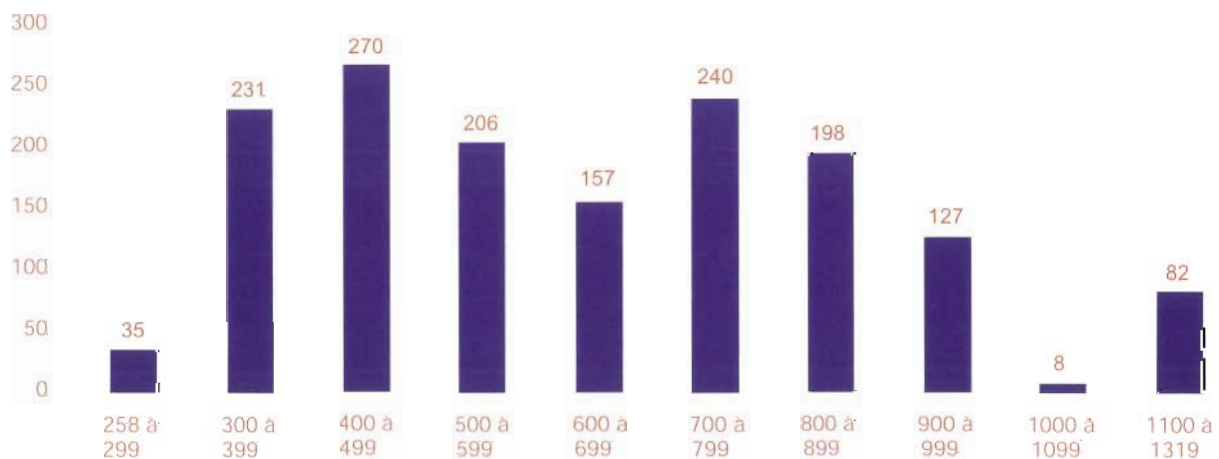
2.2.5 LA RÉPARTITION DES EFFECTIFS PERMANENTS PAR TRANCHE INDICIAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2002 (indices majorés)

Indices	258	300	400	500	600	700	800	900	1000	1100	TOTAL
	à 299	à 399	à 499	à 599	à 699	à 799	à 899	à 999	à 1099	à 1319	
Traitements	de 1 129	de 1 312	de 1 750	de 2 187	de 2 625	de 3 062	de 3 500	de 3 937	de 4 374	de 4 812	
En euro	à 1 308	à 1 745	à 2 183	à 2 620	à 3 058	à 3 495	à 3 933	à 4 370	à 4 808	à 5 770	
DR					3	8	51	123	5	75	265
CR			29	61	88	207	117				502
Chercheurs	0	0	29	61	91	215	168	123	5	75	767
IR		1	10	12	19	13	26	2		1	84
IE		14	39	58	46	12	3		1	1	174
AI		24	43	43				1			111
Ingénieurs	0	39	92	113	65	25	29	3	1	2	369
TER	16	115	145	32	1						309
AJT	7	55	4								66
AGT	12	22									34
Techniciens	35	192	149	32	1	0	0	0	0	0	409
PF	0	0	0	0	0	0	1	1	2	5	9
TOTAL	35	231	270	206	157	240	198	127	8	82	1554

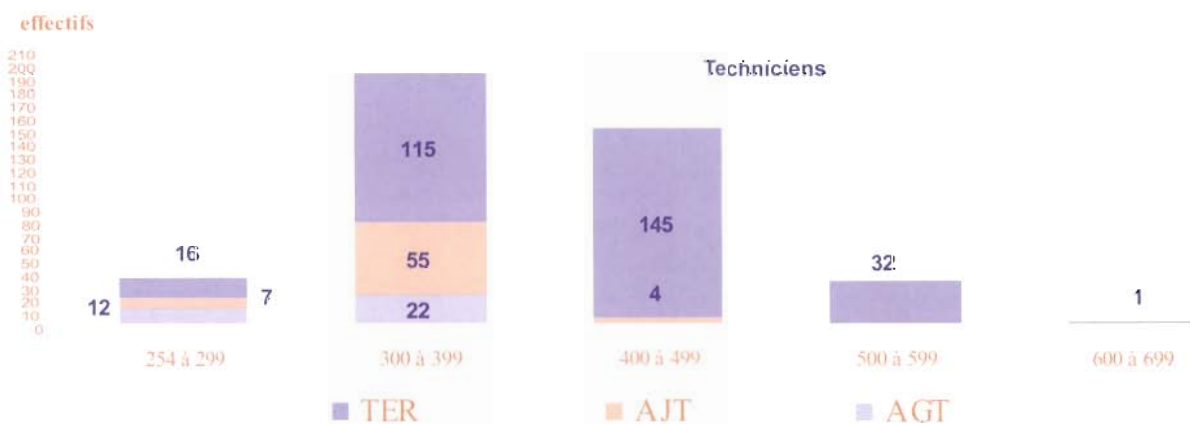
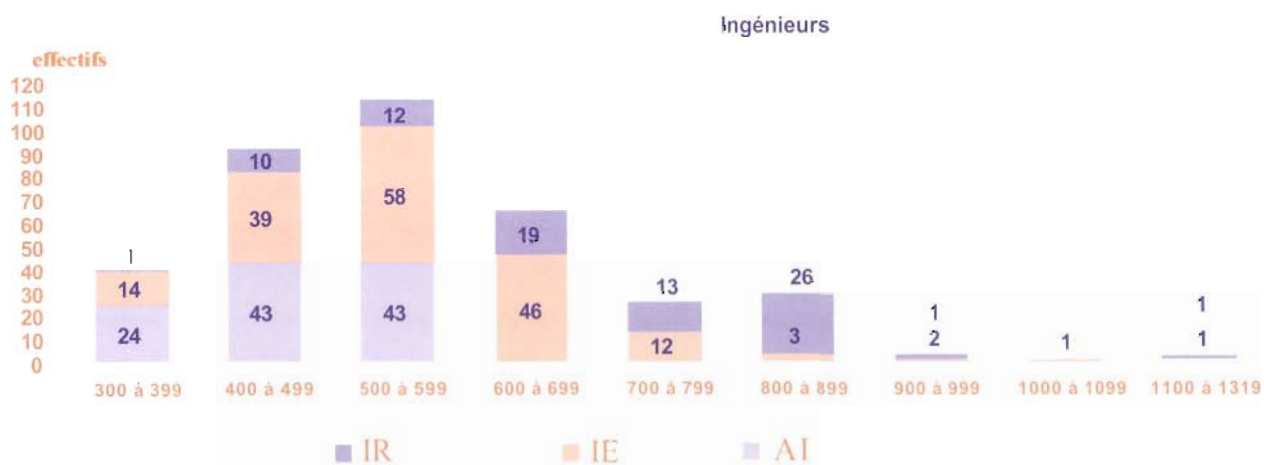
Valeur mensuelle du point Fonction Publique en décembre : 4,37 €

- La moitié des effectifs permanents a un traitement brut supérieur à 2 703 € (correspondant à l'indice majoré 618)
- Un Chercheur sur 2 a un traitement brut supérieur à 3 587 € (indice correspondant : 820)
- Un Ingénieur sur 2 a un traitement brut supérieur à 2 340 € (indice correspondant : 535)
- Un Technicien sur 2 a un traitement brut supérieur à 1 675 € (indice correspondant : 383)

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PERMANENTS PAR TRANCHE INDICIAIRE



LA RÉPARTITION DES EFFECTIFS PERMANENTS PAR TRANCHE INDICIAIRE ET PAR CORPS À L'INTÉRIEUR DE CHAQUE CATÉGORIE



2.3 LE BAREME DES PRIMES AU 31 DECEMBRE 2002

2.3.1 L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES (IFTS)

(décrets 69-32 du 19/01/63 et 8-560 du 19/06/68)

GRADE	IFTS annuelle
Directeur Général	8 655,84 €
Secrétaire Général	7 526,84 €
Chefs de Service et Chargés de Mission	2 986,48 €
Agent Comptable	2 705,92 €

2.3.2 LA PRIME POUR FONCTION D'INTÉRÊT COLLECTIF (ISFIC)

(arrêté du 28/11/91)

FONCTIONS	ISFIC annuelle
Chefs de Département	8 567,93 €
Chefs de Service	6 425,95 €
Chargés de mission, Chefs de mission et Directeurs de centre	3 212,97 €

◆ En 2002, 24 agents ont bénéficié de l'ISFIC.

2.3.3 LA PRIME DE RECHERCHE (PR)

(décrets 57-759 du 06/07/57 et 60-1503 du 30/12/60)

GRADE	PR annuelle
DR0	1 000,24 €
DR1	1 000,24 €
DR2	1 071,74 €
CR1	857,26 €
CR2	628,50 €

2.3.4 LA PRIME DE PARTICIPATION À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (PPRS)

(décret 86-292 du 28/02/86)

GRADE	indice	taux de calcul	PPRS annuelle
IR0	768	0,16	6 450,38 €
IR1	705	0,16	5 921,24 €
IR2	535	0,16	4 493,43 €
IE0	454	0,16	3 813,11 €
IE1	381	0,14	2 799,99 €
IE2	381	0,14	2 799,99 €
AI	381	0,12	2 399,99 €
TCE	349	0,12	2 198,42 €
TCS	312	0,12	1 965,35 €
TCN	312	0,12	1 965,35 €
AJTP	266	0,12	1 675,59 €
AJTR	266	0,12	1 675,59 €
AGTP	260	0,12	1 637,79 €
AGTR	260	0,12	1 637,79 €

2.3.5 LES INDEMNITÉS DE FONCTION DES INFORMATIENS (IFI)

Indice majoré = 493

Valeur du point = 52,4933

FONCTIONS	Durée de perception	Nombre de 1/10000 du TB	IFI annuelle
Chef de projet	12	139	4 316,65 €
	18	154	4 782,48 €
	après 30 mois	188	5 838,35 €
Analyste	24	83	2 577,57 €
	24	94	2 919,17 €
	après 48 mois	118	3 664,49 €
Programmeur système d'exploitation	12	139	4 316,65 €
	18	162	5 030,92 €
	après 30 mois	188	5 838,35 €
Chef d'exploitation	36	147	4 565,09 €
	après 36 mois	188	5 838,35 €
Chef programmeur	36	142	4 409,82 €
	après 36 mois	153	4 751,42 €
Programmeur ou pupitreur	12	93	2 888,12 €
	18	108	3 353,94 €
	après 30 mois	125	3 881,88 €
Agent de traitement	12	55	1 708,03 €
	24	58	1 801,19 €
	après 36 mois	65	2 018,58 €
Opérateur	12	32	993,76 €
	24	36	1 117,98 €
	après 36 mois	42	1 304,31 €

◆ En 2002, 48 agents ont bénéficié de l'IFI.

2.3.6 L'INDEMNITÉ DE RESPONSABILITÉ (OCTROYÉE AUX RÉGISSEURS DE CENTRES)

(arrêté du 28-05-93)

Montant maximum de l'avance ou montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant du cautionnement	Montant maximum de l'indemnité de responsabilité annuelle
jusqu'à 3 048 €	305 €	110 €
de 3 049 à 4 573 €	457 €	119 €
de 4 574 € à 7 622 €	762 €	137 €
de 7 623 à 12 195 €	1 220 €	165 €
de 12 196 à 18 293 €	1 829 €	201 €
de 18 294 à 38 112 €	3 811 €	320 €
de 38 113 à 53 357 €	4 573 €	412 €
de 53 358 à 76 224 €	5 336 €	549 €
de 76 225 à 152 449 €	6 098 €	640 €
de 152 450 à 304 898 €	6 860 €	686 €
de 304 899 à 762 245 €	7 622 €	823 €
de 762 246 à 1 524 490 €	8 842 €	1 052 €
au-delà de 1 524 491 €	1 524 €	46 €

(par tranches de 1,5 M€ supplémentaires)

2.4 LA RÉPARTITION PAR GRADE DES DÉPENSES DE CERTAINES PRIMES ET INDEMNITÉS (PR, PPRS, IFTS ET IHTS)

PRIMES ET INDEMNITES	Données budgétaires			Données réelles	
	montant annuel moyen	nombre potentiel de bénéficiaires	montant global budgétaire	nombre réel de bénéficiaires	montant global réel
DR0	1 000	9	9 000	6	5 295
DR1	1 000	76	76 000	65	54 005
DR2	1 072	232	248 704	141	138 081
CR1	857	448	383 936	304	229 111
CR2	629	68	42 738	67	32 375
PR		833	760 378	583	458 867
IR0	6 450	6	38 700	3	27 705
IR1	5 921	34	201 314	29	173 173
IR2	4 493	52	233 636	43	160 830
IE0	3 813	9	34 317	9	19 495
IE1	2 800	38	106 400	29	77 996
IE2	2 800	136	380 800	101	519 804
AI	2 400	118	283 200	82	193 598
TCE	2 198	56	123 088	78	146 902
TCS	1 965	63	123 795	64	95 026
TCN	1 965	195	383 175	145	206 495
AJTP	1 676	10	16 760	10	12 595
AJTR	1 676	59	98 884	53	75 322
AGTP	1 638	14	22 932	16	16 555
AGTR	1 638	20	32 760	19	16 343
PPRS		810	2 079 761	681	1 741 838
DG	8 656	1	8 656	1	8 666
SG	7 527	1	7 527	1	7 536
AC	17 750	1	17 750	1	2 706
AARP2				4	4 572
AAR				5	7 143
SCE				19	24 182
SCS				20	23 559
SCN (échelon>5)				14	14 771
IFTS		3	33 932	65	93 134
SCN (échelon<6)				8	9 177
AJAP2				1	2 633
AJAR				3	4 251
IHTS		0	0	12	16 601
TOTAL		1 646	2 874 071	1 341	2 309 900

PR : Prime de Recherche

PPRS : Prime de Participation à la Recherche Scientifique

IFTS : Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires

IHTS : Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires

2.5 - LE COUT DE L'EXPATRIATION

2.5.1 LES DÉPENSES D'EXPATRIATION - GÉNÉRALITÉS

Les dépenses d'expatriation sont les dépenses correspondant aux indemnités versées suite à une affectation dans un pays étranger, dans un Dom ou dans un Tom.

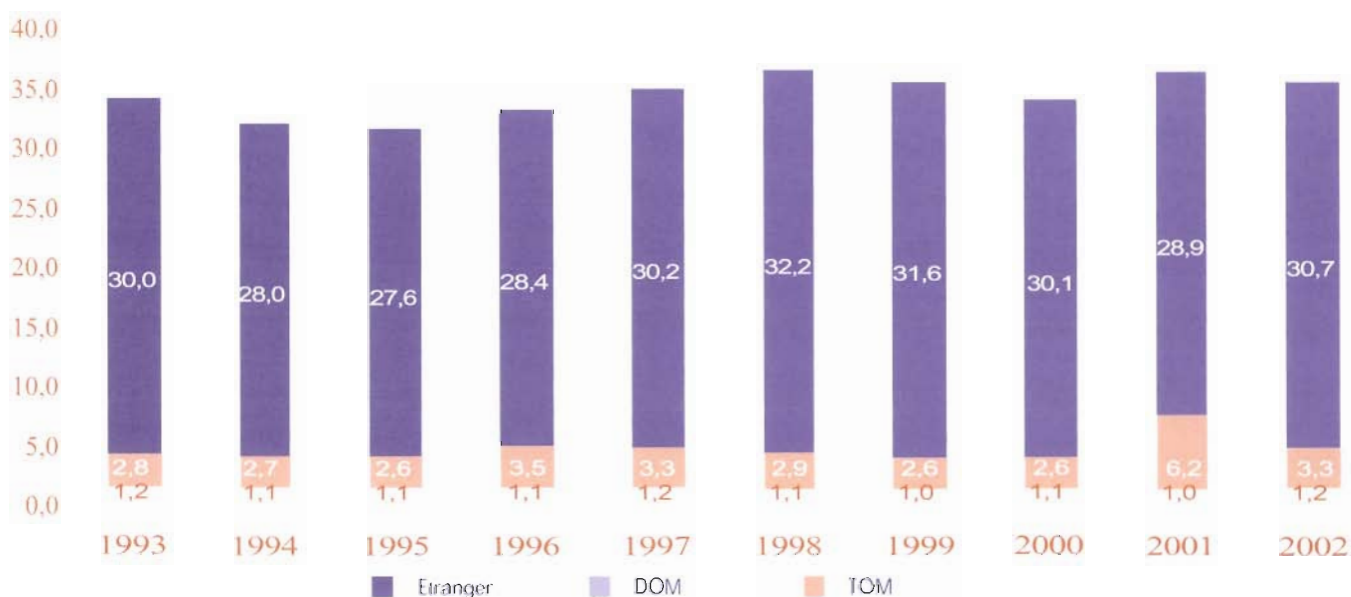
Dans ce chapitre, les indemnités d'expatriation sont subdivisées en 2 groupes :

- les indemnités d'éloignement (Dom-Tom) et les indemnités d'établissement (étranger) (2.5.2)
- les autres indemnités : à l'étranger (indemnité de résidence, supplément familial, majorations familiales) et dans les Dom-Tom (complément de traitement et indexation) (2.5.3)

EVOLUTION DES DÉPENSES DE 1993 À 2002 :

1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
33 939 390 €	31 744 705 €	31 336 806 €	32 961 027 €	34 658 990 €	36 219 991 €	35 177 479 €	33 815 192 €	36 075 143 €	35 192 960 €

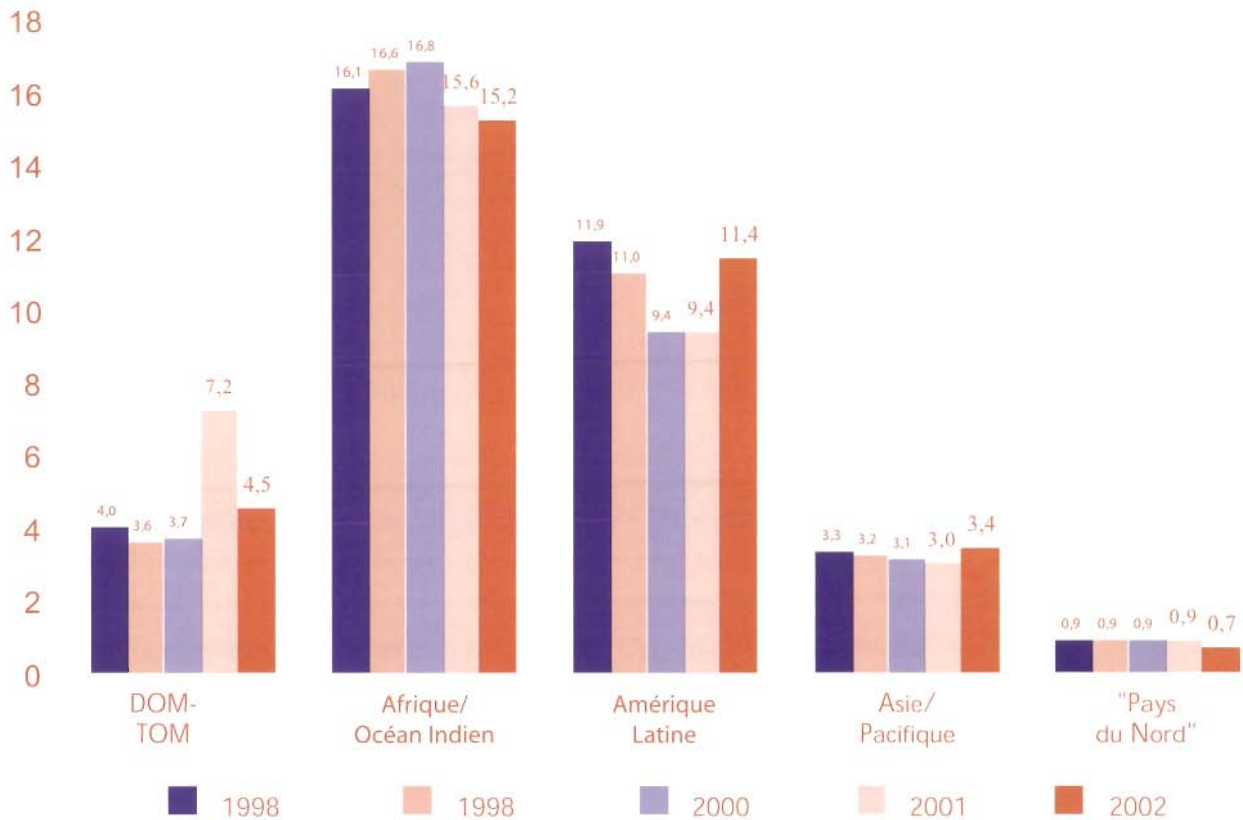
EVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES ENTRE DOM, TOM ET ÉTRANGER DE 1993 À 2002 (EN M€)



L'ÉVOLUTION DE 1998 À 2002 DES DÉPENSES D'EXPATRIATION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

année	DOM-TOM	Afrique/ Moyen Orient	Amérique Latine	Asie/ Pacifique	«Pays du Nord»	TOTAL
1998	4 008 262 €	16 088 665 €	11 914 471 €	3 289 831 €	918 761 €	36 219 991 €
1999	3 563 705 €	16 606 258 €	10 979 133 €	3 173 329 €	855 054 €	35 177 479 €
2000	3 679 951 €	16 762 419 €	9 394 907 €	3 121 981 €	855 933 €	33 815 192 €
2001	7 175 139 €	15 573 378 €	9 428 466 €	3 015 975 €	882 185 €	36 075 143 €
2002	4 481 621 €	15 242 647 €	11 402 378 €	3 397 000 €	669 314 €	35 192 960 €
variation en euros	-2 693 518 €	-330 731 €	1 973 912 €	381 025 €	-212 871 €	-882 183 €
variation en %	-37,5%	-2,1%	20,9%	12,6%	-24,1%	-2,4%

COMPARAISON DES DÉPENSES D'EXPATRIATION (EN M) PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE DE 1998 À 2002



2.5.2 LES INDEMNITÉS D'ÉLOIGNEMENT ET LES INDEMNITÉS D'ÉTABLISSEMENT

RÉPARTITION DES DÉPENSES LIÉES AUX INDEMNITÉS D'ÉLOIGNEMENT ET D'ÉTABLISSEMENT ET DE L'EFFECTIF AYANT PERÇU CES INDEMNITÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2002 PAR PAYS ET PAR CATÉGORIE

PAYS	DR		CR		Chercheurs		Ingénieurs		Techniciens et Administratifs		Accueils en expatriation		TOTAL	
	montant	eff	montant	eff	montant	eff	montant	eff	montant	eff	montant	eff	montant	eff
BURKINA FASO			7 046 €	3	7 046 €	3	4 032 €	1					11 078 €	4
CAMEROUN									6 216 €	2			6 216 €	2
COTE D'IVOIRE	3 127 €	1			3 127 €	1			6 758 €	2			9 885 €	3
EGYPTE			7 107 €	2	7 107 €	2							7 107 €	2
KENYA			5 273 €	1	5 273 €	1							5 273 €	1
MADAGASCAR			4 516 €	1	4 516 €	1	4 516 €	1					9 032 €	2
MAROC			4 889 €	3	4 889 €	3	3 268 €	1					8 157 €	4
SENEGAL	33 799 €	3	37 102 €	6	70 901 €	9	15 369 €	4	5 364 €	1	5 527 €	1	97 161 €	15
TUNISIE	4 068 €	2	2 231 €	1	6 299 €	3							6 299 €	3
AFRIQUE/OCEAN INDIEN	40 994 €	6	68 164 €	17	109 158 €	23	27 185 €	7	18 338 €	5	5 527 €	1	160 208 €	36
BOLIVIE			7 382 €	2	7 382 €	2	7 550 €	2					14 932 €	4
BRESIL	5 401 €	1	4 904 €	1	10 305 €	2	5 577 €	1			9 529 €	2	25 411 €	5
CHILI			8 371 €	2	8 371 €	2	5 127 €	2					13 498 €	4
COLOMBIE			5 757 €	1	5 757 €	1							5 757 €	1
EQUATEUR	4 644 €	1	9 269 €	2	13 913 €	3	5 937 €	1					19 850 €	4
MEXIQUE	6 814 €	1	11 618 €	2	18 432 €	3							18 432 €	3
AMERIQUE LATINE	16 859 €	3	47 301 €	10	64 160 €	13	24 191 €	6	0	0	9 529 €	2	97 880 €	21
INDE	5 336 €	1	5 336 €	1	10 672 €	2							10 672 €	2
INDONESIE											4 282 €	1	4 282 €	1
LAOS			5 006 €	1	5 006 €	1			1 497 €	1			6 503 €	2
THAILANDE			3 245 €	1	3 245 €	1							3 245 €	1
VIETNAM			3 798 €	1	3 798 €	1							3 798 €	1
ASIE/PACIFIQUE	5 336 €	1	17 385 €	4	22 721 €	5	0	0	1 497 €	1	4 282 €	1	28 500 €	7
GUYANE	30 334 €	1	91 655 €	6	121 989 €	7	29 132 €	2	52 385 €	4	45 267 €	2	248 773 €	15
MARTINIQUE	28 208 €	1			28 208 €	1							28 208 €	1
NOUVELLE CALEDONIE	184 471 €	8	333 670 €	15	518 141 €	23	75 921 €	4	22 882 €	2	43 885 €	2	660 829 €	31
REUNION			22 865 €	1	22 865 €	1							22 865 €	1
DOM-TOM	243 013 €	10	448 190 €	22	691 203 €	32	105 053 €	6	75 267 €	6	89 152 €	4	960 675 €	48
TOTAL	306 202 €	20	581 040 €	53	887 242 €	73	156 429 €	19	95 102 €	12	108 490 €	8	1 247 263 €	112

2.5.3 LES AUTRES INDEMNITÉS D'EXPATRIATION

Répartition des dépenses liées aux indemnités d'expatriation (hors indemnités d'éloignement et d'établissement) et de l'effectif ayant perçu ces indemnités au cours de l'année 2002 par pays et par catégorie

PAYS	DR		CR		Chercheurs		Ingénieurs		Techniciens et Administratifs		Accueils en Expatriation		TOTAL	
	montant	eff	montant	eff	montant	eff	montant	eff	montant	eff	montant	eff	montant	eff
AFRIQUE DU SUD	646 301 €	7	202 567 €	3	848 868 €	10	67 126 €	1			6 452 €	1	922 446 €	12
BENIN			65 520 €	3	65 520 €	3			138 476 €	3			203 996 €	6
BURKINA FASO	552 896 €	6	864 631 €	13	1 417 527 €	19	226 527 €	3	169 606 €	3	102 269 €	1	1 915 929 €	26
CAMEROUN	230 826 €	3	467 778 €	6	698 604 €	9			175 190 €	4			873 793 €	13
CONGO							77 798 €	1	27 215 €	1			105 013 €	2
COTE D'IVOIRE	180 528 €	3	552 677 €	9	733 205 €	12	1 258 €	1	214 179 €	4			948 642 €	17
EGYPTE	129 130 €	2	375 401 €	6	504 531 €	8							504 531 €	8
ETHIOPIE			82 237 €	1	82 237 €	1							82 237 €	1
GUINEE	126 299 €	2	221 264 €	2	347 563 €	4	222 154 €	3	278 544 €	4			848 261 €	11
ISRAEL											47 129 €	1	47 129 €	1
KENYA			442 074 €	5	442 074 €	5							442 074 €	5
LIBAN			97 910 €	1	97 910 €	1							97 910 €	1
MADAGASCAR	287 960 €	4	181 132 €	3	469 092 €	7	11 906 €	1	167 522 €	2	1 979 €	1	650 499 €	11
MALI	213 375 €	3	150 666 €	2	364 041 €	5	75 910 €	1	51 195 €	1			491 146 €	7
MAROC			215 114 €	5	215 114 €	5	54 518 €	1					269 632 €	6
NIGER	188 606 €	1	78 763 €	1	267 369 €	2	123 240 €	4			181 440 €	2	572 049 €	8
SENEGAL	1 233 296 €	16	2 440 524 €	37	3 673 820 €	53	1 123 755 €	18	288 877 €	5	73 830 €	1	5 160 281 €	77
SEYCHELLES	106 678 €	1	94 077 €	1	200 755 €	2			100 171 €	1			300 926 €	3
SYRIE	114 011 €	1			114 011 €	1							114 011 €	1
TUNISIE	313 589 €	6	176 086 €	4	489 675 €	10	42 259 €	1					531 934 €	11
AFRIQUE/OCEAN INDIEN	4 323 496 €	55	6 708 421 €	102	11 031 916 €	157	2 026 451 €	35	1 610 975 €	28	413 098 €	7	15 082 439 €	227
BOLIVIE	95 056 €	1	1 108 640 €	13	1 203 696 €	14	530 477 €	6	75 816 €	1			1 809 989 €	21
BRESIL	943 857 €	10	1 957 923 €	17	2 901 780 €	27	576 860 €	6			225 071 €	3	3 703 711 €	36
CHILI	158 108 €	2	301 105 €	6	459 213 €	8	158 047 €	2	69 279 €	2			686 539 €	12
COLOMBIE	102 302 €	1	40 541 €	1	142 843 €	2							142 843 €	2
COSTA-RICA	58 057 €	1	103 109 €	2	161 166 €	3	74 371 €	1					235 538 €	4
EQUATEUR	522 241 €	3	1 118 705 €	11	1 640 94 €	14	77 637 €	1	82 883 €	1	120 075 €	1	1 921 541 €	17
MEXIQUE	513 585 €	5	1 231 502 €	10	1 745 087 €	15	117 464 €	1			31 968 €	1	1 894 519 €	17
PARAGUAY			101 745 €	1	101 745 €	1							101 745 €	1
PEROU	367 916 €	2	324 284 €	3	692 200 €	5					115 874 €	1	808 074 €	6
AMERIQUE LATINE	2 761 122 €	25	6 287 554 €	64	9 048 677 €	89	1 534 856 €	17	227 978 €	4	492 988 €	6	11 304 498 €	116
CHINE			113 077 €	1	113 077 €	1							113 077 €	1
INDE	124 872 €	2	211 074 €	4	335 946 €	6							335 946 €	6
INDONESIE	140 626 €	1	261 464 €	3	402 090 €	4	76 274 €	1			26 216 €	1	504 580 €	6
LAOS	111 018 €	1	350 810 €	5	461 828 €	6	52 768 €	1	23 435 €	1			538 031 €	8
SRI LANKA			118 229 €	1	118 229 €	1							118 229 €	1
THAILANDE	404 726 €	4	571 177 €	5	975 903 €	9	304 051 €	4	90 261 €	1			1 370 215 €	14
VANUATU							34 885 €	1					34 885 €	1
VIETNAM	159 863 €	1	193 674 €	2	353 537 €	3							353 537 €	3
ASIE/PACIFIQUE	941 105 €	9	1 819 505 €	21	2 760 610 €	30	467 978 €	7	113 696 €	2	26 216 €	1	3 368 499 €	40
BELGIQUE			1 491 €	1	1 491 €	1							1 491 €	1
ETATS UNIS	133 256 €	1	352 493 €	6	485 749 €	7							485 749 €	7
GRANDE-BRETAGNE			2 193 €	1	2 193 €	1							2 193 €	1
SUEDE							60 621 €	1					60 621 €	1
SUISSE	119 261 €	2			119 261 €	2							119 261 €	2
PAYS DU NORD	252 517 €	3	356 176 €	8	608 693 €	11	60 621 €	1					669 314 €	12
GUADELOUPE									12 061 €	2			12 061 €	2
GUYANE	71 503 €	4	160 535 €	12	232 038 €	16	68 708 €	7	314 592 €	38	15 170 €	2	630 509 €	63
MARTINIQUE	39 841 €	2	22 706 €	2	62 547 €	4			71 028 €	9			133 575 €	13
NOUVELLE CALEDONIE	414 659 €	15	710 991 €	30	1 125 650 €	45	374 220 €	20	773 906 €	50	73 434 €	4	2 347 210 €	119
POLYNESIE FRANCAISE	37 464 €	2	28 607 €	1	66 071 €	3	28 253 €	1	149 148 €	9			243 472 €	13
REUNION			101 345 €	6	101 345 €	6	30 070 €	2	22 704 €	2			154 119 €	10
DOM-TOM	563 467 €	23	1 024 184 €	51	1 587 651 €	74	501 252 €	30	1 343 438 €	110	88 605 €	6	3 520 946 €	220
TOTAL	8 841 707 €	115	16 195 840 €	246	25 037 547 €	361	4 591 157 €	90	3 296 087 €	144	1 020 906 €	20	33 945 697 €	615

2.5.4 L'EVOLUTION DES BAREMES DE L'INDEMNITE DE RESIDENCE EN 2002

PAYS D'AFFECTATION	variation en %				cumul
	01-mars-2002	01-juin-2002	01-sept-2002	01-déc-2002	
Afrique du Sud	3,29	-1,19	-3,78	3,32	1,46
Bénin	1,91	1,57	1,51		5,07
Burkina-Faso	2,07	1,82	1,43		5,41
Cameroun	1,46	0,90	2,41	0,86	5,74
Centrafrique	0,78	0,10	1,04	-0,53	1,39
Congo	1,50	2,70	0,76	-0,79	4,20
Côte d'Ivoire	5,70		1,18		6,95
Egypte	1,65	0,11	-12,78	2,96	-8,62
Ethiopie	4,73	7,80	-7,92	4,58	8,72
Ghana	0,46	3,78	-4,28	2,85	2,64
Guinée	2,34	3,76	-4,24	8,65	10,48
Israël	4,97	5,82	-5,00	10,10	16,18
Kenya	1,93	5,31	-10,56	6,67	2,41
Liban	3,94	3,32	-7,82	4,56	3,51
Madagascar	15,20	7,41	0,17		23,95
Mali	0,37	-0,21	1,14		1,30
Maroc	2,23	6,15	-3,03		5,23
Niger	1,72	1,71	2,00		5,53
Sénégal	1,78	0,94	1,56		4,34
Seychelles	2,94	2,49	-12,21	14,78	6,31
Syrie	4,99	6,80	-8,32	7,60	10,61
Tunisie	0,46	3,54	-2,12	0,99	2,82
Afrique/Océan Indien	2,85	1,72	-0,62	1,45	5,42
Bolivie	3,21	6,05	-9,38	9,66	8,77
Brésil	2,36	3,74	-4,22	2,83	4,59
Chili	-1,75	2,56	-3,31	-2,75	-5,25
Colombie	-2,61	4,78	-8,52	2,25	-4,55
Costa-Rica	4,14	8,68	-7,32	6,30	11,50
Equateur	8,70	6,00	5,00	14,76	38,84
Mexique	3,84	5,94	-7,79	12,89	14,51
Paraguay	6,99	7,55	-9,40	1,44	5,75
Pérou	3,32	5,47	-8,70	5,91	5,37
Vénézuéla	7,76	3,89		12,83	26,32
Amerique Latine	3,53	5,06	-4,66	7,32	11,57
Australie	-3,66	-3,98		1,89	-5,75
Chine	1,36	4,35	-8,84	5,78	1,99
Inde	0,86	5,31		6,57	13,19
Indonésie	2,35	3,60	-4,10	2,73	4,46
Laos	2,41	3,87	-2,43	-5,64	-2,07
Philippines	-3,06	-1,53	-6,33	2,04	-8,76
Sri Lanka	0,46	5,68	-11,93	2,04	-4,59
Thaïlande	-0,62	-6,10	-0,59	1,23	-6,09
Vanuatu	0,46		-9,72	3,35	-6,27
Vietnam	6,35	7,44	-7,00	5,91	12,54
Asie/Pacifique	1,21	-0,17	-2,88	1,63	-0,32
Belgique	0,46	0,52		1,02	2,01
Canada	4,67	-7,18	4,70	1,28	3,02
Etats-Unis	7,83	-5,00	7,11	6,50	16,85
Grande-Bretagne	4,56	-5,00	3,19	-0,51	1,98
Italie	0,46	0,91		0,87	2,26
Suède	0,46	-6,56			-6,13
Suisse	4,32	-1,35		0,48	3,41
Pays du Nord	5,82	-4,45	4,60	3,72	9,87
TOTAL	2,98	2,41	-2,02	3,44	6,92

La pondération utilisée pour calculer les moyennes par zone géographique est le montant des dépenses d'expatriation par pays en 2001

- 3.1 UNE POLITIQUE AU SERVICE DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE RECHERCHE DES PAYS DU SUD. p 70
- 3.2 BILAN DES ACCUEILS PAR L'IRD/DSF AU 31 DÉCEMBRE 2002 p 71
- 3.3 DISTRIBUTION RÉGIONALE AU 31 DÉCEMBRE 2002 p 72

3.1 UNE POLITIQUE AU SERVICE DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE RECHERCHE DES PAYS DU SUD.

L'activité de l'IRD ne se limite pas à la recherche et elle s'organise autour de trois grandes missions : la recherche scientifique, l'expertise et la valorisation, et le renforcement des communautés scientifiques du Sud. C'est cette dernière mission qui fonde l'activité du département Soutien et formation des communautés scientifiques du Sud.

La politique de coopération scientifique de l'IRD est d'œuvrer au renforcement d'une communauté scientifique de qualité capable de contribuer à la formation des acteurs du développement, au transfert des savoirs scientifiques dans la société et notamment auprès des décideurs afin que ces derniers disposent des informations scientifiques et technologiques dont ils ont besoin pour fonder certaines de leurs décisions.

Pour tendre à l'objectif du renforcement des communautés scientifiques du Sud, l'IRD met en œuvre une politique de coopération scientifique centrée sur une approche collective de la recherche et sur le renforcement des compétences existantes.

Cette politique est le fruit d'une prise de conscience assez générale sur les facteurs qui contribuent au développement économique et social des pays en développement. Ce ne sont pas tant les connaissances qui porteront le pays vers un développement économique et social que des hommes bien formés à même de porter des projets.

Pour mener à bien cette politique, l'IRD s'est assigné des objectifs qui doivent guider son action de soutien et de formation : concevoir le soutien dans la perspective d'un renforcement de collectifs ou d'équipes, favoriser l'apprentissage du métier de chercheur plutôt que de se limiter à l'acquisition de connaissances, avoir une forte exigence de qualité.

Placer l'équipe au centre d'un dispositif ne veut pas dire pour autant soutenir exclusivement des équipes de recherche. Des mécanismes de soutien destinés à des individus existent aussi, mais leur logique d'attribution, aux côtés de la qualité scientifique du projet ou de la qualité du candidat, doit prendre en compte les potentialités de valorisation locale, au sein d'un groupe, de la formation dispensée. C'est dire qu'il ne s'agit plus de former des hommes au gré des demandes et des intérêts individuels, mais de s'assurer que ces formations individuelles satisfont un besoin plus collectif.

Ainsi, les différents mécanismes de soutien proposés par le département (soutien doctoral, soutien à un programme, soutien à une formation) doivent satisfaire des besoins précis et ciblés, tout en répondant à une finalité plus large: contribuer au renforcement de compétences collectives.

Est présenté dans les tableaux ci dessous le bilan de l'action du Département relatif au soutien individuel :

3.2 BILAN DES ACCUEILS PAR L'IRD/DSF AU 31 DÉCEMBRE 2002

PAYS	THESE	PSTDOC	FC*	ESCD**	TOTAL
AFRIQUE DU SUD	4		1		5
ALGERIE	3		1	3	7
ARGENTINE	5		1	2	8
BENIN	5			1	6
BOLIVIE	7		1		8
BRESIL	9		2	4	15
BURKINA FASO	10		7	11	28
CAMEROUN	8		4	19	31
CHILI	12				12
CHINE	2			1	3
COLOMBIE	10	1		3	14
CONGO	5	1		5	11
COTE D'IVOIRE	11		1	5	17
CUBA			1	2	3
EGYPTE				2	2
EQUATEUR	7		3	1	11
FIDJI					0
GABON	1				1
GUINEE			6	1	7
GUINEE BISSAU					0
HAITI	1				1
ILE MAURICE	1			1	2
INDE	1			4	5
INDONESIE	2		1		3
KENYA			1	1	2
LIBAN	3				3
MADAGASCAR	7		2		9
MALI	1				1
MAROC	7		2	5	14
MAURITANIE	1			1	2
MEXIQUE	2		1	3	6
NIGER	4		2	8	14
PALESTINE	1				1
PEROU	3		1	2	6
PHILIPPINES	1			1	2
RCA					0
RWANDA	1				1
SALVADOR					0
SENEGAL	32		3	7	42
SIERRA LEONE					0
SOUDAN					0
SRI-LANKA			1		1
SYRIE	1				1
TANZANIE	1		1		2
TCHAD					0
THAILANDE	2		2		4
TUNISIE	9				9
VENEZUELA			1		1
VIETNAM	1		1	2	4
TOTAL	177	2	46	95	320

*FC : Formation Continue

** ESCD : Echange Scientifique de Courte Durée

3.3 DISTRIBUTION RÉGIONALE AU 31 DÉCEMBRE 2002

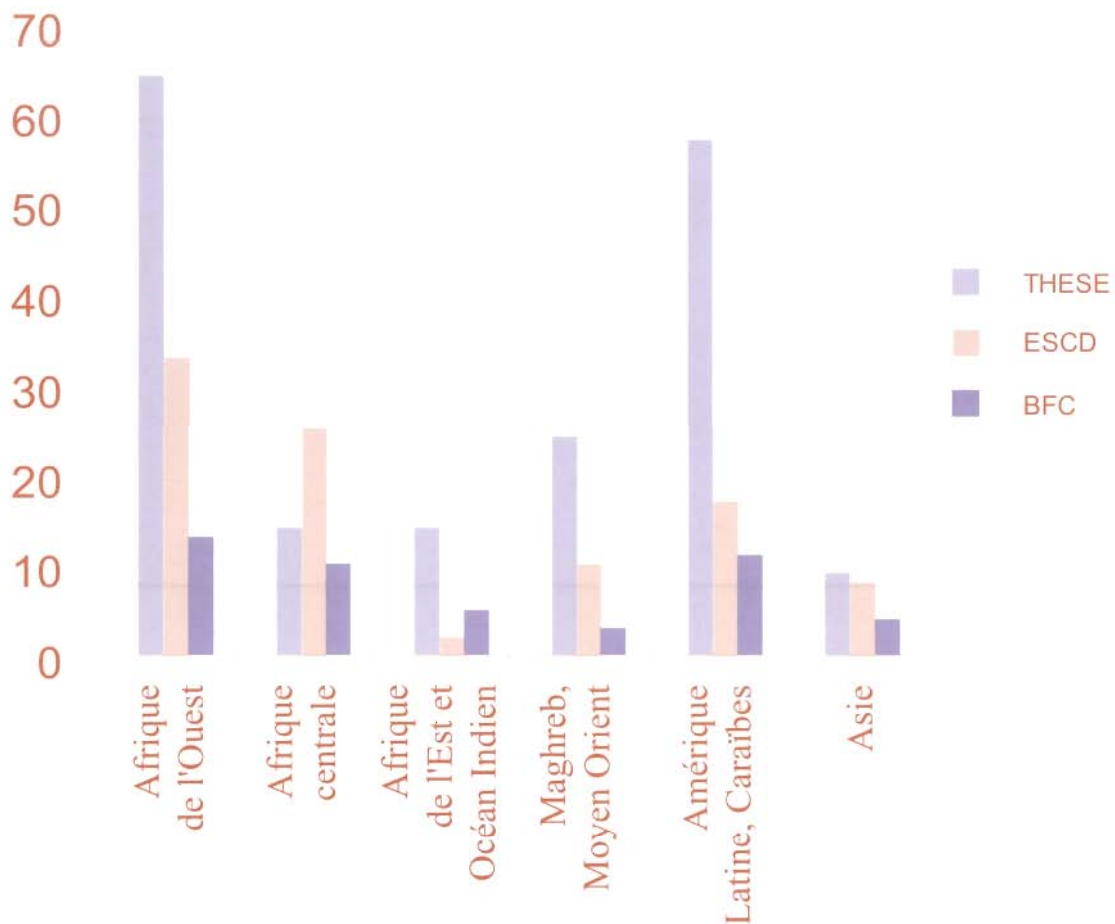
AFRIQUE DE L'OUEST PAYS	THESE	PSTDOC	FC	ESCD	total
TCHAD					0
SIERRA LEONE					0
SENEGAL	32		3	7	42
NIGER	4		2	8	14
MAURITANIE	1			1	2
MALI	1				1
COTE D'IVOIRE	11		1	5	17
BURKINA FASO	10		7	11	28
BENIN	5			1	6
	64	0	13	33	110
AFRIQUE CENTRALE					
RCA					0
GUINEE			6	1	7
GABON	1				1
CONGO	5	1		5	11
CAMEROUN	8		4	19	31
	14	1	10	25	50
AFRIQUE DE L'EST et OCEAN INDIEN					
TANZANIE	1		1		2
RWANDA	1				1
MADAGASCAR	7		2		9
KENYA			1	1	2
ILE MAURICE	1			1	2
AFRIQUE DU SUD	4		1		5
	14	0	5	2	21
MAGRHEB ET MOYEN ORIENT					
TUNISIE	9				9
SYRIE	1				1
SOUDAN					0
PALESTINE	1				1
MAROC	7		2	5	14
LIBAN	3				3
EGYPTE				2	2
ALGERIE	3		1	3	7
	24	0	3	10	37
AMERIQUE LATINE/CARAIBE					
VENEZUELA	1		1		2
SALVADOR					0
PEROU	3		1	2	6
MEXIQUE	2		1	3	6
HAITI	1				1
EQUATEUR	7		3	1	11
CUBA	0		1	2	3
COLOMBIE	10	1		3	14
CHILI	12				12
BRESIL	9		2	4	15
BOLIVIE	7		1		8
ARGENTINE	5		1	2	8
	57	1	11	17	86
ASIE					
VIETNAM	1		1	2	4
THAILANDE	2		2		4
PHILIPPINES	1			1	2
INDONESIE	2		1		3
INDE	1			4	5
FIDJI	0				0
CHINE	2			1	3
	9	0	4	8	21

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DISTRIBUTION RÉGIONALE

	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique de l'Est et Océan Indien	Maghreb, Moyen Orient	Amérique latine Caraïbe	Asie
THESE	64	14	14	24	57	9
ESCD	33	25	2	10	17	8
BFC	13	10	5	3	11	4
TOTAL	110	49	21	37	85	21

Excepté les post doctorants

RÉPARTITION DES SOUTIENS INDIVIDUELS EN 2002



4.1	L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ	p 76
4.1.1	DÉFINITION DE LA STRUCTURE	p 76
4.1.2	LOCALISATION ET POLITIQUE DE PRÉVENTION	p 76
4.1.3	ACTIVITÉS	p 76
4.1.4	LA FORMATION DES PERSONNELS EN MÉTROPOLÉ ET OUTRE-MER	p 76
4.1.5	LES RÉUNIONS STATUTAIRES	p 76
4.1.6	LES MISSIONS ET VISITES DES ÉTABLISSEMENTS DE L'IRD	p 77
4.2	LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	p 77
4.2.1	LE TAUX DE FRÉQUENCE	p 78
4.2.2	LE TAUX DE GRAVITÉ	p 78
4.3	LE TRAVAIL À TEMPS PARTIEL	p 78
4.4	LES CONGÉS DE MALADIE	p 79
4.5	LES CONGÉS DE MATERNITÉ	p 80
4.6	L'APPLICATION DE L'ARTT	p 80

4.1. L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ

4.1.1 DÉFINITION DE LA STRUCTURE

L'Inspection d'Hygiène et de Sécurité du Travail a été mise en place conformément aux décrets n° 82-453 du 28 mai 1982, n° 84-1029 du 23 novembre 1984 et 95-680 du 9 mai 1995, relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la Fonction Publique.

Relevant normalement du Directeur Général de l'IRD (Art.5 et suivants du décret n° 95-680 du 9 mai 1995), l'Inspecteur d'Hygiène et de Sécurité, nommé par arrêté du Ministère de la Coopération et du Ministère de la Recherche le 5 mars 1984 (J.O. du 21 mars 1984), exerce pour l'Institut les attributions prévues au deuxième alinéa de l'article 5 du décret n° 82-453. En application de ce texte, l'Instruction Générale pour l'Hygiène, la Sécurité et la Médecine de Prévention a été adoptée lors du Comité Technique Paritaire Central du 20 mai 1992 et réactualisée en 1997. L'Inspecteur d'Hygiène et de Sécurité est secondé d'un Assistant-Ingénieur et d'une Secrétaire à mi-temps.

Le Comité Central d'Hygiène et de Sécurité (CCHS) a été créé à l'IRD par un arrêté datant du 7 décembre 1993 et est en cours de restructuration.

Au cours de l'année 2002, le Comité Central d'Hygiène et de Sécurité ne s'est pas réuni.

4.1.2 LOCALISATION ET POLITIQUE DE PRÉVENTION

De par sa nature, ce programme n'a pas de localisation propre, la prévention des risques professionnels s'exerçant dans la totalité des centres, missions et antennes.

4.1.3 ACTIVITÉS

Le Bureau Central d'Hygiène et de Sécurité du Travail est affecté au Siège de l'IRD.

D'une manière globale, la protection des personnels et les mesures préventives en milieu du travail consistent essentiellement à veiller à :

- la sécurité et la santé du personnel placé sous la responsabilité de l'IRD
- la sécurité du personnel des entreprises extérieures, du public admis dans les centres et missions.
- la préservation de l'outil de travail et la sécurité des biens propres
- la protection de l'environnement

Cette politique de Prévention des Risques Professionnels se développe suivant quatre axes principaux, adaptés à la spécificité de l'Institut.

4.1.4 LA FORMATION DES PERSONNELS EN MÉTROPOLE ET OUTRE-MER (EXPATRIÉS ET LOCAUX)

La formation des personnels en milieu de travail a pour finalité l'évaluation et la prise en compte du risque potentiel découlant de toute activité professionnelle :

- risques généraux : incendie, électricité, conduite automobile...
- risques spécifiques : biologiques, chimiques, bactériologiques...
- risques liés aux contraintes climatiques et géographiques (altitude...)

4.1.5 LES RÉUNIONS STATUTAIRES

- réunion du Comité Central d'Hygiène et de Sécurité du travail au Siège (2 par an);
- réunion des Comités locaux dans les Centres IRD (Métropole et Outre-Mer);
- réunion des Comités Techniques Paritaires locaux;
- participations à diverses rencontres avec les structures analogues des autres EPST (CNRS, INRA, INSERM, Universités...).

4.1.6 LES MISSIONS ET VISITES DES ÉTABLISSEMENTS DE L'IRD

Des visites des centres IRD métropolitains et extra-métropolitains sont indispensables et ont pour but :

- l'information et la sensibilisation du personnel expatrié et de recrutement local aux questions afférentes à la Prévention des Risques Professionnels,
- la possibilité, pour l'Inspecteur d'Hygiène et de Sécurité, accompagné du représentant de l'IRD sur place et de l'animateur de sécurité, de visiter les locaux et les laboratoires et de proposer sur place les mesures préventives aux situations de travail rencontrées,
- la rédaction de rapports de missions destinés à la Direction Générale conformément à l'obligation d'information de l'inspecteur.

4.2 LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

22 accidents ont été dénombrés. Parmi les personnels fonctionnaires 18 accidents ont été déclarés, 17 ont été reconnus, 1 est resté en suspens faute de précisions. 4 accidents ont concerné les personnels non titulaires et ont été reconnus par la Sécurité Sociale.

CATEGORIES	Types d'accidents			Localisation		Avec arrêt	Sans arrêt	Journées perdues
	trajet	travail	mission	outre-mer	métropole			
Chercheurs	1	3	1	1	4	1	4	110
ITA *	4	7		2	9	7	4	127
Non-Fonctionnaires	1	1		1	1	1	1	97
TOTAL	6	11	1	4	14	9	9	334

* Dont 1 marin

Nombre d'accidents en fonction de la catégorie



4.2.1 LE TAUX DE FRÉQUENCE (PERSONNEL PERMANENT)

	Accidents avec arrêt de travail A	Effectifs permanents au 31/12 E	Heures travaillées durant l'année H	Taux de fréquence TF (A/H)*1 000 000
1999	13	1 528	2 713 728	4,790
2000	13	1 524	2 694 432	4,825
2001	10	1 524	2 682 240	3,73
2002	13	1 554	2 680 650	4,849

Le taux de fréquence correspond au nombre d'accidents avec arrêts de travail par million d'heures de travail.

*nombre d'heures travaillées : 1 725 heures en 2002

4.2.2 LE TAUX DE GRAVITE (PERSONNEL PERMANENT)

	Journées de travail perdus J	Effectifs permanents au 31/12 E	Nombre de jours de travail sur l'année H	Taux de gravité TG (J/H)*1 000
1999	143	1 528	336 820	0,43
2000	286	1 524	339 216	0,843
2001	601	1 524	335 280	1,792
2002	237	1 554	349 650	0,678

Le taux de gravité correspond au nombre de journées perdues (suite à un accident du travail) pour mille journées de travail.

4.3 LE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Au 31 Décembre 2002, 79 agents occupent un poste à temps partiel, ce qui représente 5 % de l'effectif titulaire. Parmi ces 79 agents, seuls 7 sont de sexe masculin.

CORPS	taux d'activité						TOTAL
	CPA*	50 %	60 %	70 %	80 %	90 %	
DR					1		1
CR	1	1		1	10		13
Chercheurs	1	1	0	1	11	0	14
IR					3		3
IE	1		1		17		19
AI		1			7		8
Ingénieurs	1	1	1	0	27	0	30
TER	1	1		1	22	3	27
AJT			1		5	1	7
AGT					1		1
Techniciens	1	1	1	1	28	4	35
TOTAL	3	3	2	2	66	4	79

* CPA : Cessation Progressive d'Activité

4.4 LES CONGÉS DE MALADIE

CONGE DE MALADIE ORDINAIRE TYPE DE PERSONNEL	Nombre de congés			Nombre d'agents*			Nombre de jours		
	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL
CHERCHEUR	48	17	65	31	7	38	857	217	1 074
INGENIEUR	38	61	99	25	39	64	726	535	1 261
TECHNICIEN	107	166	273	56	88	144	1 203	1 514	2 717
ADMINISTRATIF	2	60	62	2	36	38	13	594	607
MARIN	3	1	4	3	1	4	496	112	608
CDD	2	13	15	2	11	13	15	118	133
VACATAIRE	0	5	5	0	4	4	0	14	14
VOLONTAIRE CIVIL	0	1	1	0	1	1	0	4	4
CEC	1	4	5	1	1	2	246	40	286
TOTAL	201	328	529	120	188	308	3556	3148	6 704

CONGE LONGUE MALADIE TYPE DE PERSONNEL	Nombre de congés			Nombre d'agents*			Nombre de jours		
	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL
CHERCHEUR	2	0	2	2	0	2	297	0	297
INGENIEUR	2	1	3	2	1	3	419	153	572
TECHNICIEN	8	6	14	8	5	13	1 319	458	1 777
ADMINISTRATIF	0	1	1	0	1	1	0	31	31
TOTAL	12	8	20	12	7	19	2035	642	2 677

CONGE LONGUE DUREE TYPE DE PERSONNEL	Nombre de congés			Nombre d'agents*			Nombre de jours		
	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL
CHERCHEUR	1	0	1	1	0	1	60	0	60
INGENIEUR	2	0	2	2	0	2	639	0	639
TECHNICIEN	4	1	5	4	1	5	912	48	960
TOTAL	7	1	8	7	1	8	1611	48	1 659

* Certains agents ont eu plusieurs types de congés maladie au cours de l'année 2002 ce qui explique que le nombre de congés soit supérieur au nombre d'agents.
Les agents ayant bénéficié d'un détachement inter-corps en 2002 peuvent être comptabilisés dans deux catégories différentes.

4.5 LES CONGÉS DE MATERNITÉ

Les tableaux ci-dessous recensent les congés de maternité du personnel titulaire en 2002.

CONGE PATHOLOGIQUE AVANT ACCOUCHEMENT		
TYPE DE PERSONNEL	Nombre d'agents	Nombre de jours
CHERCHEUR	1	6
INGENIEUR	5	47
TECHNICIEN	7	95
ADMINISTRATIF	1	62
CEC	1	14
TOTAL	15	224

CONGE PATHOLOGIQUE APRES NAISSANCE		
TYPE DE PERSONNEL	Nombre d'agents	Nombre de jours
CHERCHEUR	2	15
INGENIEUR	3	100
TECHNICIEN	6	109
ADMINISTRATIF	3	37
TOTAL	14	261

CONGE MATERNITE		
TYPE DE PERSONNEL	Nombre d'agents	Nombre de jours
CHERCHEUR	9	697
INGENIEUR	7	710
TECHNICIEN	9	953
ADMINISTRATIF	1	80
CEC	1	147
TOTAL	27	2587

CONGE D'ADOPTION		
TYPE DE PERSONNEL	Nombre d'agents	Nombre de jours
INGENIEUR	1	4
TOTAL	1	4

4.6 L'APPLICATION DE L'ARTT

A compter du 1^{er} janvier 2002, la durée annuelle du travail effectif des agents de l'IRD est fixée à 1600 heures. Le travail est organisé sur un cycle hebdomadaire de 5 jours. Toutefois, ce cycle peut être inférieur à 5 jours dès lors que les agents en sont en service à temps partiel pour une durée hebdomadaire de travail inférieure ou égale à 80%.

Les agents peuvent choisir entre deux options de réduction du temps de travail :

- 36h11 et 32 jours de congés annuels
- 38h30 et 32 jours de congés annuels, ainsi que 13 jours dits RTT. Ces jours RTT sont répartis selon les modalités suivantes : 50% des jours RTT sont utilisés dans les conditions similaires à celles employées pour la prise des congés annuels, le reste de ces jours étant pris selon les modalités définies au niveau du centre (jours de fermeture obligatoires,...) et au sein de chaque structure après avis du conseil de service.

Les directeurs d'unités dont les implantations sont situées à l'intérieur d'un centre IRD peuvent par ailleurs déléguer la mise en place et la gestion de l'ARTT au directeur de celui-ci par l'édition d'un règlement intérieur précisant notamment : le cycle de travail, la durée de travail hebdomadaire, les horaires de travail, le nombre de jours RTT et leurs modalités d'applications.

Actuellement 90% des agents ont opté pour la seconde option et prennent leurs jours RTT de préférence cumulés à des jours de congés annuels.

Enfin, la mise en place prochaine du compte épargne temps a été prévue sous réserve de la publication de l'arrêté y afférent au Journal Officiel.

5.1	LES DÉPENSES DE COUVERTURE SOCIALE	p 82
5.1.1	LES COTISATIONS SOCIALES DES VOLONTAIRES CIVILS ETRANGERS (VCE) ET DES VOLONTAIRES CIVILS A L'AIDÉ TECHNIQUE (VCAT)	p 82
5.1.2	LES FRAIS MÉDICAUX	p 82
5.1.3	LES FRAIS MÉDICAUX DES PERSONNELS LOCAUX	p 82
5.2	LES PRESTATIONS SOCIALES	p 83
5.2.1	LA SUBVENTION AOS	p 83
5.2.2	LES AIDES ET SECOURS	p 83
5.2.3	L'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES FAMILLES	p 83
5.2.4	AIDES À L'INSTALLATION DES PERSONNELS	p 83
5.2.5	LES CHÈQUES VACANCES	p 83
5.2.6	LA RESTAURATION	p 84
5.3	L'ASSOCIATION DES ŒUVRES SOCIALES (AOS) DE L'IRD	p 85
5.3.1	PRÉSENTATION GÉNÉRALE	p 85
5.3.2	LES ACTIVITÉS	p 85
5.3.2.1	AIDES ET SECOURS	p 85
5.3.2.2	PRESTATIONS SOCIALES "EVENEMENTS FAMILIAUX"	p 86
5.3.2.3	RENTREE SCOLAIRE	p 86
5.3.2.4	AIDE AUX VACANCES	p 87
5.3.3	SECTIONS LOCALES	p 88
5.3.4	PRIX CHRISTIANE DORÉ	p 88
5.3.5	SOUTIEN HUMANITAIRE	p 88
5.3.6	REPARTITION GLOBALE DU BUDGET DE L'AOS	p 88
5.4	LES PENSIONS	p 89
5.4.1	LA VALIDATION DES SERVICES CONTRACTUELS	p 89
5.4.2	RÉPARTITION DES DOSSIERS DE RETRAITE TRAITÉS SELON L'ÂGE DES BÉNÉFICIAIRES	p 89
5.4.3	ETAT D'AVANCEMENT DES DOSSIERS DE VALIDATION DES SERVICES DE NON-TITULAIRE	p 89

5.1 LES DEPENSES DE COUVERTURE SOCIALE

5.1.1 LES COTISATIONS SOCIALES DES VOLONTAIRES CIVILS ETRANGERS (VCE) ET DES VOLONTAIRES CIVILS A L'AIDE TECHNIQUE (VCAT)

L'institut a recruté 17 VCE pour des contrats dont la durée s'échelonne de 12 à 24 mois. Le montant des assurances (sécurité sociale, mutuelle, prévoyance et rapatriement sanitaire) s'élève à 23 250 €.

9 VCAT ont été recrutés, leurs cotisations couvrant la mutuelle et l'assurance rapatriement sanitaire s'élèvent à 4 552 €.

5.1.2 LES FRAIS MÉDICAUX

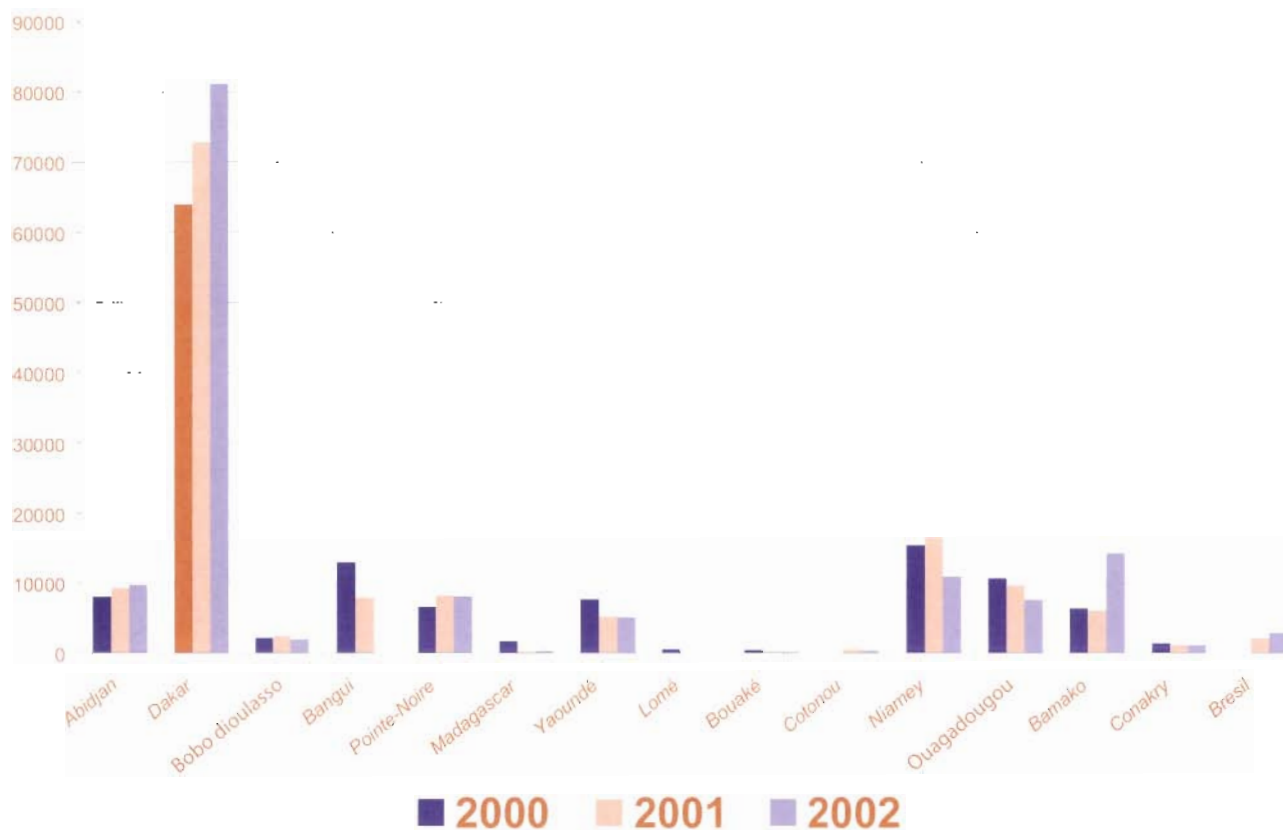
Au cours de l'année 2002, 34 917 € ont été dépensés en frais médicaux. Cette somme représente les visites médicales d'embauche et de surveillance médicale lorsqu'elles ne sont pas effectuées par le médecin de prévention, les visites ou examens complémentaires à l'initiative du médecin de prévention, certains vaccins.

Sont également compris les frais médicaux consécutifs aux accidents reconnus imputables au service.

5.1.3 LES FRAIS MÉDICAUX DES PERSONNELS LOCAUX

Le montant des frais médicaux des personnels locaux s'élève à 143 519 €, montant stable par rapport à 2001 (143 213 €).

RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DE L'ENVELOPPE FRAIS MÉDICAUX DES PERSONNELS LOCAUX



5.2 LES PRESTATIONS SOCIALES

5.2.1 LA SUBVENTION DE L'AOS

Le montant de la subvention attribuée à l'AOS est demeuré au même niveau que les années précédentes soit 274 408 €.

5.2.2 LES AIDES ET SECOURS

Cette enveloppe est utilisée lorsqu'une aide sort du cadre d'intervention de l'AOS.

En 2002, elle représente 10 786 € qui ont financé l'association Songtaaba, l'Association Travail et Handicap dans la Recherche Publique et les gerbes de fleurs envoyées par l'Institut à l'occasion de décès.

5.2.3 L'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES FAMILLES

L'IRD a versé 161 subventions pour un montant total de 14 889 € au bénéfice de 58 agents, soit une nette progression (en 2001 : 10 755 €, 131 dossiers pour 50 agents).

Ce montant représente la participation à 868 jours de centre de loisirs sans hébergement, 668 jours de crèche, 61 séjours en centre de loisirs avec hébergement de 3 à 21 jours, 11 séjours organisés dans le cadre éducatif.

5.2.4 AIDES À L'INSTALLATION DES PERSONNELS

Un seul dossier a été déposé et validé par la Fonction Publique pour un montant de 673 €.

5.2.5 LES CHÈQUES VACANCES

66 agents ont constitué un dossier chèques-vacances. Le montant total de leur épargne s'est élevé à 48 352 €. L'Institut a versé une bonification de 25 % soit 12 088 €.

A la part patronale s'ajoutent des frais de gestion versés à la MGEN et à l'Association Nationale des chèques-vacances pour un montant total de 1 610,24 €, si bien que la dépense totale s'élève à 13 698,24 €.

Le nombre d'épargnants a augmenté de 50 à 66, cependant le montant moyen épargné par chaque agent a sensiblement baissé : 753 € en 2001, 732 € en 2002.

5.2.6 LA RESTAURATION

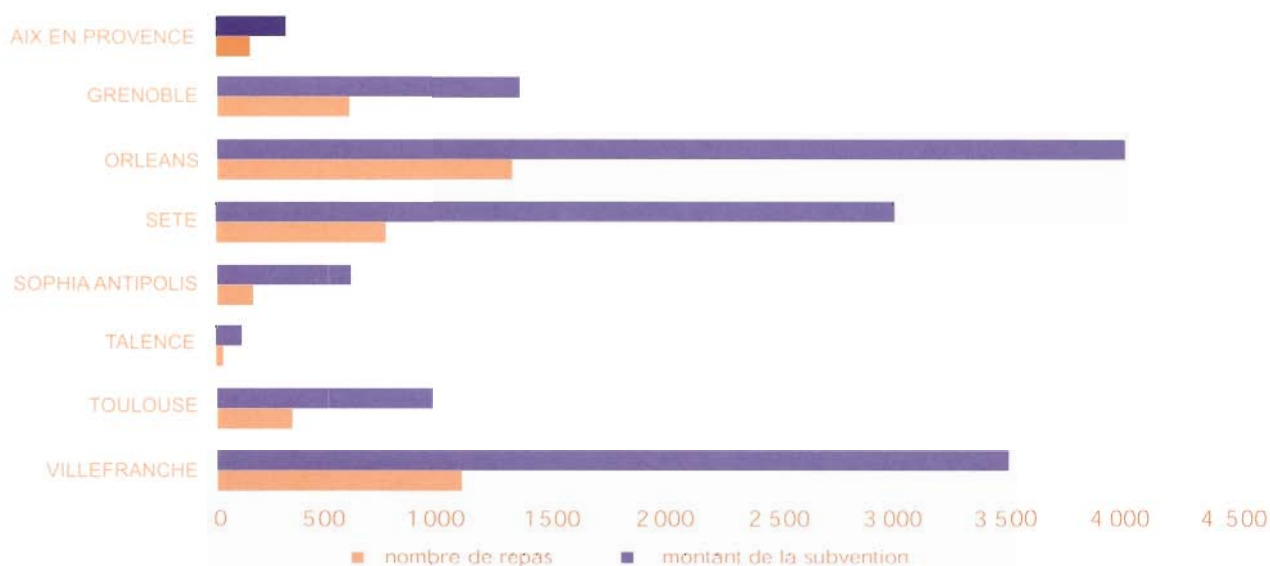
Les subventions de restauration s'élèvent à 328 571 Euros.

Elles ont porté sur 110 842 repas (hors restauration de Dakar), soit une subvention moyenne de 2,89 Euros par repas et par agent.

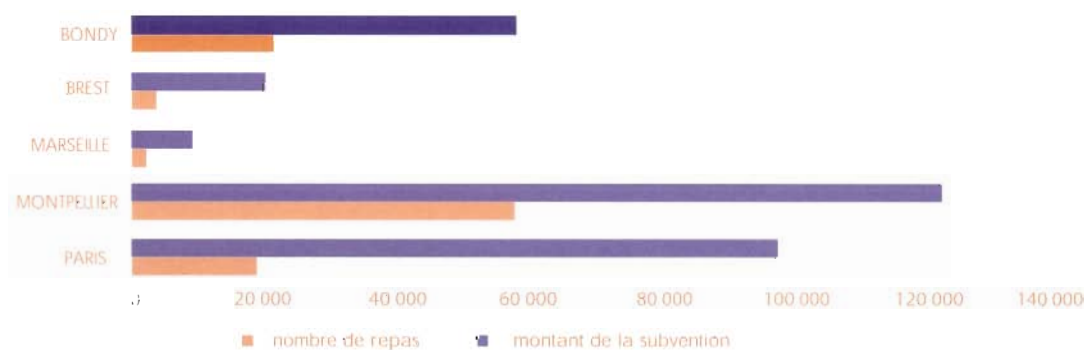
19 lieux de restauration accueillent les personnels, deux restaurants ont fermé en décembre 2001 et deux conventions ont été signées cette année.

Les graphiques ci-dessous représentent le rapport entre le nombre de repas et le montant de la subvention des différents sites de restauration où a été accueilli le personnel de l'IRD en 2002.

SITES DE RESTAURATION LES MOINS FRÉQUENTÉS



SITES DE RESTAURATION LES PLUS FRÉQUENTÉS



5.3 L'ASSOCIATION DES ŒUVRES SOCIALES (AOS) DE L'IRD

5.3.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE

L'Association des Oeuvres Sociales de l'I.R.D., régie par la loi de 1901, ressemble dans son action à un Comité d'Entreprise du secteur privé.

Elle est gérée par un Conseil d'Administration composé de 12 membres dont 6 membres élus par le personnel adhérent et 6 membres nommés par le Directeur Général. Le Conseil d'Administration élit en son sein un Bureau composé de 4 membres (2 élus et 2 nommés) et comprenant : un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Le financement de l'AOS est assuré :

- par la Direction Générale de l'IRD sous la forme d'une subvention annuelle (274 408 Euros (1,8 MF),
- par les cotisations des adhérents (1 082 adhérents, soit 8 247 Euros (54 100 F)).

Conformément aux statuts, l'Association a pour objet :

- de fournir, au nom de l'IRD, des prestations sociales, au bénéfice des agents de l'Institut et de leurs ayant-droits (conjoint-enfants),
- d'étudier et d'organiser les moyens à mettre en œuvre pour favoriser la création et la réalisation de prestations sociales et de projets à caractère culturel et sportif en faveur des membres et de leurs familles.

Les projets à caractère culturel et sportif relèvent des sections locales de l'AOS.

5.3.2 LES ACTIVITÉS

L'action de l'AOS, qui peut s'apparenter à celle d'un comité d'entreprise, est fortement encadrée par la législation. En effet, chaque versement d'argent peut, s'il n'est pas rigoureusement défini, être assimilé à un avantage en nature.

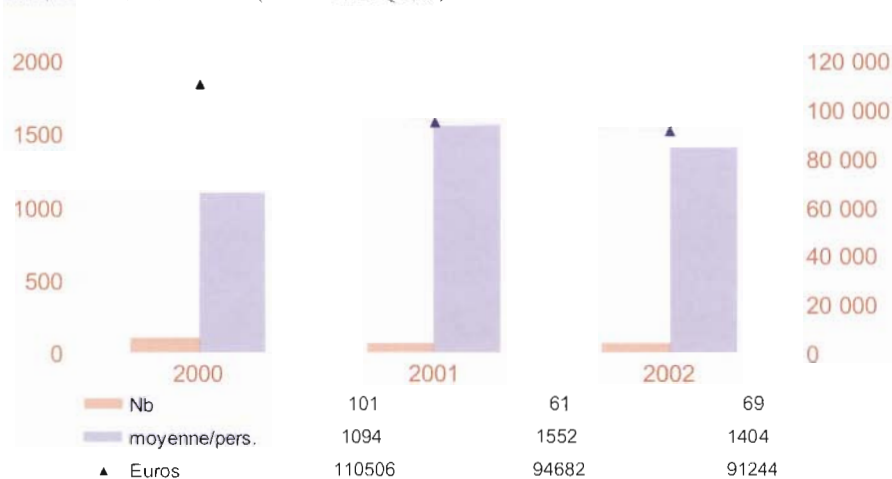
Nous nous sommes attachés, sur ces trois ans, à redistribuer la somme qui nous était confiée par le plus grand nombre d'entre nous : la modification du calcul de la participation de l'AOS aux vacances (famille, enfant) nous a permis d'élargir notre action en faveur de tous.

5.3.2.1 AIDES ET SECOURS

Lors de situations sociales très difficiles, l'AOS consent des aides et des secours, sur avis du Comité des prêts et des aides, et après avis technique de l'assistante sociale.

2002	Nombre de dossiers	En Euros
Prêts AOS sans intérêt	25	32 921
Secours	19	11 305
Aides au logement	8	11 918
Avances (chômage, bourse, ...)	5	3 626
Prêts avec intérêts	8	31 473
Aides Obsèques	4	4 574
Total prêts, secours	69	95 817

PRÊT, SECOURS 2000-2002 (HORS OBSÈQUES)



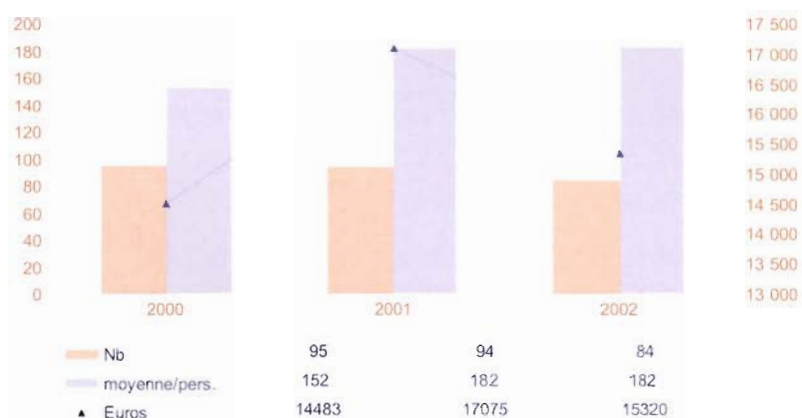
Si le nombre de demandes de prêts et secours a sensiblement baissé, individuellement, les montants moyens accordés ont augmenté. L'ensemble de ces aides, en nombre et en volume, semble se stabiliser

5.3.2.2 PRESTATIONS SOCIALES "ÉVÈNEMENT FAMILIAUX"

L'association intervient à l'occasion de différents événements familiaux. Ces prestations sont versées sur justificatif et sous forme de bons d'achat.

2002	Nombre de dossiers	En Euros
Mariages	12	1 320
Naissances	34	3 740
Gardes enfants (Prime unique)	19	8 170
Retraites	19	2 090
Total Événements	84	15 320

ÉVÈNEMENT 2000-2002



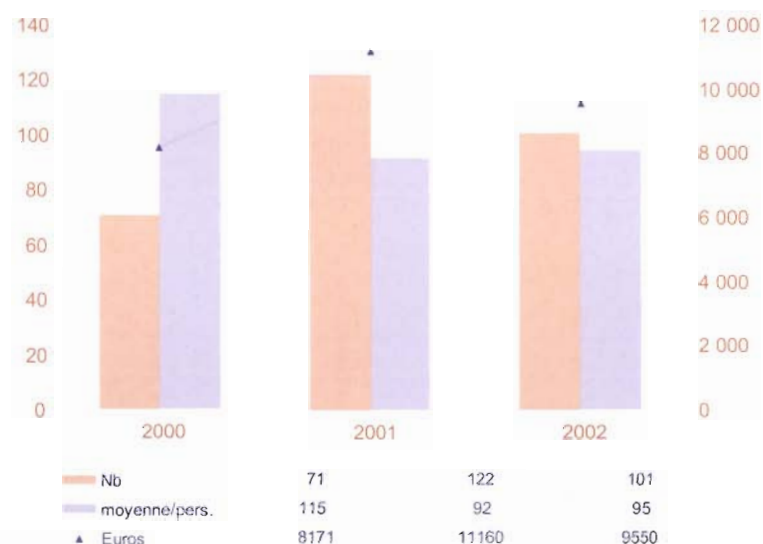
Liée uniquement aux événements familiaux, cette rubrique suit l'évolution de notre société: le nombre de mariages et naissances n'évolue guère. Par contre, nos futurs retraités n'étant plus adhérents, ils ne perçoivent pas cette contribution.

5.3.2.3 RENTRÉE SCOLAIRE

Des bons d'achat sont proposés dans le cadre de la rentrée scolaire, à partir de l'entrée dans le secondaire (6ème) et jusqu'aux 19 ans de l'enfant à charge. Cette contribution est limitée aux familles dont le Quotient familial est inférieur à 9 147 euros.

2002	Nombre de dossiers	En Euros
Fin d'études	11	1 210
Lycée	38	4 180
Collège	52	4 160
Total Scolarité	101	9 550

SCOLARITÉ 2000-2002



Élargie à toutes les années de la scolarité secondaire et supérieure, cette rubrique aurait dû connaître une évolution plus continue. La limitation de cette participation par le quotient familial est peut-être la raison du fléchissement apparu en 2002.

5.3.2.4 AIDE AUX VACANCES

Sur justificatif et en fonction d'un quotient familial, l'association participe aux vacances de ses adhérents.

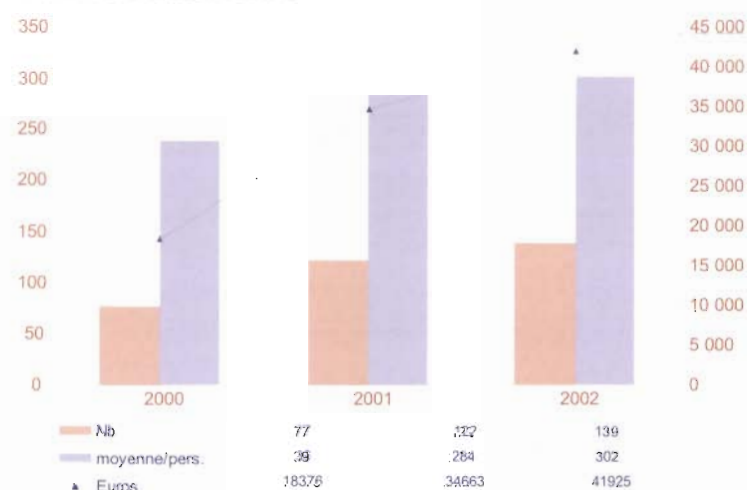
Les **vacances "Familles"**, sont prises en compte pour tout séjour en collectivité, lors de :

- Séjours dans tous les Etablissements de tourisme social gérés sans but lucratif,
- Séjours en maisons familiales de vacances, y compris les gîtes ruraux,
- Séjours en camping municipal.

sur la base du seul tarif location et dans la limite de 30 jours par an et par famille.

2002	Nombre de dossiers	En Euros
VVF	58	22 148
Autres organismes	54	14 419
Gîtes	27	5 358
Total vacances Familles	139	41 925

VACANCES FAMILLES 2000-2002



Suite au réajustement du mode de calcul de la participation de l'association aux vacances de ses adhérents, l'aide aux vacances est le poste budgétaire qui a connu la plus forte évolution sur ces trois dernières années.

Cette progression est significative tant par le nombre de dossiers traités que par le montant des coûts moyens. Cela a conduit à une augmentation de nos dépenses de près de 130 %.

Les **vacances "Enfants"** sont prises en compte pour tout séjour en collectivité (colonie de vacances, classe de nature, centre aéré...).

2002	Nombre de dossiers	En Euros
Colonies de vacances	98	20 072
Stages linguistiques	17	4 103
Centres de loisirs/séjours éducatifs	52	3 271
BAFA*	2	160
Total Vacances Enfants	169	27 606

* Pour les plus grands, une participation lors de la formation aux fonctions d'animateurs est également proposée.

VACANCES ENFANTS 2000-2002



On retrouve une progression similaire à celle de la contribution précédente, le mode de calcul étant le même.

5.3.3 SECTIONS LOCALES

Il faut noter que, contrairement aux actions que peut mener l'AOS dans le cadre légal français, la majeure partie des activités des sections locales concerne des actions auxquelles peut participer l'ensemble du personnel, expatrié ou non.

Budget des sections locales en fonction de leur demande de subvention : 68 221 €

5.3.4 PRIX CHRISTIANE DORÉ

Le Prix Christiane Doré pour l'année 2002 a été décerné, par un jury composé de représentants des Commissions scientifiques et de l'administration, à Nora Scarcelli pour son "Etude des relations entre les ignames cultivés et les formes sauvages apparentées (*Dioscorea* sp.) au Bénin : impact de la domestication sur la diversité des plantes cultivées" réalisée au cours de son DEA.

Montant du prix 2002 : 1 830 €.

5.3.5 SOUTIEN HUMANITAIRE

Les adhérents de l'Association peuvent être amenés, par leur travail sur un terrain particulièrement défavorisé, à rencontrer des situations de détresse qu'une action ponctuelle peut contribuer à améliorer. L'Association des Œuvres Sociales de l'IRD a souhaité apporter de nouveau son soutien à des actions humanitaires, en accord avec les représentants de l'IRD à l'étranger.

En 2002, l'association a soutenu un Jardin d'enfants pour les familles à faibles ressources du village de Xico, dans l'Etat de Vera-Cruz au Mexique. L'appui ponctuel de l'AOS servira à financer du matériel pédagogique (livres, tabliers, papeterie, jeux éducatifs) et un complément de formation pour trois éducatrices.

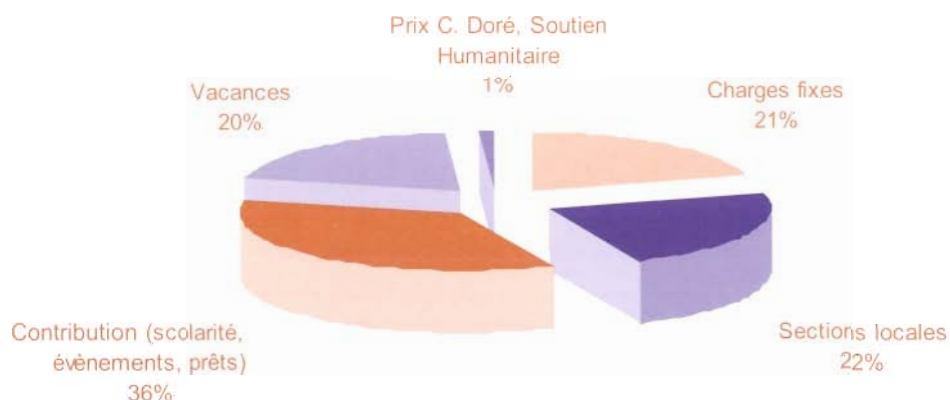
Nous nous sommes attachés à sélectionner les projets en fonction de leur faisabilité, du degré de participation de l'enveloppe budgétaire à l'opération humanitaire (projets autonomes/œuvres co-financées) et du niveau d'implication de l'adhérent-tuteur de l'opération.

Montant du soutien humanitaire 2002 : 1 550 €.

5.3.6 REPARTITION GLOBALE DU BUDGET DE L'AOS

Nous avons favorisé, chaque fois que nous le pouvions, la redistribution des sommes au plus grand nombre de nos adhérents. La part dévolue aux sections locales devrait, à l'avenir, prendre plus d'importance mais les changements d'affectation influent fortement sur les petites équipes de bénévoles qui prennent en charge ces actions culturelles et sportives.

2002	Euros
Charges fixes	71 780
Sections locales	77 005
Contribution (scolarité, événements, prêts)	120 688
Vacances	69 531
Prix C. Doré, Soutien Humanitaire	3 380



5.4 LES PENSIONS

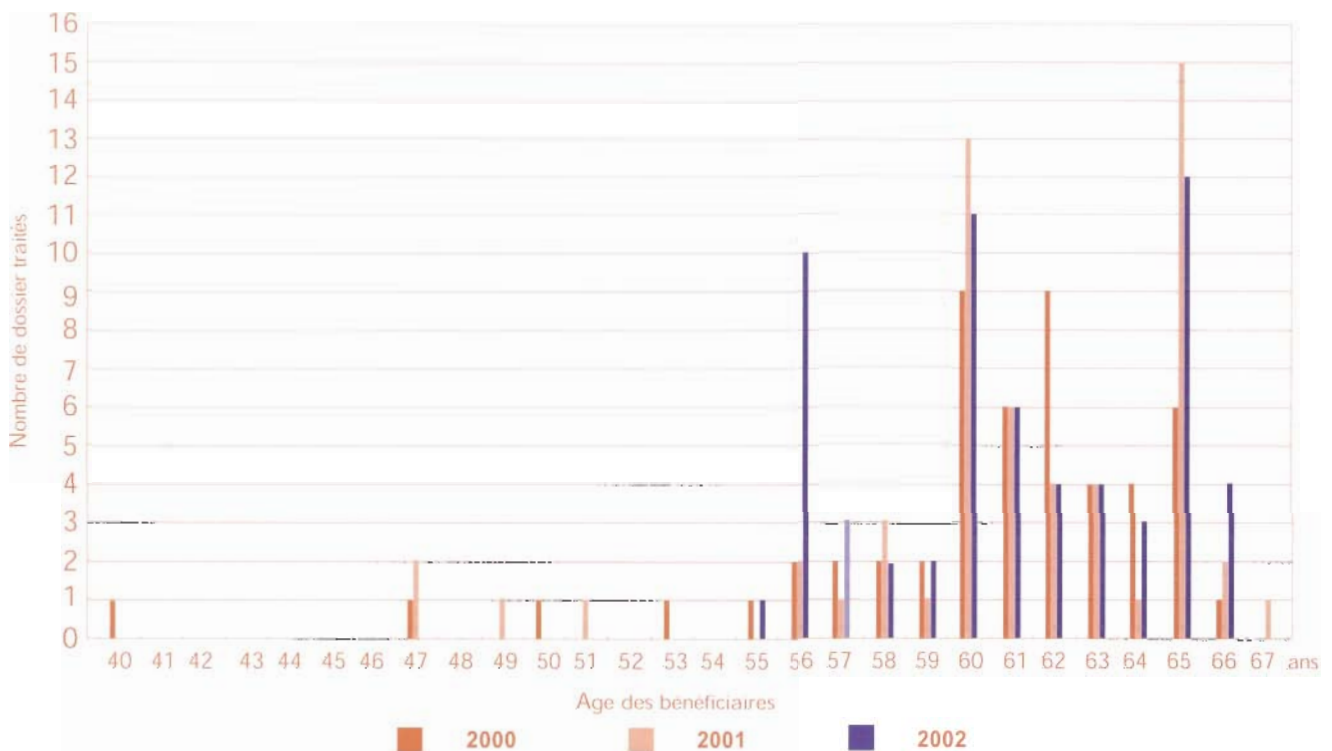
5.4.1 LA VALIDATION DES SERVICES CONTRACTUELS

Cette procédure permet aux agents fonctionnaires souhaitant bénéficier d'une retraite de titulaire, de faire prendre en compte dans le calcul de celle-ci les années de service effectuées en tant que contractuel. Ces années sont alors assimilées à des années de service de titulaire, à condition que les agents acquittent une somme résultant de la différence entre les cotisations du Régime général (Sécurité sociale + IRCANTEC) et les cotisations à verser rétroactivement.

En 2002, 16 nouvelles demandes de validation ont été enregistrées et 103 agents ont un précompte validation sur leur salaire dont 15 nouveaux en 2002.

5.4.2 RÉPARTITION DES DOSSIERS DE RETRAITE TRAITÉS SELON L'ÂGE DES BÉNÉFICIAIRES

65 dossiers de retraite ont été traités en 2002 (62 dossiers d'ayant droit et 3 pensions de réversion).



5.4.3 ÉTAT D'AVANCEMENT DES DOSSIERS DE VALIDATION DES SERVICES DE NON-TITULAIRE

	Dossier traités	Dossiers non traités ou en cours de traitement	TOTAL
Dossiers déposés en 1986	401	1	402
Demande déposées ultérieurement	414	69	483
TOTAL	815	70	885

6 LES RELATIONS PROFESSIONNELLES

6.1	LES ÉLECTIONS	p 92
6.1.1	LES ÉLECTIONS AUX CAP	p 92
6.1.2	LES ÉLECTIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION	p 92
6.1.3	LA REPRÉSENTATION SYNDICALE AU COMITÉ TECHNIQUE PARITAIRE CENTRAL	p 92
6.2	L'EXERCICE DU DROIT SYNDICAL	p 92
6.2.1	L'ATTRIBUTION DES DÉCHARGES D'ACTIVITÉ DE SERVICE À L'IRD	p 92
6.3	LE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES	p 93
6.3.1	LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	p 93
6.3.2	EVALUATION DES INDIVIDUS ET DES STRUCTURES	p 94
6.3.2.1	LE CONSEIL SCIENTIFIQUE	p 94
6.3.2.2	LES COMMISSIONS SCIENTIFIQUES SECTORIELLES	p 94
6.3.2.3	LES COMMISSIONS DE GESTION DE LA RECHERCHE	p 95
6.3.3	LE COMITÉ TECHNIQUE PARITAIRE CENTRAL	p 95
6.3.4	LES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES	p 96

6.1 LES ÉLECTIONS

6.1.1 LES ÉLECTIONS AUX COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES

Aucune élection n'a eu lieu en 2002

6.1.2 LES ÉLECTIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Aucune élection n'a eu lieu en 2002

6.1.3 LA REPRÉSENTATION SYNDICALE AU COMITÉ TECHNIQUE PARITAIRE CENTRAL

Aucune élection n'a eu lieu en 2002

6.2 L'EXERCICE DU DROIT SYNDICAL

6.2.1 L'ATTRIBUTION DES DÉCHARGES D'ACTIVITÉ DE SERVICE À L'IRD

Les décharges d'activité de service sont les autorisations données à un agent public d'exercer, pendant ses heures de service, une activité syndicale.

Elles sont fixées par référence aux élections aux Commissions Administratives Paritaires de l'IRD.

SYNDICATS	Voix obtenues (2001) V	Représentativité V / S	Attribution des décharges	
			Résultats (V / S) *D	Attribution
STREM-SGEN-CFDT	390	46,4%	1,85	2,0
SNPR-FO	195	23,2%	0,93	1,0
SNTRS-CGT	140	16,6%	0,67	0,5
SNCS-FSU	116	13,8%	0,55	0,5
SUFFRAGES (S)	841		DECHARGES (D)	4,0

6.3 LE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES

6.3.1 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'année 2002, le Conseil d'Administration s'est réuni à 5 reprises aux dates suivantes :

- le 31 janvier pour une séance extraordinaire,
- le 16 avril,
- le 27 juin,
- le 10 octobre,
- le 10 décembre.

Les ordres du jour ont été les suivants :

1/ Séance extraordinaire du 31 janvier 2002

- Présentation et projet de décret portant modification des décrets relatifs à l'organisation et au fonctionnement des établissements publics à caractère scientifique et technologique
 - a/ aspects relatifs à l'achat public et à la nomination de personnes responsables des marchés
 - b/ aspects relatifs au régime budgétaire et comptable des EPST
- Questions diverses

2/ Séance du 16 avril 2002

- Approbation du procès verbal de la séance du 18 octobre 2001,
- Approbation du procès verbal de la séance du 22 novembre 2001,
- Approbation du procès verbal de la séance extraordinaire du 31 janvier 2002,
- Compte financier 2001 et rapport sur l'exécution du budget,
- Décision modificative n°1 au budget 2002,
- Avis du Conseil d'Administration sur une candidature à la présidence du CCDE (Comité Consultatif de Déontologie et d'Ethique de l'IRD),
- Point d'information sur l'expertise collégiale à l'IRD,
- Questions diverses.

3/ Séance du 27 juin 2002

- Procès verbal de la séance du 16 avril 2002,
- Rapport d'activité 2001,
- Rapport d'étape de la réflexion pour la prospective scientifique de l'IRD,
- Délibération modifiant la délibération du 15 janvier 1999 portant organisation des services centraux de l'IRD,
- Point d'information sur l'évolution du Groupement d'intérêt scientifique DIAL,
- Questions diverses.

4/ Séance du 10 octobre 2002

- Procès verbal de la séance du 27 juin 2002,
- Bilans sociaux des années 2000 et 2001,
- Décision modificative du budget n°2,
- Renouvellement du groupement d'intérêt public ECOFOR,
- Création d'une commission d'appel d'offres sur performances,
- Présentation globale des affaires juridictionnelles impliquant l'Institut,
- Questions diverses.

5/ Séance du 10 décembre 2002

- Procès-verbal de la séance du 10 octobre 2002,
- Budget primitif pour 2003,
 - a/ point d'avancement du Plan de Modernisation et de Simplification Administrative (PMSA) et sur Schéma Directeur des Systèmes d'Information (SDSI), pour information
 - b/délégation de pouvoir du Conseil d'Administration au Directeur général, pour décision
 - c/ validation d'une signature de marché public, pour décision
- Participation de l'IRD au groupement d'intérêt économique DIAL,
- Création d'un ordonnateur secondaire à Cayenne,
- Questions diverses.

6.3.2 EVALUATION DES INDIVIDUS ET DES STRUCTURES

6.3.2.1 LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

La session plénière du conseil scientifique de l'IRD s'est réunie en juin et en décembre 2002 sur les ordres du jour suivants :

6^{ème} session plénière du 4 au 6 juin 2002

- Examen et évaluation des nouvelles UMR et des UMR en renouvellement : UMR évaluées dans le cadre de l'appel à propositions 2002 (4); UMR évaluées dans le cadre du Plan quadriennal des universités (zone A)(4) ; auditions des candidats directeurs ; procédures d'évaluation,
- Avancements de grade et d'échelon (CRI, DRI, DRCE).
- Auditions de directeurs de Département.
- Réflexions sur la prospective scientifique.

7^{ème} session plénière les 11 et 12 décembre 2002

- Ouverture de la session en présence de M. Jean-François Girard, président de l'IRD.
- Accueil des présidents des Commissions scientifiques sectorielles et des Commissions de gestion de la recherche et de ses applications (invités à participer aux travaux du CS pour la journée du 11/12/02),
- Bilan des phases d'admissibilité des concours chercheurs.
- Présentation de l'avis des commissions relatif aux nouvelles unités.
- Discussion et finalisation du document de prospective.
- Examen et évaluation de sept UMR nouvelles et de cinq UMR en renouvellement : audition en deux sous-groupes distincts de directeurs d'unité.
- Audition en deux sous-groupes distincts des six candidats ITA sélectionnés par les commissions pour deux postes de CR1 à pourvoir,
- Examen des demandes d'éméritat.
- Nomination des représentants du CS aux jurys d'admission des concours CR et DR de la campagne de recrutement 2002.

6.3.2.2 LES COMMISSIONS SCIENTIFIQUES SECTORIELLES

La session plénière de la CSS1 "Sciences physiques et chimiques de l'environnement planétaire" s'est réunie du 15 au 19 avril 2002 sur l'ordre du jour suivant :

- Avis pour le recrutement sur poste d'accueil 2002.
- Avis pour la prolongation des postes d'accueil en 2002.
- Avis pour la titularisation de chercheurs (CR2).
- Avis pour l'intégration d'un ingénieur de recherche dans le corps des chargés de recherche.
- Avis pour la prise en compte de services antérieurs de chercheurs recrutés.
- Désignation de Directeurs scientifiques pour les chercheurs recrutés,
- Evaluation pour avancement de grade de chercheurs,
- Evaluation biennale des chercheurs.
- Evaluation des UMR : UR 113 CESBIO ; UR 65 LEGOS ; UR 50 Hydrosociétés ; UR 12 LTHE ; UR 154 LMTG ; UR 157 LGIT.
- Examen de l'activité des ITA : 35 dossiers d'ITA.
- Discussion et recommandation sur la prospective et le fléchage de postes au recrutement 2002.

La session plénière de la CSS2 "Sciences biologiques et médicales" s'est réunie du 25 au 28 mars 2002 sur l'ordre du jour suivant :

- Evaluation biennale des chercheurs.
- Avancement de grade de chercheurs.
- Avis pour la titularisation de chercheurs.
- Avis pour la prolongation de postes d'accueil.
- Désignation de Directeurs scientifiques pour les chercheurs recrutés (Chercheurs stagiaires).
- Avis sur la campagne d'accueil en détachement.
- Avis pour la prise en compte de services antérieurs de chercheurs recrutés (Reconstitution de carrière).
- Avis sur l'intégration d'ingénieurs dans le corps des CR1.
- Examen de l'activité des ITA.
- Discussion et recommandation sur la prospective et le fléchage de postes au recrutement.

La session plénière de la CSS3 "Sciences des systèmes écologiques" s'est réunie du 08 au 12 avril 2002 sur l'ordre du jour suivant :

- Evaluation biennale des chercheurs : 68 dossiers d'évaluation biennale ont été examinés.
- Avancement de grade de chercheurs.
- Avis pour la titularisation de chercheurs.
- Avis sur la campagne de recrutement sur poste d'accueil.
- Rattachement de chercheurs à la CSS3.
- Chercheurs stagiaires : proposition d'affectation dans une UMR et désignation d'un directeur de recherche.
- Reconstitution de carrière.
- Examen de l'activité des ITA.
- Discussion et recommandation sur la prospective et le fléchage de postes au recrutement 2002.

6 LES RELATIONS PROFESSIONNELLES

La session plénière de la CSS4 "Sciences humaines et sociales" s'est réunie du 08 au 12 avril 2002 sur l'ordre du jour suivant :

- Situation des accueils et examen des prolongations d'accueils et des candidatures,
- Examen des dossiers des ITA,
- Évaluation des CR2 pour titularisation,
- Évaluation biennale des chercheurs (DR1, DR2, CR1, CR2),
- Propositions pour avancement DR2-DR1 et DR1-DRCE,
- Examen des projets de création d'UR,
- Fléchage des postes CR et DR,
- Intervention de Mme Anne STRAUSS, nouvelle responsable du DSS,
- Questions diverses.

6.3.2.3 LES COMMISSIONS DE GESTION DE LA RECHERCHE

La session plénière de la CGRA1 "Ingénierie et expertise" s'est réunie du 02 au 05 avril 2002 sur l'ordre du jour suivant :

- Evaluation biennale des chercheurs,
- Avancement de grade de chercheurs,
- Titularisation de chercheurs,
- Campagne d'accueil en détachement,
- Examen de l'activité des ITA : 50 dossiers à examiner (dont 18 dossiers d'agents relevant de la Délégation aux Systèmes d'Information - DSI, dirigée par Gilles Poncet. Celui-ci présentera l'organigramme de sa délégation en plénière),
- Discussion sur la prospective et le fléchage de postes au recrutement 2002.

La session plénière de la CGRA2 "Administration et gestion" s'est réunie du 03 au 05 avril 2002 sur l'ordre du jour suivant :

- Rattachement de chercheurs,
- Evaluation biennale des chercheurs,
- Avancement de grade de chercheurs,
- Examen périodique de l'activité des ITA : examen des dossiers des ITA des structures suivantes : le centre de Brest (2 dossiers), le SAGA (33 dossiers), la DSI (3 dossiers), la représentation IRD à La Réunion (1 dossier), l'UR 16 (1 dossier), l'UR 22 (1 dossier), l'UR 40 (1 dossier), l'UR 106 (1 dossier), la représentation IRD à Nouméa (1 dossier), le DSF (5 dossiers), la direction générale (4 dossiers), la présidence du Conseil d'administration (1 dossier), le secrétariat général (1 dossier), la représentation IRD en Guyane (16 dossiers) et celle de Martinique (5 dossiers).

6.3.3 LE COMITÉ TECHNIQUE PARITAIRE CENTRAL (CTPC)

Le Comité Technique Paritaire Centrale s'est réuni les 20 janvier, 15 février et 3 juin 2002, avec les ordres du jour suivants :

Séance du 20 janvier 2002

1. a) Projet de décret portant modification des décrets relatifs à l'organisation et au fonctionnement des établissements publics à caractère scientifique et technologique, concernant la déconcentration des achats publics et la réforme du régime budgétaire, financier et comptable des EPST ;
b) Modalités de déconcentration de l'achat public à l'IRD ;
2. Projets d'arrêtés modifiant l'arrêté du 2 juin 1998 relatif à l'organisation des élections au conseil d'administration de l'Institut et des arrêtés fixant la composition et les règles de fonctionnement du conseil scientifique, des commissions scientifiques sectorielles et des commissions de gestion de la recherche et de ses applications de l'institut ainsi que les modalités de désignation de leurs membres et de leur président.
3. Projets d'arrêtés modifiant l'arrêté du 15 février 1988 relatif aux modalités d'organisation des concours de recrutement d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration de la recherche de l'IRD ;
4. Projet de décret modifiant le décret n° 88-259 du 15 mars 1988 relatif à l'utilisation des listes complémentaires d'admission pour le recrutement par voie de concours des personnels appartenant aux corps d'ingénieurs, de personnels techniques de la recherche et d'administration de la recherche de l'IRD ;
5. Projet de décision relative à la liste des experts scientifiques et techniques de l'IRD.

Séance du 15 février 2002

1. Projets d'arrêtés modifiant l'arrêté du 2 juin 1998 relatif à l'organisation des élections au conseil d'administration de l'Institut et des arrêtés fixant la composition et les règles de fonctionnement du conseil scientifique, des commissions scientifiques sectorielles et des commissions de gestion de la recherche et de ses applications de l'Institut ainsi que les modalités de désignation de leurs membres et de leur président.
2. Projets d'arrêtés modifiant l'arrêté du 15 février 1988 relatif aux modalités d'organisation des concours de recrutement d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration de la recherche de l'IRD.
3. Projet de décret modifiant le décret n°88-259 du 15 mars 1988 relatif à l'utilisation des listes complémentaires d'admission pour le recrutement par voie de concours des personnels appartenant aux corps d'ingénieurs, de personnels techniques de la recherche et d'administration de la recherche de l'IRD.
4. Projet de décision relative à la liste des experts scientifiques et techniques de l'IRD.

Séance du 3 juin 2002

1. Evaluation des structures : création d'une Direction financière et évolution du SAGA et du SAIS.
2. Mise en œuvre de l'ARTT,
3. Le bilan social 2000,
4. Questions diverses.

6.3.4 LES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES (CAP)

Les CAP se sont réunies le 28 mars (IR), 25 avril (IE), 24 mai (AI), 6 juin (TER), 18 juin (AJT/AGT) :

- Examen de situations individuelles,
- Détachements inter - corps administratifs en ingénieurs, techniciens,
- Avancements au choix aux corps de TER, AJT,
- Avancements au choix aux grades IE0, TCE, TCS, AGTP,
- Sélection professionnelle dans le corps des TER,
- Avancements accélérés d'échelon.

7.1	BILAN PHYSIQUE	p 98
7.1.1	NOMBRE D' ACTIONS RÉALISÉES PAR THÈME	p 98
7.1.2	RÉPARTITION DES AGENTS FORMÉS EN 2002	p 99
7.1.2.1	Répartition par statut	p 99
7.1.2.2	Répartition par âge en fonction du statut	p 99
7.1.2.3	Répartition par sexe en fonction du statut	p 100
7.1.2.4	Répartition par activité en fonction du statut	p 100
7.1.2.5	Répartition par secteur opérationnel en fonction du statut	p 101
7.1.2.6	Répartition par lieu d'affectation en fonction du statut	p 101
7.1.2.7	Répartition par zone géographique	p 102
7.2	RÉPARTITION DES COÛTS DIRECTS DE FORMATION	p 102
7.2.1	PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL	p 102
7.2.2	PAR COMMISSION	p 103
7.2.3	PAR LIEU D' AFFECTATION	p 103
7.2.4	PAR DOMAINE DE FORMATION	p 103
7.2.5	PAR POSTE DE DÉPENSES	p 103

7.1 BILAN PHYSIQUE

7.1.1 NOMBRE D' ACTIONS* RÉALISÉES PAR THÈME

Thèmes	Agents concernés			TOTAL
	Ensemble des agents (hors CES/CEC/ recrutés locaux)	Recrutés locaux	CES/CEC	
BUREAUTIQUE	127	54		181
INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE	96	16		112
INFORMATIQUE DE COMMUNICATION	151	17		168
INFORMATIQUE POUR INFORMATIENS	50	21		71
TOTAL INFORMATIQUE	424	108	0	532
ANGLAIS	141	76	1	218
ESPAGNOL	62			62
PORTUGAIS	11	3		14
AUTRES LANGUES	21	6		27
TOTAL LANGUES	235	85	1	321
COMMUNICATION – DEVELOPPEMENT PERSONNEL	47	9		56
COMMUNICATION INFORMATION – PERFECTIONNEMENT	131	22		153
TOTAL INFORMATION COMMUNICATION	178	31	0	209
GESTION DROIT	103	15	2	120
ADMINISTRATION MANAGEMENT	44	12		56
TOTAL GESTION ADMINISTRATION	147	27	2	176
OUTILS SCIENTIFIQUES TRANSVERSAUX	75	48		123
OUTILS SCIENTIFIQUES THEMATIQUES	73	10		83
TOTAL OUTILS SCIENTIFIQUES	148	58	0	206
COHESION INSTITUTIONNELLE	19			19
SECURITE	89	4		93
FORMATIONS SPECIFIQUES DIVERSES	12	19		31
TOTAL FORMATIONS SPECIFIQUES	120	23	0	143
FORMATIONS LONGUES	13	7		20
REORIENTATION	8			8
TOTAL FORMATIONS PERSONNALISEES	21	7	0	28
NOMBRE TOTAL DE STAGES REALISES	1273	339	3	1615

(*) : 1 agent ayant pu participer à plusieurs actions

NOMBRE D' ACTIONS RÉALISÉES PAR THÈME (Ensemble des agents hors CES/CEC/recrutés locaux)

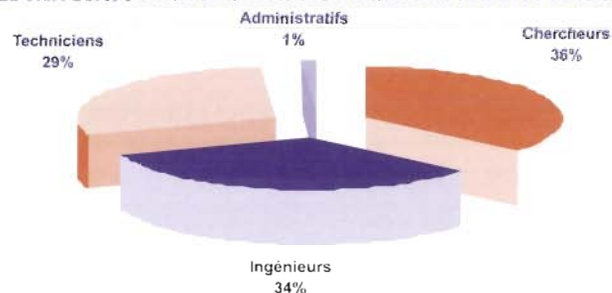


7.1.2 RÉPARTITION DES AGENTS FORMÉS EN 2002

7.1.2.1 Répartition par statut

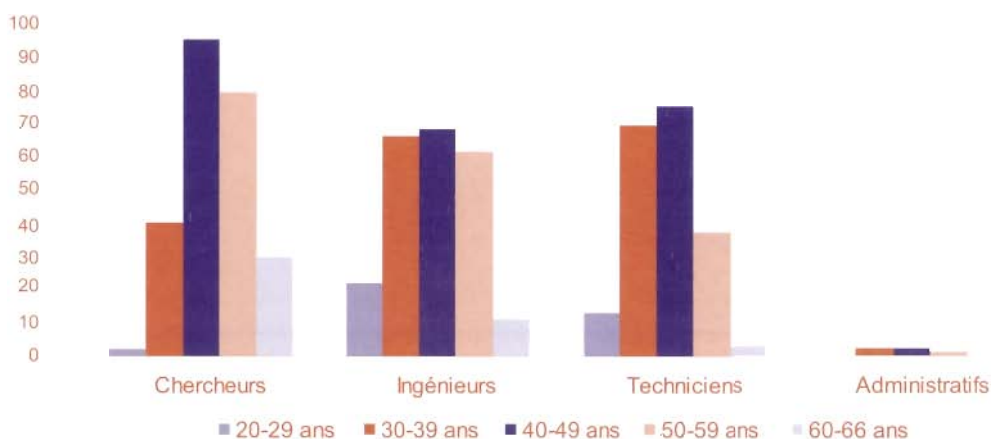
Catégorie	Nombre d'agents formés	Nombre total d'agents (au 31.12.2002)	Proportion d'agents formés en fonction de leur statut
Chercheurs	246	767	32%
Ingénieurs	228	367	62%
Techniciens	197	407	48%
Administratifs	5	13	38%
ITA-CERCHEURS	676	1554	44%
RECRUTEMENT LOCAL	224	417	54%
MARINS	7	13	54%
AUTRE – allocataire de recherche, vacataires...	64	94	68%
TOTAL	971	2078	47%

PROPORTION D'AGENTS FORMÉS PAR STATUT PAR RAPPORT AU TOTAL DES AGENTS FORMÉS TITULAIRES



7.1.2.2 Répartition par âge en fonction du statut

Catégorie	20-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	60-66 ans	TOTAL
Chercheurs	2	40	95	79	30	246
Ingénieurs	22	66	68	61	11	228
Techniciens	13	69	75	37	3	197
Administratifs	0	2	2	1	0	5
Nombre total d'agents formés en 2002	37	177	240	178	44	676
Nombre total d'effectifs réels sur poste budgétaire au 31/12/02	67	356	543	475	113	1554
proportion d'agents formés en fonction de leur âge	55%	50%	44%	37%	39%	44%



7.1.2.3 Répartition par sexe en fonction du statut

Catégorie	Femmes	Hommes	TOTAL
Chercheurs	52	194	246
Ingénieurs	110	118	228
Techniciens	151	46	197
Administratifs	4	1	5
NOMBRE TOTAL D'AGENTS FORMÉS EN 2002	317	359	676
Nombre total d'effectifs réels sur poste budgétaire au 31/12 2002	561	993	1554
Proportion d'agents formés en fonction de leur sexe	57%	36%	44%

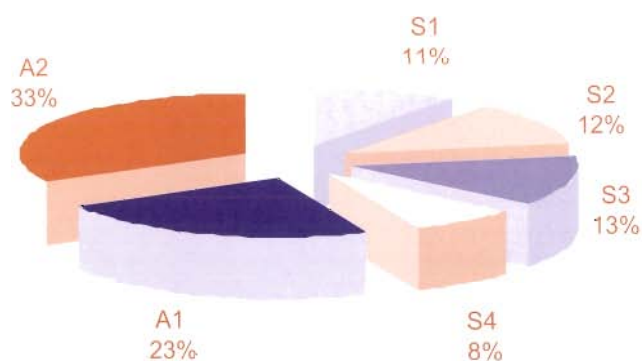
PROPORTION D'AGENTS FORMÉS EN 2002 EN FONCTION DE LEUR SEXE PAR RAPPORT AU TOTAL DES AGENTS FORMÉS



7.1.2.4 Répartition par activité en fonction du statut

Catégorie	S1	S2	S3	S4	A1	A2	SANS CSS	TOTAL
Chercheurs	51	49	72	45	20	9		246
Ingénieurs	14	20	12	7	95	80		228
Techniciens	7	12	6		41	131		197
Administratifs					1	4		5
NOMBRE TOTAL D'AGENTS FORMÉS EN 2002	72	81	90	52	157	224	0	676
Nombre total d'effectifs réels sur poste budgétaire au 31/12/2002	212	216	234	205	267	388	32	1 554
Proportion d'agents formés en fonction de leur activité	34%	38%	38%	25%	59%	58%	0%	44%

PROPORTION D'AGENTS FORMÉS EN FONCTION DE LEUR ACTIVITÉ EN 2002 PAR RAPPORT AU TOTAL DES AGENTS FORMÉS DANS L'ANNÉE

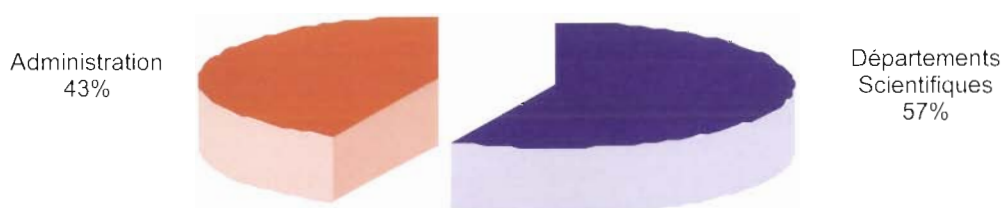


7.1.2.5 Répartition par secteur opérationnel en fonction du statut

Catégorie	Départements scientifiques	Administration*	Sans rattachement	TOTAL
Chercheurs	233	13	-	246
Ingénieurs	102	126	-	228
Techniciens	51	146	-	197
Administratifs	1	4	-	5
NOMBRE TOTAL D'AGENTS FORMES EN 2002	387	289	0	676
Nombre total d'effectifs réels sur poste budgétaire au 31/12/02	1037	502	15	1554
Proportion d'agents formés en fonction du secteur opérationnel	37%	58%	0%	44%

*adm. : direction générale, services centraux, les représentations et les centres

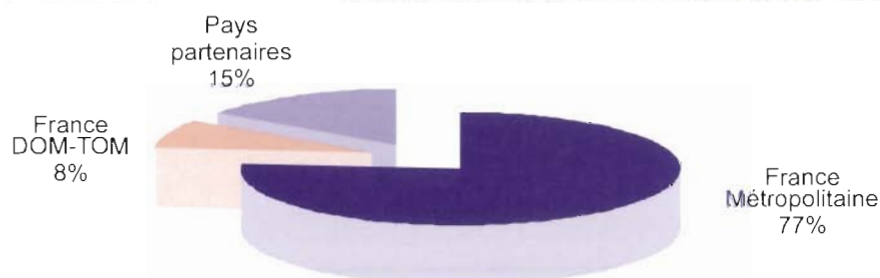
PROPORTION D'AGENTS FORMÉS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL EN 2002 PAR RAPPORT AU TOTAL DES AGENTS FORMÉS



7.1.2.6 Répartition par lieu d'affectation en fonction du statut

Catégorie	France Métropolitaine	France DOM-TOM	Pays Partenaires	TOTAL
Chercheurs	159	17	70	246
Ingénieurs	190	17	21	228
Techniciens	164	20	13	197
Administratifs	5	0	0	5
NOMBRE TOTAL D'AGENTS FORMES EN 2002	518	54	104	676
Nombre total d'effectifs réels sur poste budgétaire au 31/12/02	1053	191	310	1554
Proportion d'agents formés en fonction de leur affectation	49%	28%	34%	44%

PROPORTION D'AGENTS FORMÉS EN 2002 PAR LIEU D'AFFECTATION PAR RAPPORT AU TOTAL DES AGENTS FORMÉS



7.1.2.7 Répartition par zone géographique

Pays	Nombre d'agents formés
Burkina Faso	10
Côte-d'Ivoire	5
Egypte	5
Kenya	1
Madagascar	12
Mali	16
Niger	3
Sénégal	60
Tunisie	12
Afrique	124
Bolivie	1
Brésil	3
Mexique	4
Amérique Latine	8
Nouvelle Calédonie	3
Polynésie	3
Pacifique	6
Vietnam	1
Laos	1
Asie	2
TOTAL	140

7.2 RÉPARTITION DES COÛTS DIRECTS DE FORMATION Ensemble des agents (hors CES/CEC/recrutés locaux)

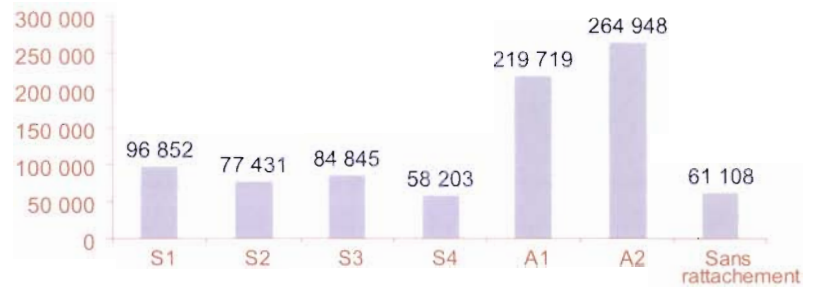
7.2.I PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Secteur opérationnel	Coût
Département	447 086 €
Administration	377 454 €
Sans rattachement	38 566 €
TOTAL	863 106 €



7.2.2 PAR COMMISSION

Activité	Coût
S1	96 852 €
S2	77 431 €
S3	84 845 €
S4	58 203 €
A1	219 719 €
A2	264 948 €
Sans rattachement	61 108 €
TOTAL	863 106 €



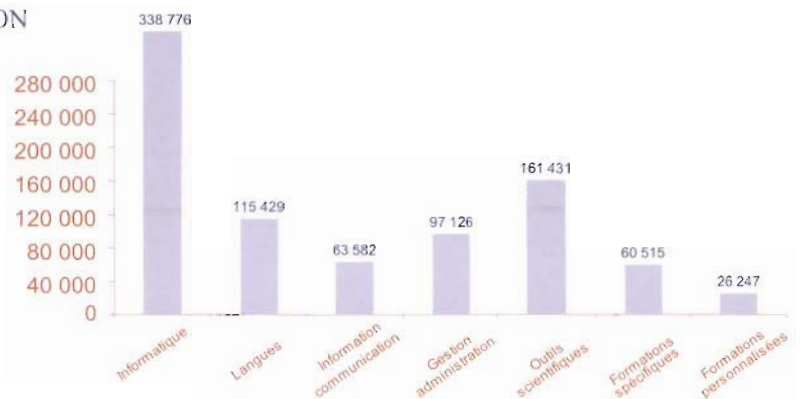
7.2.3 PAR LIEU D'AFFECTATION

Affectation	Coût
Pays partenaires	165 687 €
DOM TOM	70 585 €
France métropole	626 834 €
TOTAL	863 106 €



7.2.4 PAR DOMAINE DE FORMATION

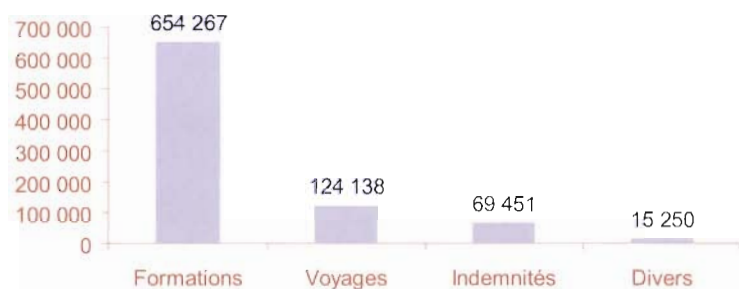
Domaine	Coût
Informatique	338 776 €
Langues	115 429 €
Information communication	63 582 €
Gestion administration	97 126 €
Outils scientifiques	161 431 €
Formations spécifiques	60 515 €
Formations personnalisées	26 247 €
TOTAL	863 106 €



TOTAL COÛT PAR POSTE DE DÉPENSES

7.2.5 PAR POSTE DE DÉPENSE

Nature	Coût
Formations	654 267 €
Voyages	124 138 €
Indemnités	69 451 €
Divers	15 250 €
TOTAL	863 106 €



8 L'EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES PUBLIES EN 2002 CONCERNANT LE PERSONNEL

- DISPOSITIONS STATUTAIRES :

Arrêté du 15 janvier 2002 portant application dans les établissements publics à caractère scientifique et technologique et au Centre d'étude de l'emploi des articles 1er, 5, 9 et 10 du décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail

Décret n°2002-136 du 1er février 2002 modifiant le décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques

Arrêté du 1er février 2002 fixant la liste des branches d'activités professionnelles et des emplois types dans les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et les établissements publics scientifiques et technologiques

Décret n°2002-251 du 22 février 2002 portant modification des dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des établissements publics à caractère scientifique et technologique

Décret n°2002-464 du 4 avril 2002 portant organisation de concours de recrutement de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques des catégories A, B et C réservés à certains agents non-titulaires, en application de l'article 1er de la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale

Arrêté du 15 avril 2002 fixant les modalités d'organisation des concours de recrutement d'ingénieurs et de personnels techniques de la recherche à l'IRD

Décret n°2002-634 du 29 avril 2002 portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat

Décret n°2002-684 du 30 avril 2002 modifiant le décret n°85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions

Décret n°2002-759 du 2 mai 2002 relatif à l'accueil en détachement de fonctionnaires d'un Etat membre de l'Union Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France dans la fonction publique de l'Etat et modifiant le décret n°85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions

Décision n°2023865 du 6 juin 2002 portant modification de la décision n°99A1053 du 1er février 1999 portant organisation des services centraux de l'IRD

Arrêté du 11 juillet 2002 fixant la nature et la durée des épreuves des concours réservés institués par le décret n°2002-464 du 4 avril 2002

Décret n°2002-1072 du 7 août 2002 relatif au temps partiel annualisé dans la fonction publique de l'Etat

Décret n°2002-1200 du 26 septembre 2002 fixant le régime de congés annuels des personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif en service à l'étranger

Arrêté du 26 septembre 2002 relatif aux conditions d'application du décret n° 2002-1200 du 26 septembre 2002 fixant le régime de congés annuels des personnels de l'Etat

Décret n°2002-1389 du 21 novembre 2002 modifiant le décret n°82-624 du 20 juillet 1982 fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n°82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel

- ÉMOLUMENTS :

Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité

Décret n°2002-69 du 15 janvier 2002 fixant le régime de la prime de participation à la recherche scientifique dans certains établissements publics à caractère scientifique et technologique

Décret n°2002-70 du 15 janvier 2002 relatif à la compensation des astreintes dans certains établissements publics à caractère scientifique et technologique et au Centre d'études de l'emploi

Arrêté du 15 janvier 2002 fixant les conditions dans lesquelles sont déterminés les taux moyens, les attributions individuelles et le montant des crédits nécessaires au paiement de la prime de participation à la recherche scientifique allouée à certains fonctionnaires

Décret n°2002-203 du 14 février 2002 portant majoration à compter du 1er mars 2002 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation

Décret n°2002-941 du 25 juin 2002 portant relèvement du salaire minimum de croissance

ABREVIATIONS ET SIGLES

STRUCTURES

DS : Départements Scientifiques :

DME : Département Milieux et Environnement,

DRV : Département Ressources Vivantes,

DSS : Département Sociétés et Santé

Direction des départements scientifiques :

DEV : Département expertise et Valorisation

DSF : Département Soutien et Formation des communautés scientifiques du sud

SA : Structures Administratives et assimilées :

AC : Agence Comptable

DIC : Délégation à l'Information et à la Communication

DOM : Délégation à l'Outre-Mer

DEP : Délégation à l'évaluation et à la prospective

DF : Direction des Finances

DP : Direction des Personnels

DRI : Délégation aux Relations Internationales

DSI : Délégation aux Systèmes d'Information

SAS : Service d'administration du siège

SAJ : Service des Affaires Juridiques

CATEGORIES

CHR : chercheurs

ING : ingénieurs

TEC : techniciens

ADM : administratifs

PF : postes fonctionnels

CORPS ET GRADES

CHERCHEURS

DR : Directeur de Recherche

CR : Chargé de Recherche

INGENIEURS/TECHNICIENS

IR : Ingénieur de Recherche

IE : Ingénieur d'Etudes

AI : Assistant Ingénieur

TCE : Technicien de Classe Exceptionnelle

TÉR : Technicien de la Recherche

AJT : Adjoint Technique de la Recherche

AGT : Agent Technique de la Recherche

ADMINISTRATIFS

AAR : Attaché d'Administration de la Recherche

SCE : Secrétaire de Classe Exceptionnelle

SAR : Secrétaire d'Administration de la Recherche

AJA : Adjoint Administratif de la Recherche

POSTES FONCTIONNELS

DG : Directeur Général
SG : Secrétaire Général
CS : Chef de Service
CM : Chargé de Mission
AC : Agent Comptable

CLASSES

0, 1, 2 : classe exceptionnelle, 1ère, 2ème classe
CE, CS, CN, IP : classe exceptionnelle, supérieure, normale, 1ère classe provisoire (Techniciens et Secrétaires)

NOMENCLATURE DES COMMISSIONS

S1 : sciences physiques et chimiques de l'environnement planétaire
S2 : sciences biologiques et médicales
S3 : sciences des systèmes écologiques
S4 : sciences humaines et sociales
A1 : ingénierie et expertise
A2 : administration et gestion

NOMENCLATURE DES BRANCHES D'ACTIVITE PROFESSIONNELLE (BAP)

BAP A : Sciences du vivant
BAP B : Sciences chimiques et sciences des matériaux
BAP C : Sciences de l'ingénieur et instrumentation scientifique
BAP D : Sciences humaines et sociales
BAP E : Informatique et calcul scientifique
BAP F : Documentation, édition, communication
BAP G : Patrimoine, logistique, prévention
BAP H : Gestion scientifique et technique

■ Tél.
+33 (0)1 48 03 77 77

■ Fax
+33 (0)1 48 03 08 29

■ Internet
www.ird.fr



Institut de recherche
pour le développement

213, RUE LA FAYETTE F-75480 PARIS CEDEX 10